




RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE
SIA DE LA REGION D'EPERNON

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITÉ	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Gestion du document	Auteur	Date
Romain AUDUREAU	Kevin DA COSTA	31/05/2025

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2024

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2024. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service et l'engagement de notre Groupe sur votre territoire.

L'année 2024 a été marquée par de nouvelles manifestations du dérèglement climatique, tant sur la quantité que sur la qualité. En particulier, les inondations et la pluviométrie record ont placé l'eau au cœur de l'actualité. Dans la lignée du plan Eau et des baisses des volumes d'eau consommés en 2023, nous avons observé au cours de l'année 2024 la poursuite de cette tendance baissière. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en préservant l'équilibre économique du service à des conditions acceptables par tous. La préservation de la ressource en eau, l'évolution de notre modèle pour adapter les services d'eau et d'assainissement et embarquer l'ensemble des parties prenantes sont au cœur de nos enjeux.

En 2024, la qualité de l'eau a été une priorité majeure. Nous avons lancé dès novembre 2023 une campagne de détection massive des 20 PFAS, en anticipation de l'obligation des autorités sanitaires, campagne qui s'est terminée en juin 2024. Sous votre autorité, notre priorité est de protéger la santé des usagers en les informant d'une part sur la qualité de leur eau, et d'autre part sur les mesures correctives que vous mettez en œuvre.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Les femmes et les hommes de Veolia Eau France sont à vos côtés pour assurer la conformité de nos systèmes d'assainissement, et agir proactivement pour minimiser les impacts sur l'environnement et la biodiversité. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément au cadre ambitieux défini dans la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines (DERU2).

S'adapter à la raréfaction des ressources en eau, et promouvoir la performance des systèmes d'eau et d'assainissement sont au cœur de la réforme des redevances des Agences de l'eau. Nos équipes sont engagées à vos côtés pour répondre à ces défis en améliorant le rendement de réseau et en assurant la performance opérationnelle des systèmes d'assainissement. Dès 2024, nos équipes se sont organisées pour vous accompagner afin de mieux mettre en œuvre cette réforme structurante.

Au regard de l'urgence climatique, des besoins d'adaptation du service et pour le développement de votre territoire, nous souhaitons plus que jamais construire avec vous l'avenir de l'eau. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, l'autonomie dans la production électrique via l'usage de panneaux photovoltaïques, ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux événements climatiques. Moins gaspiller l'eau par l'amélioration du rendement de réseau, maîtriser les consommations grâce au télérelevé et à la sobriété, et mieux l'utiliser, par exemple en la réutilisant davantage, nous paraissent être des axes essentiels d'une gestion durable de la ressource.

Notre rapport 2024 reflète notre engagement continu pour la sécurité de nos équipes, l'excellence opérationnelle en ligne avec les engagements pris dans notre contrat, la durabilité environnementale, et votre satisfaction et celle des abonnés. Nous sommes convaincus que c'est ensemble que nous saurons construire l'avenir de l'eau sur votre territoire.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE	6
1.1 Un dispositif à votre service	7
1.2 Présentation du contrat	9
1.3 Les chiffres clés	10
1.4 Les indicateurs réglementaires 2024	11
1.5 Autres chiffres clés de l'année 2024	12
1.6 Le prix du service public de l'assainissement	14
1.7 L'essentiel de l'année 2024	15
1.7.1 Principaux faits marquants de l'année	15
1.7.2 Évolutions réglementaires	19
2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION	24
2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance	25
2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous	26
2.3 Données économiques	29
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	31
3.1 L'inventaire des installations	32
3.2 L'inventaire des réseaux	34
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine	35
3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]	35
3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]	35
3.4 Gestion du patrimoine	37
3.4.1 Les renouvellements réalisés	37
3.4.2 Les travaux neufs réalisés	38
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE	39
4.1 Nouvelle réforme des redevances	40
4.2 La maintenance du patrimoine	42
4.3 L'efficacité de la collecte	47
4.3.1 La maîtrise des entrants	47
4.3.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel	50
4.4 L'efficacité du traitement	52
4.4.1 Conformité globale	53
4.4.2 Bilan d'exploitation et conformité par station	55
4.4.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets	65
4.5 L'efficacité environnementale	66
4.5.1 Le bilan énergétique du patrimoine	66
4.5.2 La consommation de réactifs	66
4.6 La situation des biens	67

5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	69
5.1	<i>Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)</i>	70
5.2	<i>Situation des biens</i>	73
5.3	<i>Les investissements et le renouvellement</i>	74
5.4	<i>Les engagements à incidence financière</i>	78
5.4.1	Flux financiers de fin de contrat	78
5.4.2	Dispositions applicables au personnel	79
6.	ANNEXES	81
6.1	<i>La facture 120 m³</i>	82
6.2	<i>Attestations d'assurance</i>	89
6.3	<i>Les données consommateurs par commune</i>	90
6.4	<i>Le bilan qualité par usine</i>	91
6.5	<i>Le bilan énergétique du patrimoine</i>	103
6.6	<i>Liste d'interventions</i>	105
6.6.1	L'exploitation du patrimoine	105
6.6.2	L'efficacité de la collecte	110
6.7	<i>Annexes financières</i>	114
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	123
6.9	<i>Actualité réglementaire 2024</i>	126
6.10	<i>Glossaire</i>	140

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Pour toutes les démarches des Consommateurs, nous vous accueillons sur rendez-vous au **5 rue Paul Demange à Rambouillet**



Plus d'infos sur : <https://www.service.eau.veolia.fr/home.html>



TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER

VOS URGENCES 7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24



Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de services.

Un seul numéro : 0 969 368 624

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS



Territoire Yvelines – Région Ile de France – Les Hauts Graviers – CS10614 – 78713 BUCHELAY



Géraldine LEROY
Directrice de Territoire
geraldine.leroy@veolia.com
Tel 06 21 27 70 22



Audrey BIZET
Responsable Consommateurs
audrey.bizet@veolia.com
Tel 06 17 54 29 95



Guillaume MIGLIORINI
Directeur du Développement
guillaume.migliorini@veolia.com
Tel 06 23 05 10 93



Romain AUDUREAU
Manager Service Local Assainissement
romain.audureau@veolia.com
Tel 06 35 17 39 50



Julien GOUËLLO
Directeur des Opérations
julien.gouello@veolia.com
Tel 06 10 72 35 07

VEOLIA EAU
Agence de Rambouillet
5, rue Paul Demange
78120 Rambouillet

Le Territoire Yvelines : Une équipe à votre service !



1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	Compagnie des Eaux et de l'Ozone
✓ Périmètre du service	DROUE SUR DROUETTE, EMANCE, EPERNON, HANCHES, RAIZEUX, SAINT HILARION
✓ Numéro du contrat	X061A
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/07/2016
✓ Date de fin du contrat	30/06/2028
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, Compagnie des Eaux et de l'Ozone assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	02/03/2023	Intégration de 8 postes, modification de la rémunération, adaptation du plan prévisionnel de renouvellement : EPERNON Robert 1, EPERNON Robert 2, EPERNON Malarc, EPERNON Muse Meule, HANCHES Loreau, SAINT HILARION usine de sery, SAINT HILARION Bois billard, SAINT HILARION Parc aux lapins et du linéaire de réseaux
1	07/08/2018	Intégration d'ouvrages : EPERNON Point P, EPERNON Prieuré St Thomas, HANCHES Arche du loreau et du linéaire de réseaux

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



12 534

Nombre d'habitants
desservis



5 515

Nombre d'abonnés
(clients)



2

Nombre d'installations de
dépollution



17 833

Capacité de dépollution
(EH)



83

Longueur de réseau
de collecte (km)



912 458

Volume traité
(m³)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2024

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	12 557	12 534
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	4	4
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	279,7 t MS	261,1 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	2,73 €/m ³	3,28 €/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	80	80
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	4	2
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	95	65
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants	0,00 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	15,70 u/100 km	15,70 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00 %	0,00 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100 %	100 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	120	120
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	1,49 %	1,98 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1000 abonnés	u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2024

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Déléataire	100,0 %	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Déléataire	3 959	3 959
	Nombre de branchements eaux pluviales	Déléataire	0	0
	Nombre de branchements neufs	Déléataire	6	5
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	82 776 ml	82 820 ml
	Nombre de postes de relèvement	Déléataire	54	54
	Nombre d'usines de dépollution	Déléataire	2	2
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Déléataire	17 833 EH	17 833 EH
COLLECTE DES EAUX USÉES		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de désobstructions sur réseau	Déléataire	20	8
	Longueur de canalisation curée en préventif	Déléataire	8 980 ml	10 695 ml
LA DÉPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Volume arrivant (collecté)	Déléataire	771 811 m ³	905 604 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Déléataire	398 kg/j	517 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Déléataire	6 634 EH	8 609 EH
	Volume traité	Déléataire	757 024 m ³	912 458 m ³
L'ÉVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Masse de refus de dégrillage évacués	Déléataire	30,0 t	30,0 t
	Masse de sables évacués	Déléataire	12,0 t	8,0 t
	Volume de graisses évacuées	Déléataire	8,0 m ³	8,0 m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
	Nombre de communes desservies	Déléataire	6	6
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Déléataire	5 466	5 515
	- Nombre d'abonnés du service	Déléataire	5 466	5 515
VP.068	Assiette totale de la redevance	Déléataire	624 278 m ³	714 119 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Déléataire	624 278 m ³	714 119 m ³

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS Á L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	79 %	78 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Non	Non
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2023	VALEUR 2024
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de EPERNON l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

Prix au m³ : 3,28€

EPERNON Prix du service de l'eau potable	m ³	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Part délégataire			174,90	180,19	3,02%
Abonnement		88,920	86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,03%
Part SIEPARE			100,80	173,94	72,56%
Abonnement		22,7400	0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	100,80	151,20	50,00%
Organismes publics et TVA			51,99	39,11	- 24,78%
Modernisation du réseau de collecte		22,20	22,20	-	-
Redevance Performance Réseau Assainissement (Agence de l'Eau)	120	0,03	0,00	3,36	-
TVA			29,79	35,75	20,00%
TOTAL € TTC			327,69	393,24	20,00%
Prix TTC du service au m³ pour 120 m³			2,73	3,28	20,00%

A noter : le taux de la redevance bassin prélèvement retenu pour l'établissement des factures 120 m³ est celui connu au moment de la production du rapport annuel. Ce taux fait l'objet d'actualisations régulières pour tenir compte des conditions économiques du contrat et des assiettes de consommation qui évoluent pendant toute la durée du contrat. Aussi le taux utilisé pour les factures 120 m³ peut s'avérer différent du dernier taux facturé ou du taux qui sera appliqué sur les prochaines factures

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2024

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année



Grâce à une organisation d'astreinte hors heures ouvrées, le Territoire Yvelines assure ses missions 24h/24 tous les jours de l'année.

L'équipe d'astreinte assainissement est constituée de la manière suivante (par roulements 1 sem/4 environ)

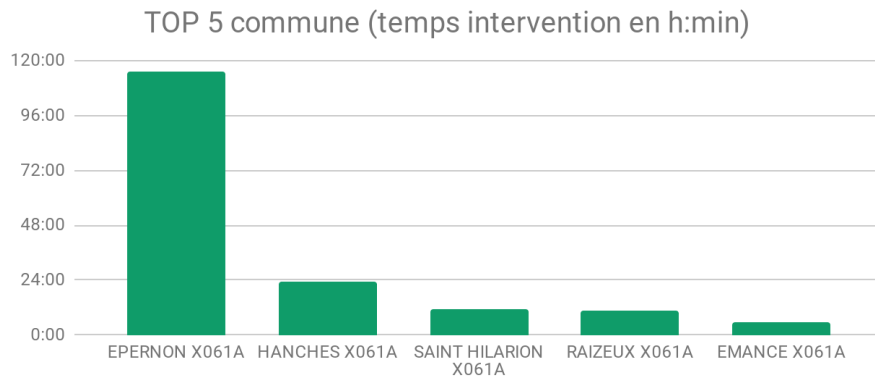
- Un responsable (y compris Direction du Territoire ou Manager / Responsable de service) qui reçoit les appels téléphoniques, joignable en permanence,
- Des exploitants du réseau assainissement et des postes de relevage/refoulement,
- Des exploitants des différentes STEP du territoire,
- Des électro-mécaniciens et automaticiens.

qui reçoivent et gèrent les appels du système de télégestion.

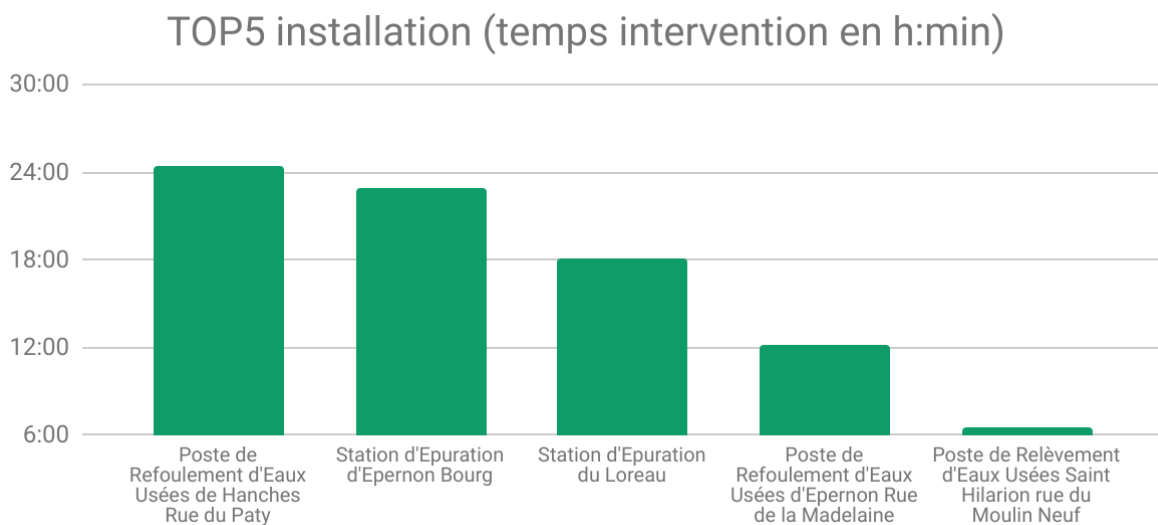
Ainsi en 2024 nos équipes d'astreinte sont intervenues sur votre territoire :

Répartition par commune (temps intervention en h:min)	
DROUE SUR DROUETTE X061A	1:08
EMANCE X061A	5:36
EPERNON X061A	115:34
HANCHES X061A	23:40
RAIZEUX X061A	10:36
SAINT HILARION X061A	11:27
Total	168:01

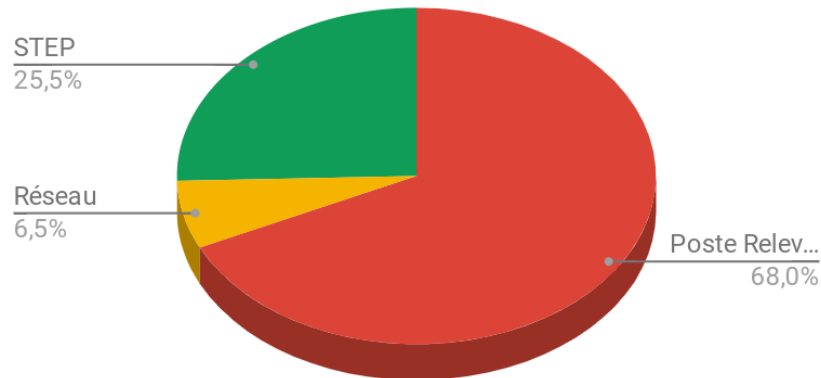
TOP 5 commune (temps intervention en h:min)	
EPERNON X061A	115:34
HANCHES X061A	23:40
SAINT HILARION X061A	11:27
RAIZEUX X061A	10:36
EMANCE X061A	5:36
Total	166:53



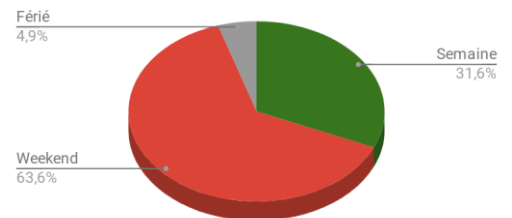
TOP 5 installation (temps intervention en h:min)	
Poste de Refoulement d'Eaux Usées de Hanches Rue du Paty	24:27
Station d'Epuration d'Epernon Bourg	22:56
Station d'Epuration du Loreau	18:06
Poste de Refoulement d'Eaux Usées d'Epernon Rue de la Madelaine	12:12
Poste de Relèvement d'Eaux Usées Saint Hilarion rue du Moulin Neuf	6:35
	84:16



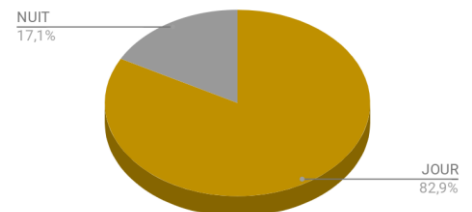
Objet de la demande (temps intervention en h:min)	
Poste Relevage / Refoulement	114:14
Réseau	11:00
STEP	42:47
Total	168:01



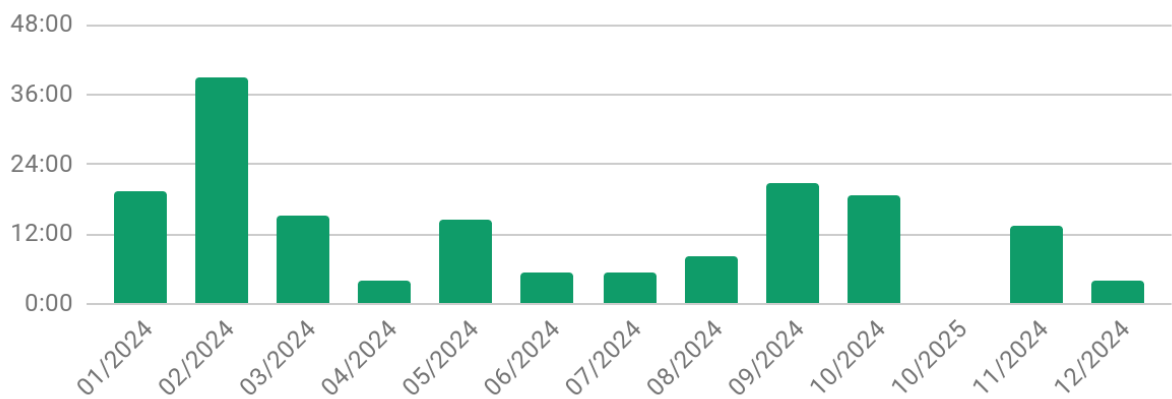
Semaine, Weekend, Férié (temps intervention en h:min)	
Semaine	53:02
Weekend	106:47
Férié	8:12
Total	168:01



Jour, Nuit (temps intervention en h:min)	
JOUR	139:14
NUIT	28:47
Total	168:01



Répartition mensuelle (temps intervention en h:min)	
01/2024	19:26
02/2024	38:46
03/2024	15:05
04/2024	4:10
05/2024	14:33
06/2024	5:26
07/2024	5:28
08/2024	8:04
09/2024	20:53
10/2024	18:49
10/2025	0:00
11/2024	13:17
12/2024	4:04
Total	168:01



Le listing des astreintes est disponible sur demande de la collectivité.

1.7.2 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2024 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

□ LA REFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit « Grenelle », encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- l'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- l'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024) relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- l'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- l'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).

Enfin, cette réforme structurante des redevances s'accompagne d'une refonte des indicateurs de performance du Système d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA) qui était supposée aboutir durant l'année 2024.

● **LE REPERAGE DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX**

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers.

Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

L'arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

□ **PRÉVENTION DES ENDOMMAGEMENTS DE RÉSEAUX**

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Les mesures à venir :

- En 2026 : Cartographie en classe A pour les réseaux sensibles : sont concernés tous les ouvrages souterrains sensibles pour la sécurité implantés sur l'ensemble du territoire ainsi qu'aux ouvrages souterrains non-sensibles implantés dans des unités urbaines au sens de l'INSEE.
- En 2032 : Classe A pour la totalité des plans : sont concernés tous les ouvrages souterrains implantés sur l'ensemble du territoire.
-

- **RESILIENCE DES SERVICES ET CYBERSECURITE**

Un projet de loi a débuté son parcours législatif au parlement à l'automne 2024. Ce projet inclut la transposition de deux directives européennes, à savoir, la directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques et la directive 2022/2555 du 14 décembre 2022 (dite NIS2 pour Network and Information Security). Ces deux directives modifient le champ des secteurs d'activité ou la taille des sites considérés comme entités critiques ou essentielles en y incluant notamment les services d'eau et d'assainissement.

Enfin, un rapport de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), publié fin novembre 2024, a pointé les risques particuliers qui pèsent sur les acteurs de l'eau et de l'assainissement en France, en recensant au moins 31 « compromissions » dans ce secteur depuis 2021.

Cette loi en cours d'adoption est donc susceptible d'impacts significatifs (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

- **REVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RESIDUAIRES URBAINES : DE NOUVEAUX DEFIS A RELEVER ?**

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- L'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 Equivalents Habitant (EH) , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- La réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- La réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- La mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- Une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;

- Un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

- **REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES : DES POSSIBILITES D'USAGES ELARGIES AU BENEFICE DE LA SOBRIETE HYDRIQUE !**

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

Cet objectif a été rappelé dans l'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 relative à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau. En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024 (JO du 25 janvier 2024) puis le décret 2024-769 du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024 (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

D'autres textes mis en consultation en 2024 sont toujours attendus pour publication dont l'arrêté visant à encadrer la réutilisation des eaux usées traitées pour des usages urbains (nettoyage de rues, hydrocurage, ...).

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

- **PLAN GOUVERNEMENTAL PFAS**

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées « PFAS ») a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique.

En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues. A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE).

• FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

2.

LES CONSOMMATEURS
ET LEUR
CONSOMMATION



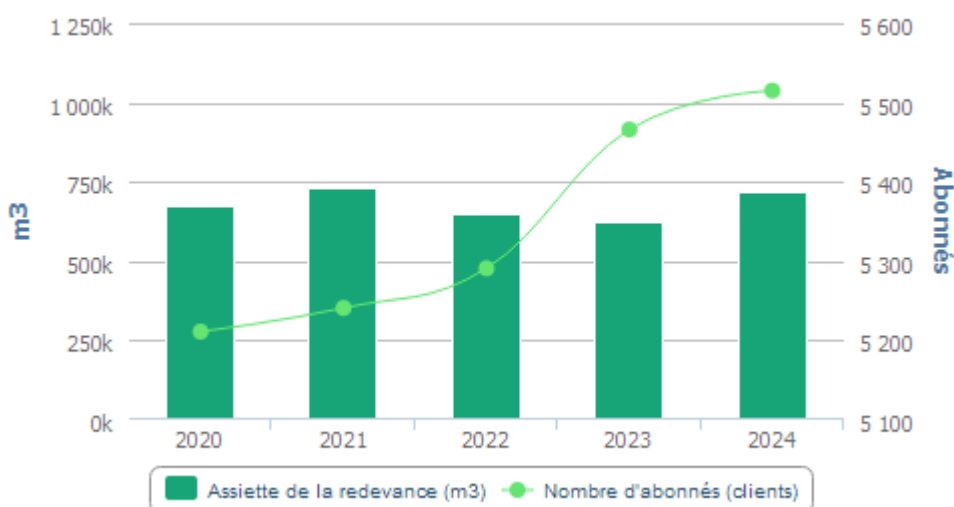
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 211	5 241	5 291	5 466	5 515	0,9%
Abonnés sur le périmètre du service	5 211	5 241	5 291	5 466	5 515	0,9%
Assiette de la redevance (m3)	671 566	729 665	646 430	624 278	714 119	14,4%
Effluent collecté sur le périmètre du service	671 566	729 665	646 430	624 278	714 119	14,4%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	69	134	52	56	60	7,1%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	483	513	445	693	379	-45,3%
Taux de mutation	9,4 %	9,9 %	8,5 %	12,9 %	7,0 %	-45,7%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

Nos 8 engagements

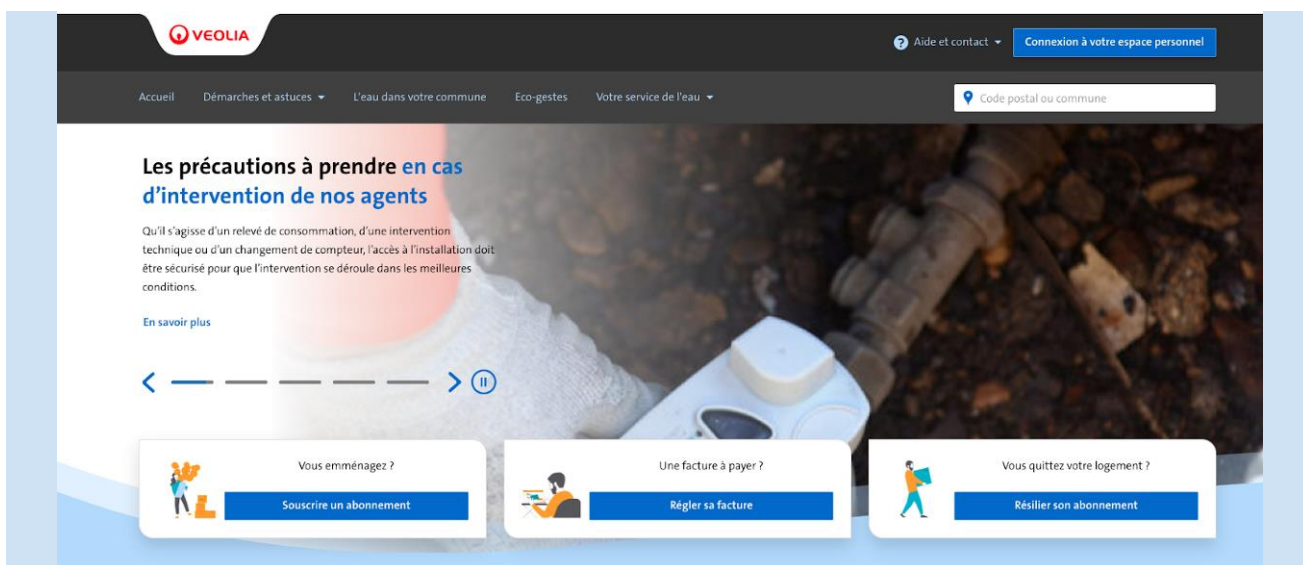
témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de votre eau et de celle de tous les services que vous attendez.

- 1** L'information systématique sur la qualité de votre eau et la réponse en 24h à vos questions*
- 2** Des conseils et alertes en cas de surconsommation, pour préserver les ressources en eau
- 3** POUR ACCÉDER À CES SERVICES, TÉLÉCHARGEZ NOTRE APPLICATION ICI :
L'accès 24/7 à un service consommateurs omnicanal, adapté à chacun
- 4** Des conseillers clientèle près de chez vous, pour un service consommateurs 100% France
- 5** Le respect des délais d'intervention chez vous*
- 6** L'aide à la maîtrise de votre budget eau*
- 7** Le recueil de votre satisfaction en toute occasion*
- 8** Une réponse aux réclamations sous 7 jours*
- 9** Nos engagements sont si précieux, qu'en cas de non respect, nous vous offrons 30 euros, lorsque vous nous le signalez. Rendez-vous sur eau.veolia.fr pour en savoir plus !

Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clés qui génèrent le plus grand nombre de demandes sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.



Plusieurs pages sont consacrées aux écogestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

Les “bons réflexes” sont également détaillés afin de réduire l’impact des rejets sur le milieu naturel.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l’Association Française de la Relation Client (AFRC) et l’Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d’un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d’un audit initial de l’AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxeville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- *La multiplicité de nos contacts avec les consommateurs*

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Satisfaction globale	87	73	76	79	78	-1
La continuité de service	94	92	93	91	90	-1
Le niveau de prix facturé	59	53	51	52	53	+1
La qualité du service client offert aux abonnés	82	71	73	72	72	0
Le traitement des nouveaux abonnements	87	72	75	75	76	+1
L'information délivrée aux abonnés	71	72	68	68	70	+2

2.3 Données économiques

□ *Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2024 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux d'impayés	3,03 %	2,30 %	1,74 %	1,49 %	1,98 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	33 071	47 674	30 624	26 389	36 885
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 091 223	2 074 502	1 755 534	1 773 318	1 859 992

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

□ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2024, le montant des abandons de créance s'élevait à 65 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	4	4	2	4	2
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	218,58	205,97	74,96	94,76	65,31
Assiette totale (m3)	671 566	729 665	646 430	624 278	714 119

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

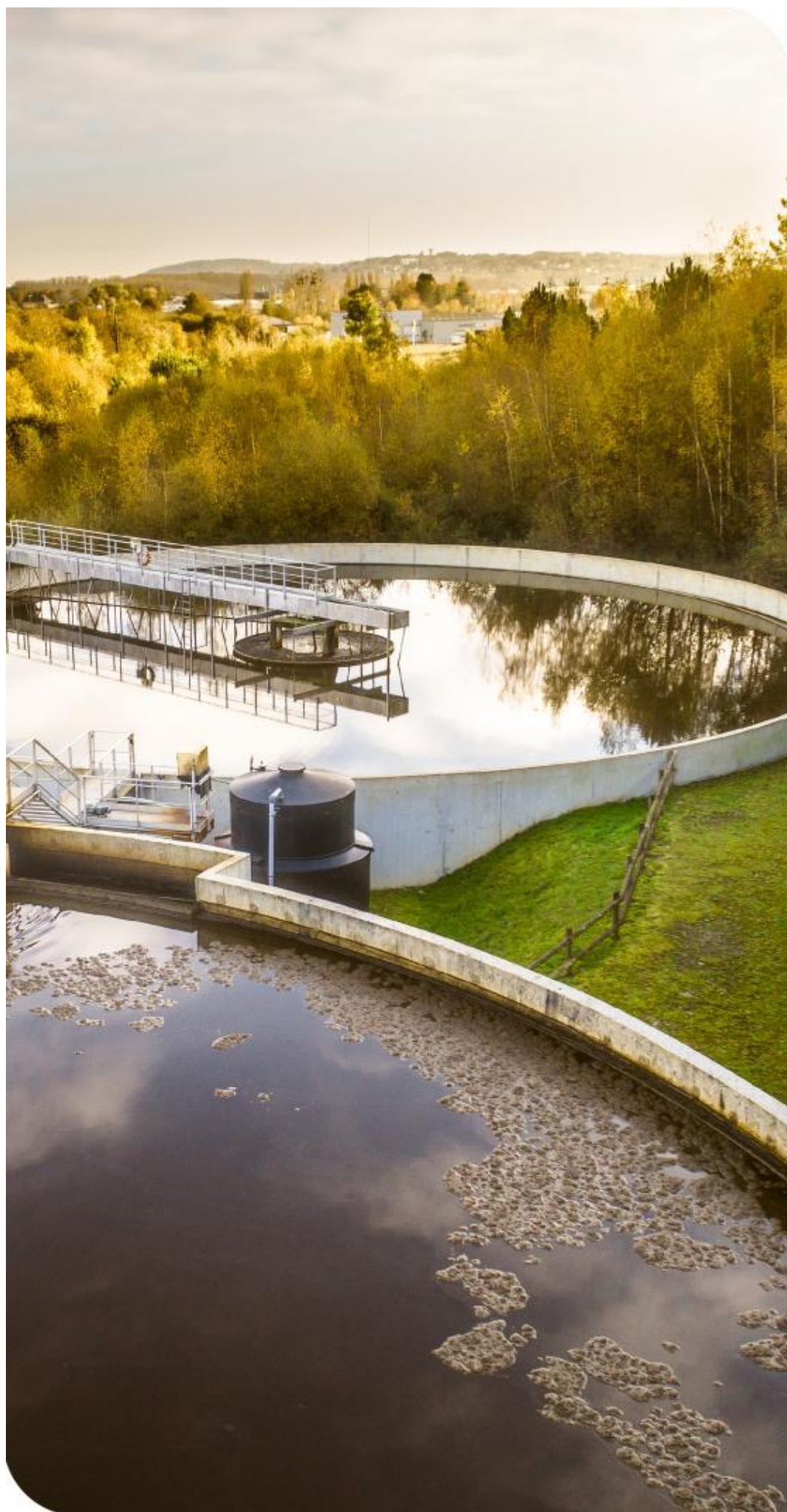
Les échéanciers de paiement

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	105	105	92	86	131

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
EPERNON STATION EPURATION	720	12 000	2 400
STATION EPURATION LE LOREAU	350	5 833	842
Capacité totale :	1 070	17 833	3 242

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein
DROUE Les Marmouzets	Non
DROUE Mairie	Non
DROUE Moulin Louvet	Non
DROUE Planche Pierrette	Non
EMANCE Fontaine aux Graviers	Non
EMANCE Les Bochets	Non
EMANCE Les Mousseaux	Non
EMANCE Les Peupliers	Non
EMANCE Montlieu	Non
EMANCE Petit Bel Air	Non
EMANCE Sauvage	Non
EPERNON Chasles	Non
EPERNON Clos d'Houdreville	Non
EPERNON Crochet	Non
EPERNON La Madeleine	Non
EPERNON Le Lavoir	Non
EPERNON Les Hautes Terres	Non
EPERNON Les Patisseaux	Non
EPERNON Lilas	Non

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein
EPERNON MALARTIC	Non
EPERNON Muse Meule	Non
EPERNON Point P	Non
EPERNON Prieuré St Thomas	Non
EPERNON Robert 1	Non
EPERNON Robert 2	Non
EPERNON Rte Hanches-Houdreville	Non
EPERNON Savonniere	Non
EPERNON Vieux Moulin	Non
EPERNON 4 Filles	Non
HANCHES Arche du Loreau	Non
HANCHES Le Paty	Non
HANCHES Loreau	Non
RAIZEUX Forage	Non
RAIZEUX Le Muguet	Non
RAIZEUX Les Chaises	Non
RAIZEUX Les Cours Vertes	Non
RAIZEUX Moulin de Cady	Non
RAIZEUX Route de Boulard	Non
RAIZEUX Route de Gazeran	Non
SAINT HILARION Bois_Billard	Non
SAINT HILARION Moulin D'ameil	Non
SAINT HILARION Parc aux Lapins	Non
SAINT HILARION PR n°1	Non
SAINT HILARION PR n°2	Non
SAINT HILARION PR n°3	Non
SAINT HILARION PR n°4	Non
SAINT HILARION PR n°5	Non
SAINT HILARION PR n°6	Non
SAINT HILARION PR n°7	Non
SAINT HILARION PR n°8	Non
SAINT HILARION RD 906	Non
SAINT HILARION Route de Raizeux	Non
SAINT HILARION Sery	Non
SAINT HILARION Usine de Sery	Non

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

Les canalisations, branchements et équipements

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	82,3	81,3	82,8	82,8	82,8	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)	82 149	81 177	82 648	82 648	82 692	0,1%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	69 502	68 627	69 171	69 171	69 215	0,1%
<i>dont refoulement (ml)</i>	12 647	12 550	13 477	13 477	13 477	0,0%
Canalisations unitaires (ml)	128	128	128	128	128	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	128	128	128	128	128	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	3 959	3 959	3 959	3 959	3 959	0,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	2	3	3	3	3	0,0%
Nombre de regards	2 302	2 255	2 255	2 274	2 266	-0,4%

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2024, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,00 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)		0,00	0,00	0,00	0,00
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	82 277	81 305	82 776	82 776	82 820
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	4	0	0	0
Longueur renouvelée totale (ml)	0	4	0	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2024 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	82	80	92	80	80

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Barème	Valeur ICGPR
--------	--------------

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		89,01 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	13
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	12
Total Parties A et B		45	40
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	0
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
Total:		120	80

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
STEP SIARE EPERNON 10280EQ/HAB		
BASSINS BIOLOGIQUES		
AGITATEUR BANANE FLYGT N-2	Renouvellement	Compte
PR MOULIN DE CADY - RAIZEUX		
PR MOULIN DE CADY - RAIZEUX		
POMPE EMU 24M3/H N.1	Renouvellement	Compte
PR LES BOCHETS - EMANCE		
PR LES BOCHETS - EMANCE		
POMPE MEU 24M3/H N.1	Renouvellement	Compte
PR PETIT BEL AIR - EMANCE		
PR PETIT BEL AIR - EMANCE		
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation	Compte
PR ROUTE DE RAIZEUX - ST HILARION		
HYDRAULIQUE		
BARRES DE GUIDAGE	Renouvellement	Compte
PR LE PATY (HANCHES) LIEUDIT MORVILLE		
PR		
HYDRAULIQUE	Rénovation	Compte
EHELLE	Rénovation	Compte
STEP LOREAU 6000HAT/EQ EPERNON		
BASSIN D'AERATION		
SURPRESSEUR D'AIR 2 AERZEN	Rénovation	Compte
AGITATEUR PALES CANANES	Rénovation	Compte
GARDES CORPS ALUMINIUM POUR ESCALIER	Rénovation	Compte

PUIT D'EXTRACTION		
POMPE D'EXTRACTION FLYGT 3067 (0.9KW)	Renouvellement	Compte
TRAITEMENT DES BOUES		
GAVO-POMPE SEEPEX (1.5KW)	Rénovation	Compte
COMPRESSEUR D'AIR ABAC	Renouvellement	Compte

Les réseaux et branchements

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
TAMPONS DE REGARD	5	Compte

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

Les réseaux et branchements

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Commune	Date	Adresse	Nombre de branchements	Matériau / Diamètre (en mm)
DROUE SUR DROUETTE	18/12/2024	HOUDREVILLE	1	PVC
EPERNON	17/06/2024	RUE DU JEU DE PAUME	1	PVC
EPERNON	02/10/2024	RUE DE CADY	1	PVC
SAINT HILARION	04/10/2024	ROUTE DE RAMBOUILLET	1	PVC
SAINT HILARION	15/11/2024	ROUTE DES HAUTES BRUYERES	1	PVC

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 Nouvelle réforme des redevances

Dans le contexte de la réforme des redevances des agences de l'eau, qui instaure une redevance pour performance des systèmes d'assainissement, la conformité et la performance de vos installations sont présentées selon les trois thèmes évalués pour déterminer le coefficient de modulation globale du système d'assainissement : l'autosurveillance, la conformité réglementaire, et l'efficacité du système.

Il s'agit là de vous apporter de la visibilité sur les indicateurs réglementaires susceptibles d'impacter la redevance. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que certains indicateurs nécessaires au calcul du coefficient de modulation sont estimés ou non disponibles. De la même manière, les seuils retenus sont susceptibles d'être modifiés. Il s'agit donc d'une estimation partielle que nous vous apportons.

Les critères de mesure de la performance par thème sont décrits ci-après.

Nous sommes à votre disposition pour étudier avec vos services les solutions d'amélioration de vos systèmes d'assainissement permettant de vous assurer le meilleur coefficient de modulation possible.

Autosurveillance du système

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance du système de collecte : conformité du manuel d'autosurveillance et proportion de données validées par l'Agence de l'Eau	Indicateur relatif à la présence d'équipements d'autosurveillance	Coefficient fixe
	Indicateur relatif à la réalisation des bilans d'autosurveillance et à la transmission des données d'autosurveillance	
Indicateur relatif à la validation de l'autosurveillance de la station : conformité du manuel d'autosurveillance	Indicateur relatif à la transmission d'un rapport d'autosurveillance , selon prescriptions ministérielles	

Conformité réglementaire

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance de la station validé par le Service de la Police des Eaux	Conformité globale du système d'assainissement validée par le Service de la Police des Eaux
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps sec validé par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la conformité réglementaire en performance du système de collecte par temps de pluie : en fonction du niveau de validation, total ou partiel, par le Service de la Police des Eaux	
Indicateur relatif à la limitation des rejets par temps de pluie	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de conformité du système :

- [P203.3] - Conformité de la collecte des effluents
- [P204.3] - Conformité des équipements d'épuration
- [P254.3] - Conformité des performances des équipements d'épuration

Efficacité du système

Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)		
STEU ≥ 2000 Équivalents Habitant	2000 > STEU ≥ 200 Équivalents Habitant	200 > STEU ≥ 20 Équivalents Habitant
Indicateur de rendement performant de la station portant sur DBO5, DCO et MES	Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Absence de pollution constatée par l'Office Français de la Biodiversité ou le Service de Police des Eaux
Indicateur relatif à la bonne destination des boues selon réutilisation, recyclage ou valorisation	Indicateur relatif à la production / évacuation des boues en fonction du procédé de traitement	

Les indicateurs suivants permettent d'estimer le niveau de performance du système :

- [D203.0] - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration
- [P206.3] - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes
- Taux de rendement des stations
- Qualité de traitement des boues

4.2 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

- *Les opérations de maintenance des installations*

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
DROUE SUR DROUETTE	23/01/2024	RUE DES BOCHETS	Hors programme 2024 - Nettoyage fossé regard de facade EU Mr Berry
DROUE SUR DROUETTE	01/07/2024	PR PLANCHE PIERRETTE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	02/07/2024	PR MOULIN D'AMEIL	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	02/07/2024	PR MARMOUZET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	03/07/2024	PR POINT P	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	11/07/2024	PR MAIRIE DE DROUE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	15/07/2024	PR MOULIN LOUVET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	18/09/2024	PR MOULIN LOUVET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	13/11/2024	PR PLANCHE PIERRETTE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	13/11/2024	PR MARMOUZETS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	13/11/2024	PR MAIRIE DE DROUE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	14/11/2024	PR SERY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
DROUE SUR DROUETTE	26/11/2024	PR MOULIN LOUVET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	18/03/2024	PR BOCHET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	13/06/2024	PR PETIT BEL AIR	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	04/07/2024	PR SAUVAGE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	04/07/2024	PR FONTAINE AUX GRAVIERS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	05/07/2024	PR MONTLIEU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	15/07/2024	PR BOCHET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	15/07/2024	PR PEUPLIERS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EMANCE	20/11/2024	PR MONTLIEU	POMPAGE / NETTOYAGE PR

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
EMANCE	27/11/2024	PR PEUPLIERS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	02/01/2024	BOULEVARD CHASLES	Programme 2024 + curage de 15 ml de canalisation présence de graisse - Pompage/ Nettoyage siphon EU
EPERNON	03/01/2024	RUE DES GRANDS PONTS	Programme 2024 - Pompage/ Nettoyage siphon EU
EPERNON	26/01/2024	PR PRIEURÉ SAINT THOMAS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	11/04/2024	CHEMIN DES PRÈS AU NIVEAU DU PONT	Nettoyage clapet
EPERNON	22/04/2024	PR COLLÈGE CHASLES	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	23/04/2024	RUE DES GRANDS PONTS	Nettoyage pompage décantation EU - Pompage / Nettoyage Décantation
EPERNON	17/05/2024	STEP BOURG EPERNON	Nettoyage de 2 regards
EPERNON	22/05/2024	STEP BOURG EPERNON	Pompage nettoyage du sol suite au débordement du silo à boue
EPERNON	19/06/2024	PR LAVOIR	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	19/06/2024	PR IMPASSE DES LILAS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	02/07/2024	PR HOUDREVILLE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	02/07/2024	PR ROUTE DE HANCHES	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	03/07/2024	PR MADELAINE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	03/07/2024	PR VIEUX MOULIN	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	10/07/2024	PR PATISSEAU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	10/07/2024	PR MUSE MEULE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	12/07/2024	PR SAVONNIÈRE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	12/07/2024	PR CROCHET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	16/07/2024	PR HAUTE TERRE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	16/07/2024	PR PRIEURÉ SAINT THOMAS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	18/07/2024	PR DES 4 FILLES	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	29/07/2024	STEP BOURG EPERNON	Nettoyage du clarif avec camion hydrocureur
EPERNON	30/07/2024	F À SABLES	POMPAGE / NETTOYAGE
EPERNON	29/08/2024	PR COLLEGE CHASLES	NETTOYAGE
EPERNON	03/09/2024	BASSIN DE LA DIANE EP	POMPAGE / NETTOYAGE
EPERNON	07/11/2024	STEP BOURG EPERNON	Pompage nettoyage poste de relèvement EU entrée STEP + acheminement des sables vers ECOPUR
EPERNON	14/11/2024	PR MADELEINE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	14/11/2024	PR PATISSEAUX	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR MUSE MEULE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR MALARTIC 1	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR MALARTIC 2	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR MALARTIC 3	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR ROUTE DE HANCHES	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	15/11/2024	PR HOUDREVILLE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	19/11/2024	SIPHON EU BOULEVARD CHASLES	POMPAGE / NETTOYAGE
EPERNON	19/11/2024	DÉCANTATION EU RUE DU GRAND PONT	POMPAGE / NETTOYAGE

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
EPERNON	19/11/2024	PR SAUVAGE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	19/11/2024	PR FONTAINE AUX GRAVIERS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	19/11/2024	PR MOUSSEUX	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	19/11/2024	RUE ALFRED MANCEAU	Curage/pompage
EPERNON	20/11/2024	PR VIEUX MOULIN	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	20/11/2024	SYPHON EU	POMPAGE / NETTOYAGE
EPERNON	21/11/2024	PR POINT P	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	26/11/2024	PR CROCHET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	27/11/2024	PR SAVONNIÈRE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
EPERNON	28/11/2024	PR HAUTE TERRE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	11/01/2024	STEP LOREAU	Pompage arrivée PR Step Loreau et pompage panier
HANCHES LE PATY	26/01/2024	STEP LOREAU	Débouchage canalisation du clarif
HANCHES LE PATY	09/02/2024	STEP LOREAU	Pompage puit de recirculation
HANCHES LE PATY	23/02/2024	PR PATY	POMPAGE
HANCHES LE PATY	23/02/2024	PR PATY	POMPAGE
HANCHES LE PATY	23/02/2024	PR PATY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	03/07/2024	PR ARCHE DU LOREAU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	08/07/2024	PR PATY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	09/07/2024	PR PATY	TRANSFERT / MISE A DISPO CHANTIER
HANCHES LE PATY	12/07/2024	PR LOREAU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	20/11/2024	PR ARCHE DU LOREAU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	21/11/2024	PR LOREAU	POMPAGE / NETTOYAGE PR
HANCHES LE PATY	27/11/2024	PR PATY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	10/04/2024	PR CADY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	19/06/2024	PR SENTE DE BOULARD	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	19/06/2024	PR COUR VERTES	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	05/07/2024	PR MUGUET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	09/07/2024	PR ROUTE DE RAIZEUX (TRANSFO)	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	10/07/2024	PR FORAGE DE RAIZEUX	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	12/07/2024	PR CADY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	15/07/2024	PR LES CHAISES	POMPAGE
RAIZEUX	16/07/2024	PR LES CHAISES	POMPAGE
RAIZEUX	25/07/2024	PR LES CHAISES	POMPAGE
RAIZEUX	24/09/2024	PR RD 80 RTE DE GAZERAN	POMPAGE
RAIZEUX	21/11/2024	PR CADY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	21/11/2024	PR MUGUET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	26/11/2024	PR TRANSFORMATEUR	POMPAGE / NETTOYAGE PR
RAIZEUX	28/11/2024	PR FORAGE DE RAIZEUX	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	29/04/2024	PR BOIS BILLARD	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/06/2024	PR FLÉAU 2 SENTE GR29	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/06/2024	PR ETANG	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/06/2024	PR MOULIN NEUF	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	19/06/2024	PR PARC AUX LAPINS	POMPAGE / NETTOYAGE PR

Installation	Date	Type d'intervention	Commentaires
SAINT HILARION	19/06/2024	PR CD 906 SENTE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	27/06/2024	PR ROUTE DE RAMBOUILLET CD 906	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	28/06/2024	PR MALARTIC 1,2,3	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	01/07/2024	PR GRAND GOULET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	01/07/2024	PR PETIT GOULET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	01/07/2024	PR FLÉAU 1	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	03/07/2024	PR SERY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	03/07/2024	PR USINE SERY	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	04/07/2024	PR RTE DE RAIZEUX	TRANSFERT / MISE A DISPO CHANTIER
SAINT HILARION	12/11/2024	PR ÉTANG	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	12/11/2024	PR ÉGLISE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	12/11/2024	PR FLÉAU 1	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/11/2024	PR ROUTE DE RAMBOUILLET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/11/2024	PR PARC AUX LAPINS	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/11/2024	PR BOIS BILLARD	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	13/11/2024	PR GRAND GOULET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	14/11/2024	PR PETIT GOULET	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	14/11/2024	PR MOULIN NEUF	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	14/11/2024	PR MOULIN D"AMEIL	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	14/11/2024	PR SERY USINE	POMPAGE / NETTOYAGE PR
SAINT HILARION	27/11/2024	PR CD906 SENTE	POMPAGE / NETTOYAGE PR

L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	1 381	833	3 054	1 355	3 943	191,1%

Le curage

Interventions de curage préventif	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	55	54	53	47	56	19,1%
sur canalisations	55	54	53	47	56	19,1%
Longueur de canalisation curée (ml)	6 983	9 062	10 808	8 980	10 695	19,1%

Interventions curatives	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	9	7	10	6	8	33,3%
sur branchements	4	5	6	4	3	-25,0%
sur canalisations	5	2	4	2	5	150,0%
sur accessoires	0	0	0	0	0	0,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	292	110	46	80	685	756,3%

□ **Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	13	13	13	13	13	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	82 277	81 305	82 776	82 776	82 820	0,1%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	15,80	15,99	15,70	15,70	15,70	0,0%

4.3 L'efficacité de la collecte

4.3.1 La maîtrise des entrants

Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

Le bilan 2024 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de conventions de déversement	4	4	4	4	4
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	4	4	4	4	4

Nom de l'établissement
DANISCO
EXPANSCIENCE
HEINKEL
SEALED AIR

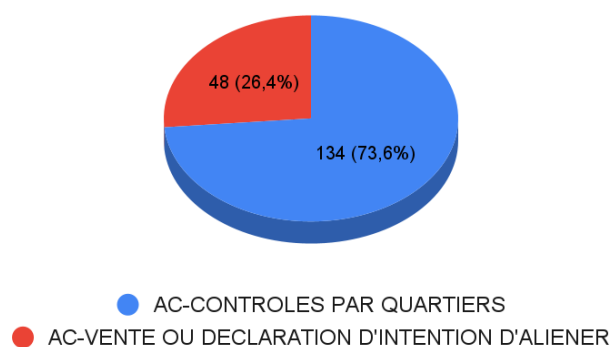
La conformité des branchements domestiques

a - Répartition des motifs AC sur l'année :

Les motifs des contrôles sont répartis de la manière suivante :

Contrôles conformité par type de contrôle	
AC-CONTROLES PAR QUARTIERS	134
AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	48
TOTAL	182

Contrôles conformité par type de contrôle



Contrôles conformité par type de visite	
Gestion 1ère visite	178
Gestion Visite suivante	4
TOTAL	182

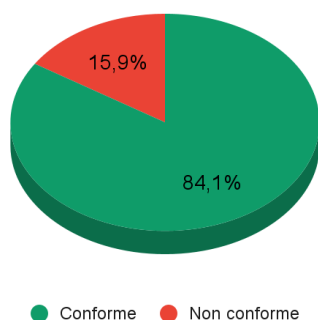
Contrôles conformité par type de visite



b - Etat de conformité des contrôles des branchements (tous motifs confondus y compris les ventes) sur l'année :

Contrôles conformité par nature de conformité	
Conforme	153
Non conforme	29
TOTAL	182

Contrôles conformité par nature de conformité



c - Communes contrôlées sur l'année :

Contrôles conformité par commune	
DROUE SUR DROUETTE	7
EMANCE	31
EPERNON	115
HANCHES	3
RAIZEUX	11
SAINT HILARION	15
TOTAL	182



4.3.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'usines de dépollution	2	2	2	2	2

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2020	2021	2022	2023	2024
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	90	90	120	120	120

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	100	100
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	10
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	120

La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)

Le contrat ne possède pas de point de déversement ou pluviomètre.

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement

Le contrat ne possède pas de point de déversement ou pluviomètre.

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

Point de déversement

Le contrat ne possède pas de point de déversement ou pluviomètre.

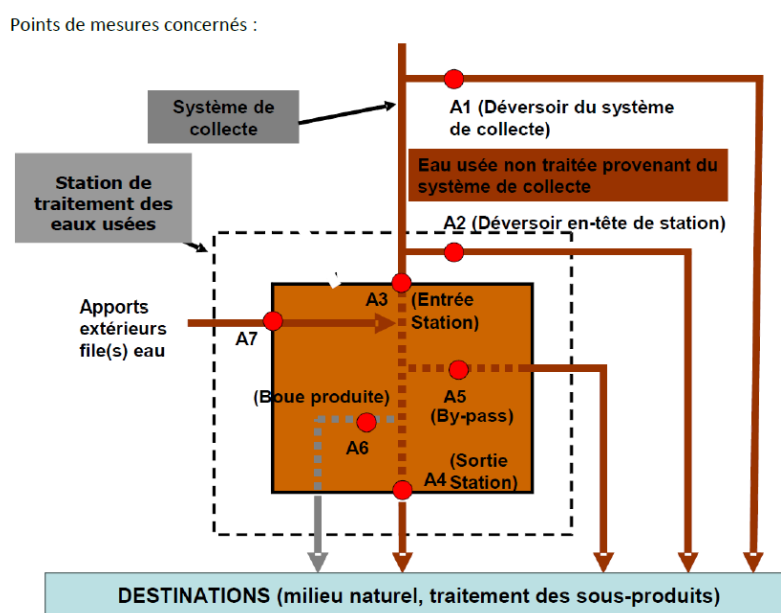
4.4 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Measurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégué, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.4.1 Conformité globale

La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
EPERNON STATION EPURATION	100,00
STATION EPURATION LE LOREAU	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2020	2021	2022	2023	2024
Performance globale du service (%)	100	100	100	100	100
EPERNON STATION EPURATION	100	100	100	100	100
STATION EPURATION LE LOREAU	100	100	100	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
EPERNON STATION EPURATION	100	100	100	100	100
STATION EPURATION LE LOREAU	100	100	100	100	100

4.4.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

EPERNON STATION EPURATION

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

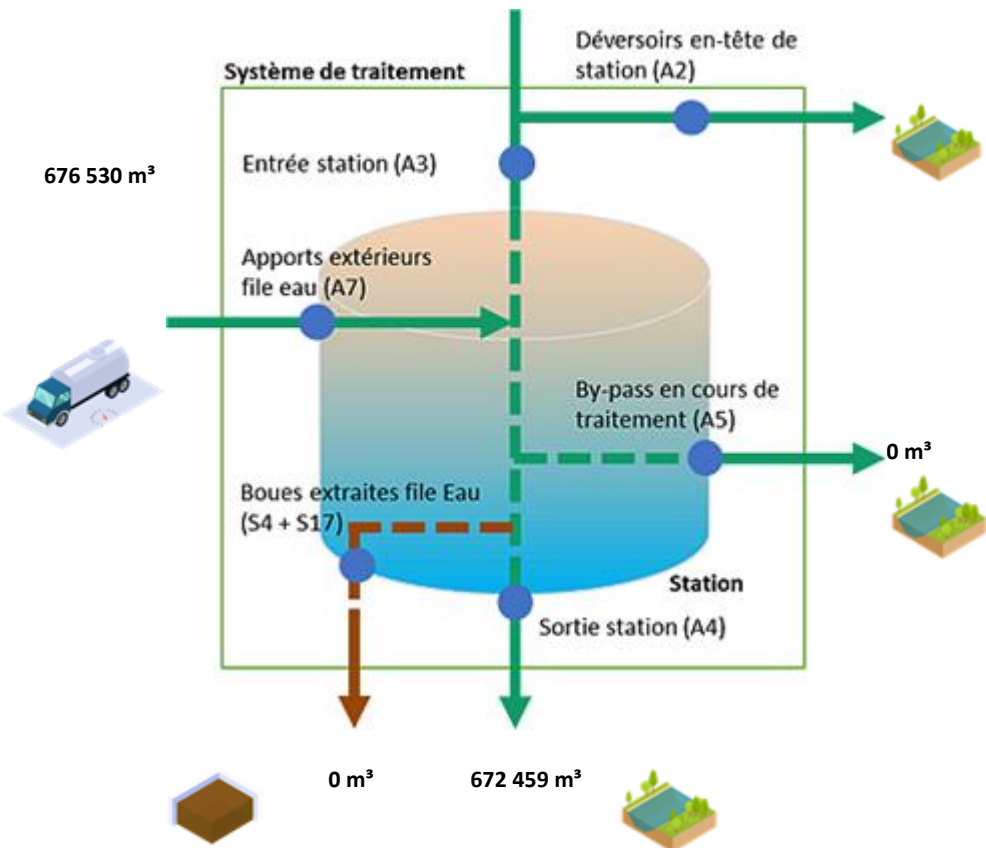
	2024
Débit de référence (m ³ /j)	1 993
Capacité nominale (kg/j)	720

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

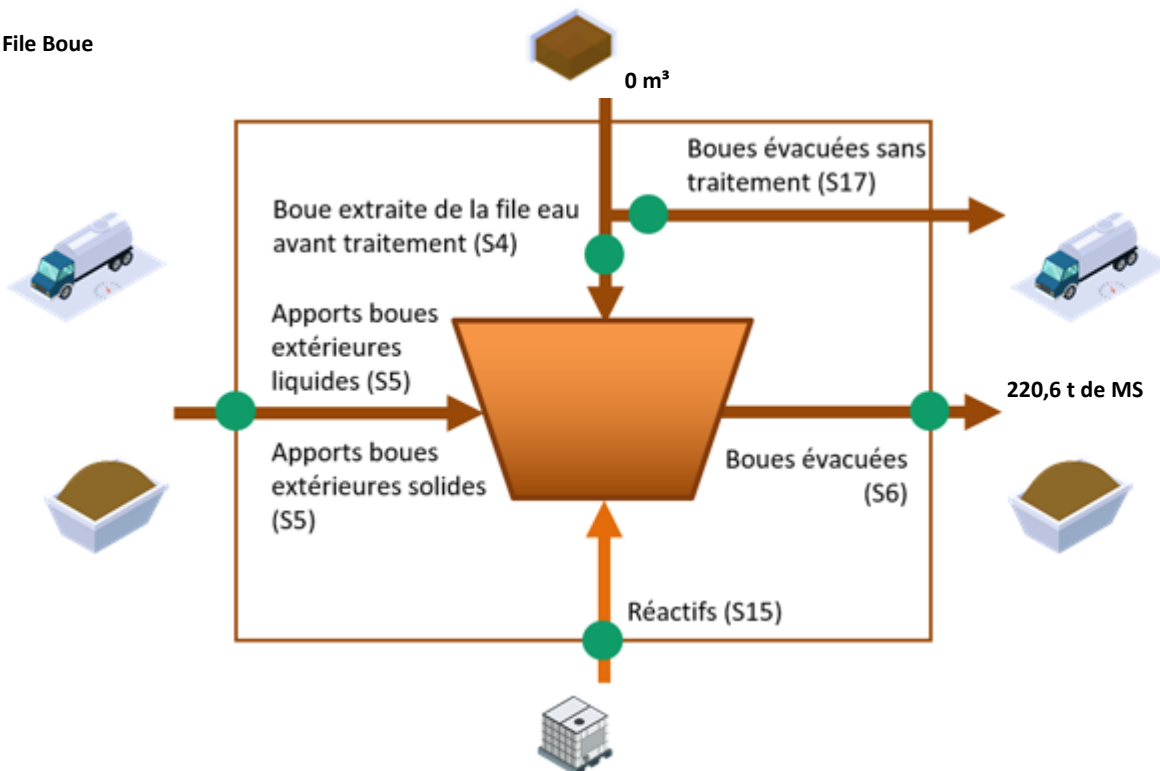
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	30,00					
moyenne annuelle				10,00	20,00		2,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00					
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



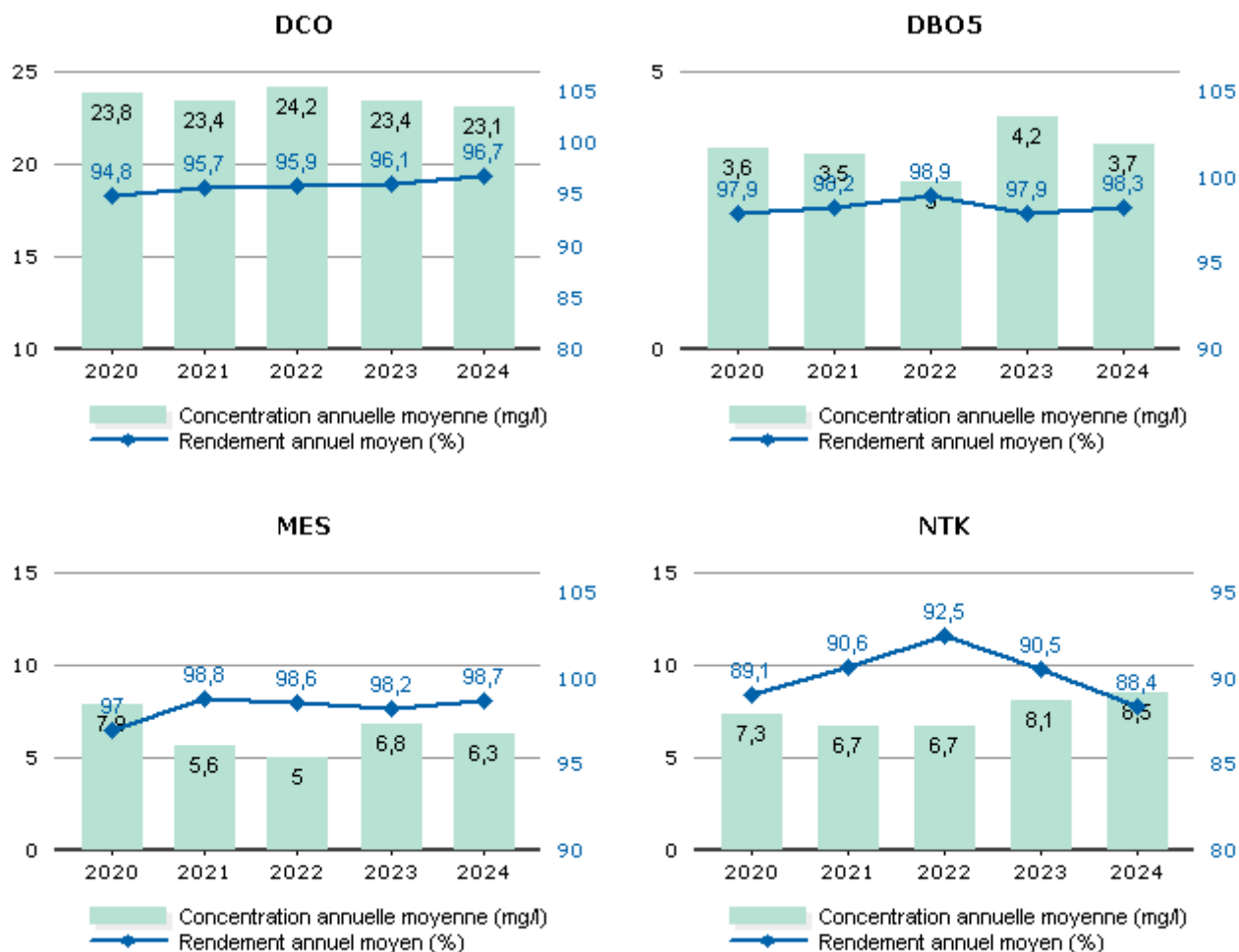
Fréquences d'analyses

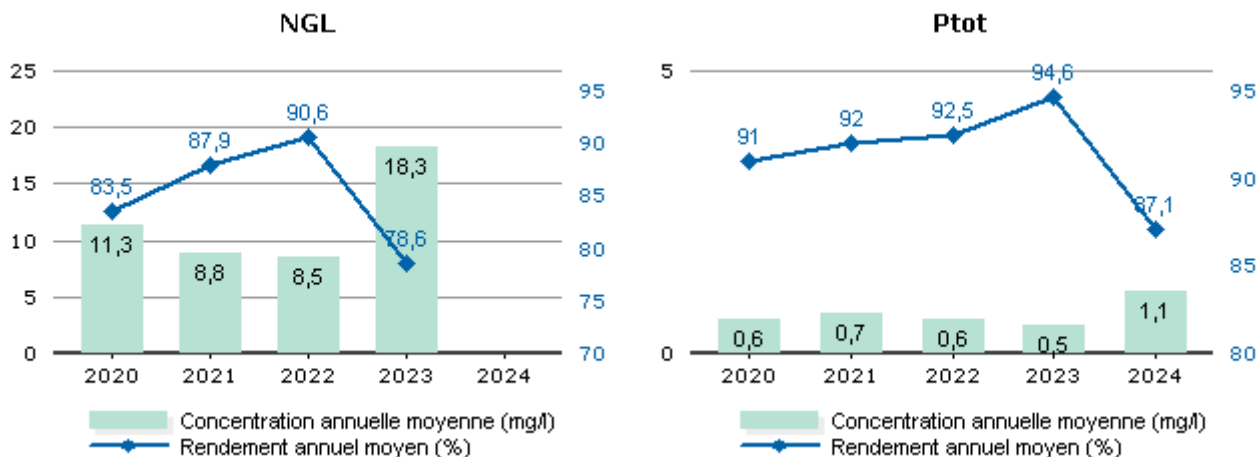
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	25
DBO5	12
MES	25
NTK	12
Ptot	12

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	196,4	181,0	213,5	247,6	220,6

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	7572	2,91	220,6	100,00
Total	7572	2,91	220,6	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Incinération (t) Refus	22,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Total (t)	22,0	24,0	24,0	24,0	24,0
Transit (t) Sables	48,0	29,0	16,0	12,0	8,0
Total (t)	48,0	29,0	16,0	12,0	8,0
Transit (m ³) Graisses	39,0	15,0	8,0	8,0	8,0
Total (m³)	39,0	15,0	8,0	8,0	8,0

STATION EPURATION LE LOREAU

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

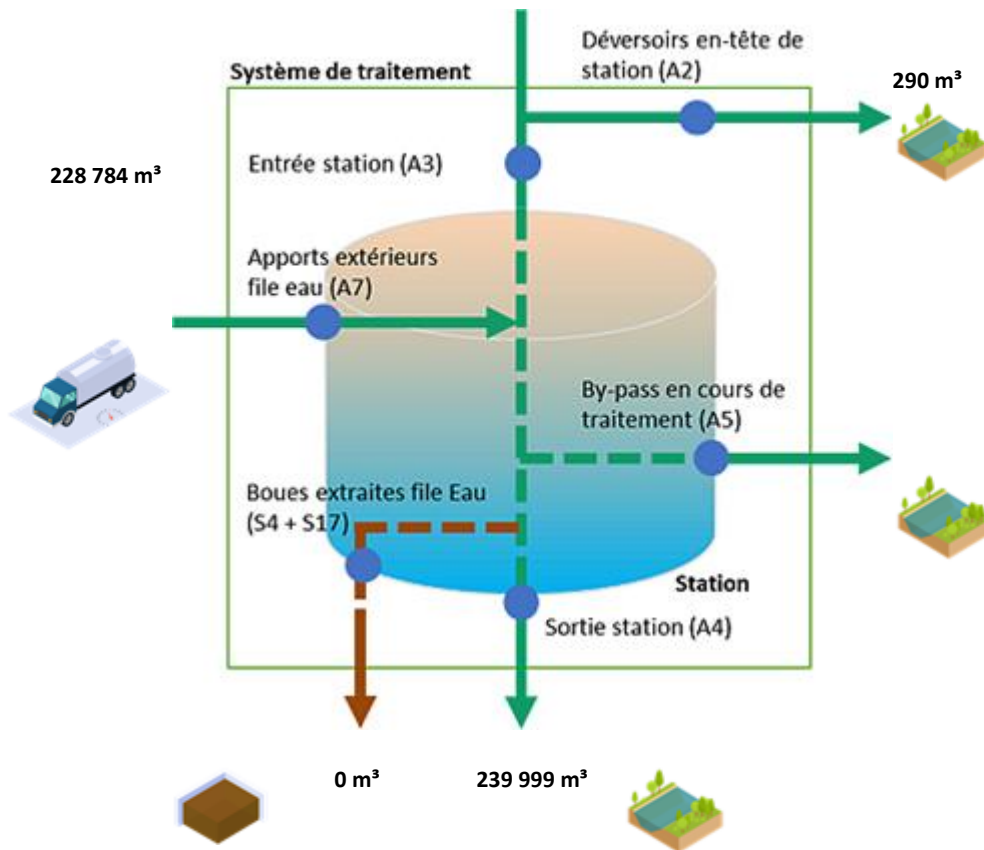
	2024
Débit de référence (m ³ /j)	830
Capacité nominale (kg/j)	350

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

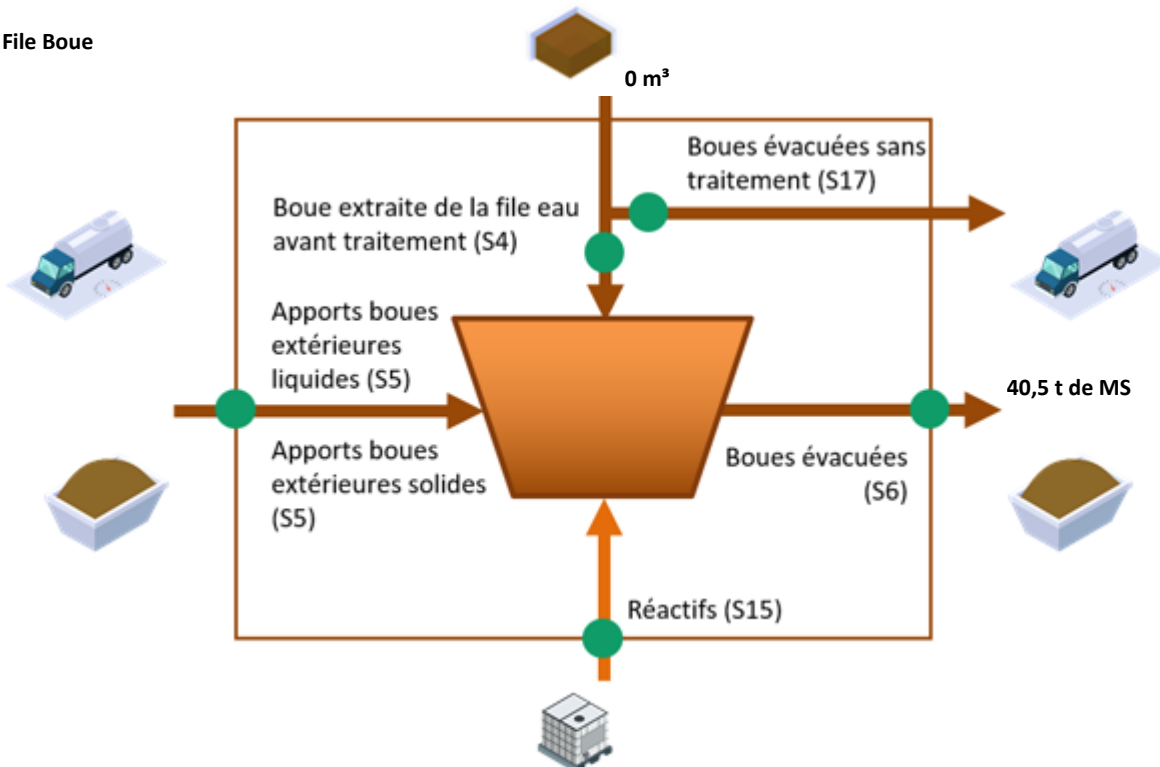
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				
moyenne annuelle				12,00	15,00		2,00
Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	86,00	93,00	93,00				
moyen annuel				85,00	80,00		90,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



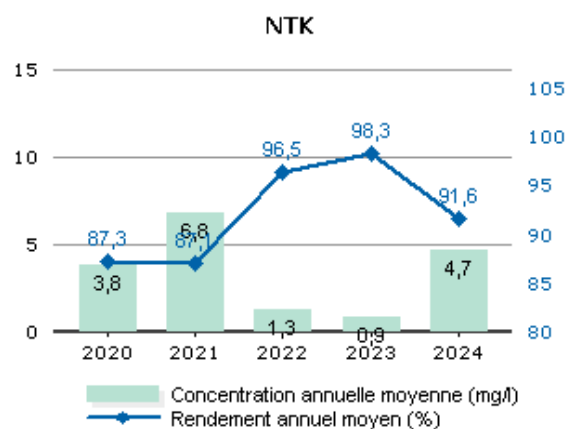
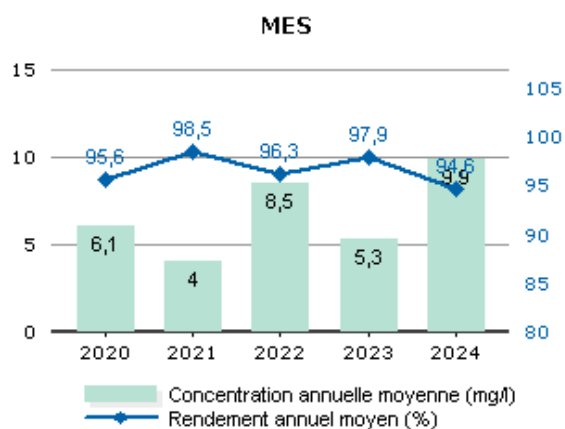
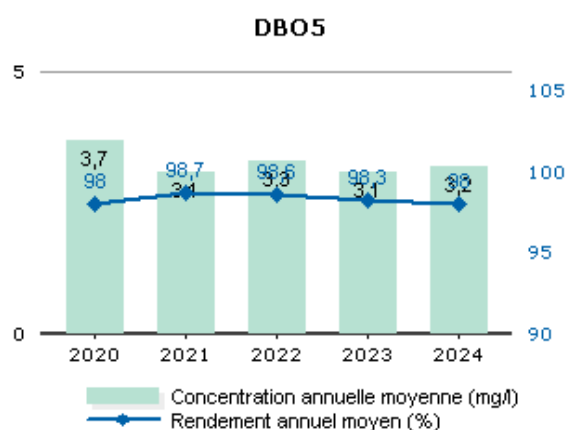
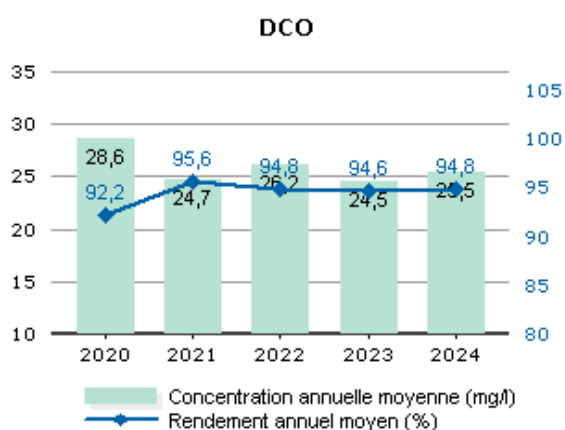
Fréquences d'analyses

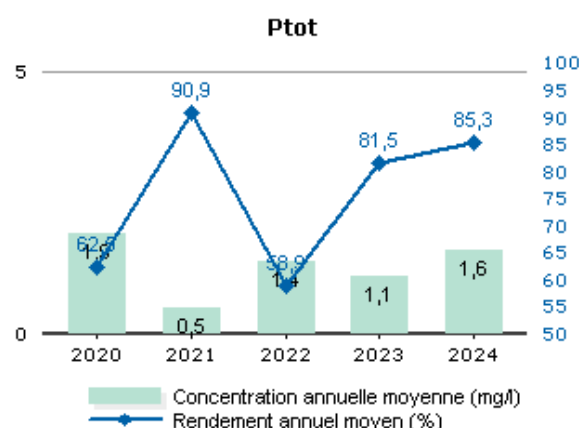
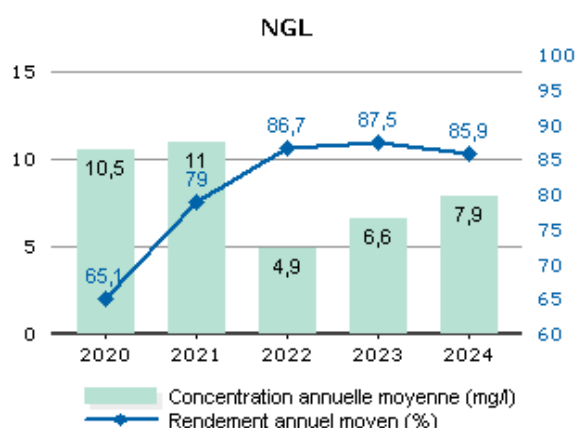
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2024
DCO	12
DBO5	12
MES	12
NTK	4
NGL	4
Ptot	4

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2020	2021	2022	2023	2024
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2020	2021	2022	2023	2024
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	22,5	35,2	37,5	32,1	40,5

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	192	21,09	40,5	100,00
Total	192	21,09	40,5	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2020	2021	2022	2023	2024
Incinération (t) Refus	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
Total (t)	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0

4.4.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note technique publiée en mars 2023 a précisé les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. Des campagnes d'analyses en entrée et sortie station ont été initiées fin 2022 et en 2023 ; elles peuvent générer des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats constatés.

4.5 L'efficacité environnementale

4.5.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement.

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	788 247	751 290	642 128	673 165	751 627	11,7%
Usine de dépollution	710 946	651 431	561 898	583 264	593 944	1,8%
Postes de relèvement et refoulement	77 301	99 859	80 230	89 901	157 683	75,4%

(*) L'augmentation de la consommation énergétique sur 2024 est due à l'obtention des données énergétiques pour le PR Saint Hilarion n°1 (RD906), absentes les années précédentes.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.5.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

La consommation de réactifs

Usine de dépollution - File Eau

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
EPERNON STATION EPURATION						
Chlorure ferrique (kg)	17 400	24 200	25 560	25 560	25 560	0,0%
STATION EPURATION LE LOREAU						
Chlorure ferrique (kg)	8 700	8 700	8 700	8 700	8 700	0,0%

4.6 La situation des biens

Type d'installation	Localisation	Fonctionnement
Poste de refoulement	EPERNON CHASLES	Accès difficile
Poste de refoulement	EPERNON CLOS D'HOUDREVILLE	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	EPERNON RTE HANCHES-HOUDREVILLE	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°1	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°2	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°3	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°4	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°5	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°6	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°7	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION PR N°8	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION Bois Billard	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	SAINT HILARION Parc aux lapins	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	SAINT HILARION Usine de sery	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	DROUE LES MARMOUZETS	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	DROUE MAIRIE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	DROUE MOULIN LOUVET	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	DROUE PLANCHE PIERRETTE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE FONTAINE AUX GRAVIERS	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE LES BOCHETS	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE LES MOUSSEUX	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE LES PEUPLIERS	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE MONTLIEU	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE PETIT BEL AIR	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EMANCE SAUVAGE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON 4 FILLES	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON CROCHET	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON LA MADELEINE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON LE LAVOIR	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON LES PATISSEUX	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON SAVONNIERE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON VIEUX MOULIN	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON LES HAUTES TERRES	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON Prieuré St Thomas	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	EPERNON Point P	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	EPERNON Muse Meule	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	EPERNON Malartic	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	EPERNON Robert 1	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	Epernon Robert 2	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	Epernon Lilas	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	HANCHES LE PATY	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	HANCHES Arche du loreau	Bon état de fonctionnement
Poste de refoulement	HANCHES Loreau	Bon état de fonctionnement

Type d'installation	Localisation	Fonctionnement
Poste de relèvement	SAINT HILARION SERY	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX FORAGE	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX LE MUGUET	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX LES CHAISES	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX LES COURS VERTES	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX MOULIN DE CADY	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX ROUTE DE BOULARD	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	RAIZEUX ROUTE DE GAZERAN	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	SAINT HILARION MOULIN D'AMEIL	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	SAINT HILARION RD 906	Bon état de fonctionnement
Poste de relèvement	SAINT HILARION ROUTE DE RAIZEUX	Bon état de fonctionnement
Usine de dépollution	EPERNON STATION EPURATION	Bon état de fonctionnement
Usine de dépollution	STATION EPURATION LE LOREAU	Bon état de fonctionnement

5.

RAPPORT
FINANCIER DU
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

□ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ». Les données ci-dessous sont en Euros.

CIE DES EAUX ET DE L'OZONE

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2024

Collectivité: X061A - SIA RÉGION D'EPERNON DSP-ASS

LIBELLE	CEP 2023	2023	CEP 2024	2024
PRODUITS	697 259	1 416 554	703 150	1 768 194
Exploitation du service	682 259	815 141	688 150	971 189
Collectivités et autres organismes publics		579 949		751 569
Travaux attribués à titre exclusif	0	19 871	0	44 424
Produits accessoires	15 000	1 594	15 000	1 013
CHARGES	673 145	1 649 405	673 145	1 830 179
Personnel	207 826	349 421	207 826	317 989
Energie électrique	80 737	111 932	80 737	155 840
Produits de traitement	12 964	17 879	12 964	19 841
Analyses	13 802	20 986	13 802	6 638
Sous-traitance, matières et fournitures	165 514	279 754	165 514	258 338
Impôts locaux et taxes	8 714	14 367	8 714	14 300
Autres dépenses d'exploitation	68 270	138 661	68 270	142 455
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	22 105	9 916	22 105	16 981
<i>engins et véhicules</i>	14 033	45 136	14 033	49 127
<i>informatique</i>	14 400	33 794	14 400	44 332
<i>assurances</i>	8 700	11 682	8 700	-261
<i>locaux</i>		59 206		66 398
<i>autres</i>	9 033	-21 073	9 033	-34 121
Contribution des services centraux et recherche	57 500	52 484	57 500	58 959
Collectivités et autres organismes publics		579 949		751 569
Charges relatives aux renouvellements	55 456	68 620	55 456	91 720
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	55 456	68 620	55 456	91 720
Charges relatives aux investissements	2 362	944	2 362	958
<i>programme contractuel (investissements)</i>	2 362	944	2 362	958
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement		14 410		11 572
RESULTAT AVANT IMPOT	24 114	-232 850	30 005	-61 984
RESULTAT	24 114	-232 850	30 005	-61 984

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

CIE DES EAUX ET DE L'OZONE

Version Finale

Etat détaillé des produits (1)
Année 2024

Collectivité: X061A - SIA RÉGION D'EPERNON DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2023	2024	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	815 141	971 189	19,14 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	790 155	914 739	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	24 986	56 451	
Exploitation du service	815 141	971 189	19,14 %
Produits : part de la collectivité contractante	509 209	683 498	34,23 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	512 245	654 529	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 3 036	28 969	
Redevance Modernisation réseau	70 740	68 071	-3,77 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	69 533	69 271	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	1 207	- 1 200	
Collectivités et autres organismes publics	579 949	751 569	29,59 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	19 871	44 424	NS
Produits accessoires	1 594	1 013	-36,45 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

03/03/25

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être déterminée sur les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2024 pour le contrat ressort à **43 462 €**

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

Inventaire des biens

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

Situation des biens

La situation des biens est consultable au chapitre 4.6.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE
CONTRAT X061A - SIA DE LA REGION D'EPERNON - ASST
FONDS DE RENOUVELLEMENT
(PERIODE 01/07/2016 au 30/06/2028)

D0= 55 455,60

D1= 62 725,00

Avenant 2

Date	Libellé	Indice K	Taux Intérêts Légal	Dotation	Utilisation	Solde (+ si créditeur - si débiteur)
juil-16	Dotation 2016 Pas de travaux en 2016	1		27 727,80		27 727,80 27 727,80
	Report à nouveau					27 727,80
janv-17	Dotation 2017	1,001656		55 547,43		83 275,23
déc-17	STEP de Bourg - Renouvellement pompe de relèvement				327,41	82 947,82
oct-17	STEP de Bourg - Renouvellement potence				996,71	81 951,11
oct-17	STEP de Bourg - Renouvellement alarme atelier				960,25	80 990,87
mars-17	STEP Loreau - Renouvellement surpresseur				17 684,11	63 306,76
nov-17	STEP Loreau - Renouvellement débitmètre boues				982,39	62 324,37
oct-17	STEP Loreau - Renouvellement pompe boues				3 910,06	58 414,30
déc-17	STEP Loreau - Renouvellement motoréducteur-compacteur				559,75	57 854,55
oct-17	PR Mairie Droue s/ Drouette - Renouvellement pompe de relèvement 1				4 786,86	53 067,69
oct-17	PR Mairie Droue s/ Drouette - Renouvellement pompe de relèvement 2				2 525,26	50 542,44
oct-17	PR Moulin Louvet - Renouvellement pompe				1 524,90	49 017,54
oct-17	PR Moulin d'Ameil - Renouvellement pompe				2 013,13	47 004,41
déc-17	PR Malartik - Renouvellement pompe				130,96	46 873,44
oct-17	PR Madelaine - Renouvellement pompe				1 216,33	45 657,11
	Report à nouveau					45 657,11
janv-18	Dotation 2018	1,006921		55 839,41		101 496,52
déc-18	Rnvt aeroflot r et o step siare epernon 10280eq/hab pretraitement				5 319,98	96 176,54
déc-18	Rnvt agitateur liqueur mixte step siare epernon 10280eq/hab bassins biologiques				5 798,05	90 378,50
juil-18	Rénov racleur puits de degazage step siare epernon 10280eq/hab clarificateur				5 820,70	84 557,80
déc-18	Rnvt pompe de recirculation flygt n-1 step siare epernon 10280eq/hab recirculation - extraction				3 773,30	80 784,50
juil-18	Rnvt bloc moteur marine n.2 pr route de gazeran rd80 - raizeux groupes dip				2 994,00	77 790,50
déc-18	Rnvt pompe n.1 pr forage de raizeux sr24				1 124,85	76 665,66
déc-18	Rnvt pompe n.1 pr route de boulard sr25 - raizeux				2 595,28	74 070,38
sept-18	Rnvt bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux groupes dip				4 548,88	69 521,50
déc-18	Rnvt bloc moteur marine n.2 pr les chaises - raizeux groupes dip				2 939,17	66 582,33
	Report à nouveau					66 582,33
janv-19	Dotation 2019	1,03463		57 376,03		123 958,36
nov-19	Rnvt debitmetre poste de relage step siare epernon 10280eq/hab				965,73	122 992,63
nov-19	Rénov degriilleur pretraitement step siare epernon 10280eq/hab				933,73	122 058,90
nov-19	Rnvt pompe submersible n.1 pr route de raizeux - st hilarion				627,38	121 431,52
nov-19	Rnvt pompe submersible n.2 pr cd906 sente				1 010,46	120 421,06
nov-19	Rnvt armoire électrique pr pr le paty (hanches) lieudit morville				5 801,25	114 619,81
nov-19	Rnvt pompe 2 flygt 3127 4.8 kw step loreau 6000hat/eq epernon				1 715,11	112 904,70
nov-19	Rnvt surpresseur d'air 1 aerzen ba step loreau 6000hat/eq epernon				5 512,68	107 392,02
nov-19	Rnvt preleveur de sortie canal de comptage step loreau 6000hat/eq epernon				2 182,38	105 209,64
nov-19	Rnvt gavo-pompe traitement des boues step loreau 6000hat/eq epernon				6 289,67	98 919,97
nov-19	Rnvt reseau de desodo tt des boues step loreau 6000hat/eq epernon				6 616,77	92 303,20
nov-19	Rnvt pompe 1 El step loreau 6000hat/eq epernon				2 660,63	89 642,57
nov-19	Rnvt pompe 2 El step loreau 6000hat/eq epernon				2 660,62	86 981,95

	Report à nouveau					86 981,95
janv-20	Dotation 2020	1,063178		58 959,17		145 941,12
nov-20	Rnvt 10 tampons de regard				13 408,19	132 532,93
nov-20	Rnvt preleveur d'echantillon entree step poste de relage				3 385,69	129 147,25
nov-20	Rénov surpresseur turbotron lanson n-2 step bassins biologiques				4 393,51	124 753,73
juil-20	Rénov surpresseur turbotron lanson n-3 step bassins biologiques				7 705,01	117 048,72
nov-20	Rnvt debitmetre danfoss chenal sortie step canal de comptage				1 851,65	115 197,07
nov-20	Rnvt preleveur d'echantillon entree step canal de comptage				3 385,70	111 811,38
nov-20	Rnvt sonde de niveau pr les peupliers - emance				542,01	111 269,36
nov-20	Rnvt pompe n.1 pr for de raizeux sr24 - raizeux				2 098,24	109 171,12
nov-20	Rnvt armoire de commande pr route de boulard sr25 - raizeux				8 434,09	100 737,03
nov-20	Rnvt telegestion pr route de boulard sr25 - raizeux				1 372,98	99 364,05
oct-20	Rénov bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux groupes dip				1 163,02	98 201,02
nov-20	Rnvt pompe n.2 pr le clos d'houdreville - epernon				6 328,94	91 872,08
nov-20	Rnvt preleveur d'entree step Loreau poste general station				3 385,69	88 486,39
nov-20	Rnvt debitmetre 1 step Loreau bassin tampon				910,12	87 576,27
nov-20	Rnvt preleveur de sortie step Loreau canal de comptage				3 385,70	84 190,57
nov-20	Rnvt pompe de recirculation 2 step Loreau puit de recirculation				2 606,18	81 584,40
nov-20	Rnvt debitmetre step Loreau puit d'extraction				910,11	80 674,29
nov-20	Rnvt compresseur d'air abac step Loreau traitement des boues				4 060,90	76 613,39
févr-20	Rénov reseau de desodo step Loreau traitement des boues				2 791,76	73 821,63
nov-20	Rnvt porte local step step Loreau serrurerie				4 387,05	69 434,58
	Report à nouveau					69 434,58
janv-21	Dotation 2021	1,067101		59 176,73		128 611,31
nov-21	Rnvt 11 tampons de regard				9 356,28	119 255,03
nov-21	Rénov pompe de relevement n-3 step poste de relage				1 029,87	118 225,16
nov-21	Rénov racleur de graisse step pretraitement				5 453,48	112 771,68
nov-21	Rénov surpresseur turbotron lanson n-3 step bassins bio				3 809,18	108 962,50
juin-21	Rénov canalisation pvc inox acier step				5 317,91	103 644,60
nov-21	Rnvt armoire électrique pr mairie - droue s/drouette				5 754,00	97 890,60
nov-21	Rnvt armoire électrique pr moulin louvet - droue s/drouette				5 754,00	92 136,60
juil-21	Rénov armoire électrique pr fontaine aux graviers - emance				303,61	91 832,99
juil-21	Rénov armoire de commande pr sauvage - emance				303,61	91 529,38
nov-21	Rnvt armoire de commande pr montlieu - emance				4 080,73	87 448,66
juil-21	Rénov telegestion pr montlieu - emance				303,61	87 145,05
juil-21	Rénov telegestion pr les mousseaux - emance				303,61	86 841,44
nov-21	Rnvt armoire de commande pr sery - droue s/drouette				4 080,73	82 760,72
juin-21	Rnvt echelle pr rte de gazeran rd80 - raizeux				3 924,59	78 836,13
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.1 pr rte de gazeran rd80 - raizeux				1 120,99	77 715,14
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.2 pr rte de gazeran rd80 - raizeux				1 121,01	76 594,14
juil-21	Rénov armoire de commande pr les cours vertes - raizeux				303,61	76 290,53
juil-21	Rénov armoire de commande pr rte de raizeux - st hilarion				303,61	75 986,92
nov-21	Rnvt armoire de commande pr cd906 sente				5 754,00	70 232,92
oct-21	Rnvt pompe submersible n.1 pr moulin d'ameil - st hilarion				515,85	69 717,07
avr-21	Rnvt pompe submersible n.2 pr moulin d'ameil - st hilarion				515,85	69 201,22
nov-21	Rnvt armoire de commande pr moulin d'ameil - st hilarion				5 754,00	63 447,22
juil-21	Rénov telegestion pr moulin d'ameil - st hilarion				303,61	63 143,61
juil-21	Rénov telegestion pr les hautes terres - epernon				303,61	62 840,01
juil-21	Rénov sofrel s10 pr la madeleine - epernon				303,61	62 536,40
nov-21	Rnvt armoire de commande pr les patisseaux - epernon				5 754,00	56 782,40
nov-21	Rnvt armoire électrique pr le muguet - raizeux				3 662,41	53 119,99
nov-21	Rnvt tele alarme pr le muguet - raizeux				2 091,58	51 028,41
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux				3 204,86	47 823,55
janv-21	Rénov bloc moteur marine n.2 pr les chaises - raizeux				1 474,06	46 349,49
juil-21	Rénov telegestion pr 4 filles - epernon				303,61	46 045,88
juil-21	Rénov armoire de commande pr vieux moulin - epernon				303,61	45 742,27
juil-21	Rénov sofrel s10n le paty pr le paty (hanches) lieudit morville				303,61	45 438,67
nov-21	Rénov pompe 1 step loreau eau industrielle				720,14	44 718,53
juil-21	Rénov armoire de commande pr 1 rte rambouillet - st hilarion				303,61	44 414,92
juil-21	Rénov armoire de commande pr 2 rte de rambouillet - st hilarion				303,61	44 111,32
juil-21	Rénov armoire de commande pr 3 rue du moulin neuf - st hilarion				303,61	43 807,71
juil-21	Rénov armoire de commande pr 4 2 rte de rambouillet - st hilarion				303,61	43 504,10
juil-21	Rénov armoire de commande pr 5 rte du fleau - st hilarion				303,61	43 200,49
juil-21	Rénov armoire de commande pr 6 place de l eglise - st hilarion				303,61	42 896,88
juil-21	Rénov armoire de commande pr 7 ch de l etang - st hilarion				303,61	42 593,28
juil-21	Rénov armoire de commande pr 8 ch rural no8 - st hilarion				303,61	42 289,67

	Report à nouveau					42 289,67
janv-22	Dotation 2022	1,115223		61 845,36		104 135,03
nov-22	Rnvt 6 tampons				7 285,41	96 849,62
nov-22	Rénov racleur de graisse step pretraitement				16 193,50	80 656,12
nov-22	Rnvt pompe eau industrielle step eaux industrielles				6 536,23	74 119,90
nov-22	Rnvt armoire électrique pr moulin de cady - raizeux				6 062,62	68 057,28
nov-22	Rnvt telegestion pr route de gazeran rd80				2 590,14	65 467,13
nov-22	Rnvt armoire de commande pr route de raizeux - st hilarion				6 006,17	59 460,97
nov-22	Rnvt armoire électrique pr les marmousets - droue s/drouette				6 062,62	53 398,35
nov-22	Rnvt telegestion pr les chaises - raizeux				2 590,92	50 807,43
nov-22	Rnvt bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux				4 678,40	46 129,03
nov-22	Rnvt bloc moteur marine n.2 pr les chaises - raizeux				4 679,81	41 449,23
nov-22	Rnvt bloc moteur marine n.3 pr les chaises - raizeux				4 678,41	36 770,82
nov-22	Rnvt pieds d'assise pr 4 filles - epernon				4 560,22	32 210,60
nov-22	Rnvt barres de guidage pr 4 filles - epernon				4 560,24	27 650,36
nov-22	Rnvt armoire de commande pr le clos d'houdreville - epernon				6 006,17	21 644,19
nov-22	Rnvt telegestion pr le clos d'houdreville - epernon				2 590,14	19 054,05
nov-22	Rnvt armoire de commande pr route de hanches - houdreville				6 360,38	12 693,68
juin-22	Rnvt hydrojecteur 1 flygt 3127 (4kw) step loreau bassin tampon				3 489,38	9 204,30
nov-22	Rnvt pompe reprise 1 flygt 3085 (1.8kw) step loreau bassin tampon				1 166,90	8 037,40
sept-22	Rénov surpresseur d'air 2 aerzen step loreau ba				5 659,26	2 378,14
nov-22	Rnvt debitmetre step loreau puit d'extraction				1 172,03	1 206,11
						1 206,11
	Report à nouveau					1 206,11
janv-23	Dotation 2023 Contrat initial du (01/01 au 01/03/2023)	1,115223		10 166,36		11 372,47
mars-23	Dotation 2023 Avenant 2 du (02/03 au 31/12/2023)			58 453,34		69 825,81
nov-23	Rnvt 1 tampons				1 004,64	68 821,17
mars-23	rnvt agitateur liqueur mixte step bassins biologiques				5 217,89	63 603,28
sept-23	rnvt agitateur banane flygt n-1 step bassins biologiques				6 793,26	56 810,02
avr-23	rénov pompe eau industrielle step eaux industrielles				1 822,15	54 987,87
mars-23	rnvt pompe emu 24m3/h n.1 pr les peupliers - emance				5 212,00	49 775,87
mars-23	rnvt pompe emu 24m3/h n.2 pr les peupliers - emance				5 212,01	44 563,87
nov-23	rnvt armoire de commande pr petit bel air - emance				7 617,22	36 946,65
nov-23	rnvt armoire de commande pr planche pierrette - droue s/drouette				7 955,35	28 991,30
nov-23	rnvt armoire de commande pr le lavoir - epernon				7 955,35	21 035,95
nov-23	rnvt armoire de commande pr les cours vertes - raizeux				7 955,35	13 080,60
mars-23	rnvt pompe n.2 pr la madeleine - epernon				1 266,67	11 813,93
mai-23	rnvt trappes d'accès pr 4 filles - epernon				5 889,47	5 924,46
juin-23	rénov surpresseur d'air 1 aerzen step loreau ba				2 511,54	3 412,91
mars-23	rnvt sonde us sortie step step loreau canal de comptage				1 582,80	1 830,11
juin-23	rénov gavo-pompe seepex (1.5kw) step loreau traitement des boues				2 141,94	- 311,83
						- 311,83
	Report à nouveau					- 311,83
janv-24	Dotation 2024 Avenant 2	1,259602		79 008,54		78 696,70
janv-24	Régularisation dotations 2017 à 2023			12 711,26		91 407,96
nov-24	Rnvt 5 tampons				7 532,25	83 875,71
oct-24	Rnvt agitateur banane flygt n-2 step bassins biologiques				6 262,82	77 612,89
nov-24	Rnvt pompe n.1 pr moulin de cady - raizeux				4 881,15	72 731,74
nov-24	Rnvt pompe meu 24m3/h n.1 pr les bochets - emance				4 016,30	68 715,44
nov-24	Rénov armoire de commande pr petit bel air - emance				5 602,77	63 112,67
nov-24	Rnvt barres de guidage pr route de raizeux - st hilarion				2 405,85	60 706,82
nov-24	Rénov hydraulique pr le paty (hanches) lieudit morville				4 647,83	56 058,99
nov-24	Rénov échelle pr le paty (hanches) lieudit morville				2 323,57	53 735,42
nov-24	Rénov surpresseur d'air 2 aerzen step loreau bassin d'aeration				5 162,41	48 573,02
nov-24	Rénov agitateur pales cananes step loreau bassin d'aeration				8 075,41	40 497,61
nov-24	Rénov gardes corps aluminium pour escalier step loreau bassin d'aeration				1 485,65	39 011,96
nov-24	Rnvt pompe d'extraction step loreau puit d'extraction				1 023,48	37 988,47
nov-24	Rénov gavo-pompe step loreau traitement des boues				1 672,66	36 315,81
nov-24	Rnvt compresseur d'air step loreau traitement des boues				1 522,80	34 793,01
						34 793,01

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensuralisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensuralisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

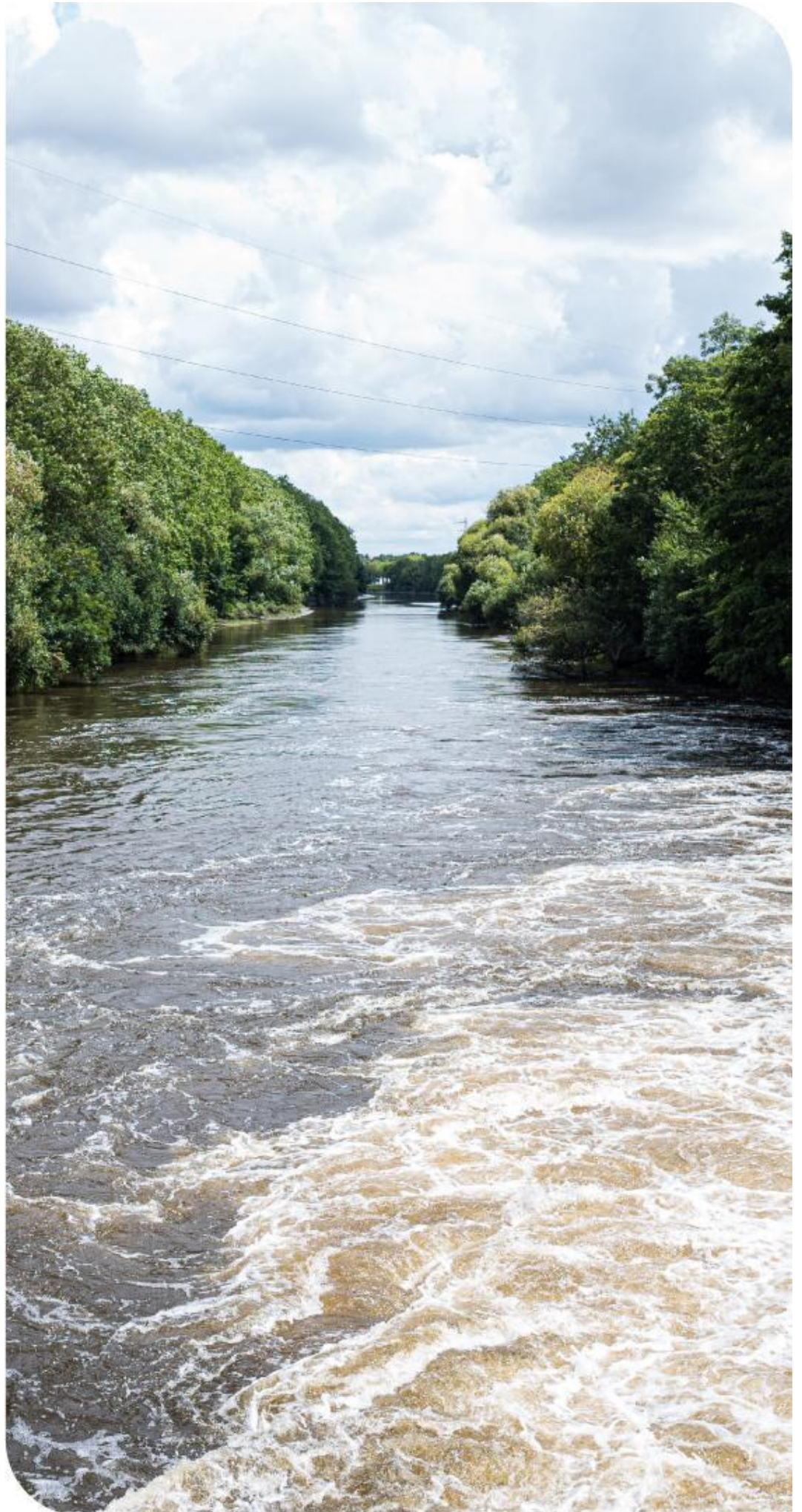
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,...
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES



6.1 La facture 120 m³

DROUE SUR DROUETTE	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			300,96	305,18	1,40%
Part délégataire			218,58	221,36	1,27%
Abonnement			60,66	61,40	1,22%
Consommation	120	1,3330	157,92	159,96	1,29%
Part SIEPARE			63,60	83,82	31,79%
Abonnement		14,2200	0,00	14,22	-
Consommation	120	0,5800	63,60	69,60	9,43%
Collecte et dépollution des eaux usées			275,70	354,13	28,45%
Part délégataire			174,90	180,19	3,02%
Abonnement		88,9200	86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,03%
Part SIEPARE			100,80	173,94	72,56%
Abonnement		22,7400	0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	100,80	151,20	50,00%
Organismes publics			116,65	80,77	-30,76%
<i>Lutte contre la pollution (agence de l'eau)</i>	120	0,0000	45,60	0,00	-100,00%
<i>Modernisation du réseau de collecte (Agence de l'Eau)</i>	120	0,0000	22,20	0,00	-100,00%
Consommation Part FSIREP	120	0,0820	8,40	9,84	17,14%
Redevance Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,0851	0,00	10,21	-
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance Performance Réseau Eau Potable (Agence de l'Eau)	120	0,0180	0,00	2,16	-
Redevance Performance Réseau Assainissement (Agence de l'Eau)	120	0,0280	0,00	3,36	-
TVA			48,85	56,79	16,25%
TOTAL € TTC			693,32	796,88	14,94%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

EMANCE	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			427,24	438,23	2,57%
Part délégataire			181,12	186,99	3,24%
Abonnement			43,58	44,98	3,21%
Consommation	120	1,1834	137,54	142,01	3,25%
Part syndicale			238,10	244,10	2,52%
Abonnement			39,90	40,90	2,51%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,1100	54,00	55,50	2,78%
Consommation de 51 à 120 m3	70	2,1100	144,20	147,70	2,43%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0595	8,02	7,14	-10,97%
Collecte et dépollution des eaux usées			285,30	354,13	24,13%
Part délégataire			174,90	180,19	3,03%
Abonnement			86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,04%
Part syndicale			110,40	173,94	57,55%
Abonnement			0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	110,40	151,20	36,96%
Organismes publics et TVA			67,80	123,71	82,47%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		45,60	0,00	-
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20	0,00	-
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance performance réseaux eau potable	120	0,0179	0,00	2,15	-
Redevance performance réseau assainissement	120	0,0280	0,00	3,36	-
TVA			56,76	63,01	11,01%
TOTAL € TTC			780,34	916,07	17,39%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

EPERNON	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			300,96	305,18	1,40%
Part délégataire			218,58	221,36	1,27%
Abonnement			60,66	61,40	1,22%
Consommation	120	1,3330	157,92	159,96	1,29%
Part SIEPARE			63,60	83,82	31,79%
Abonnement		14,2200	0,00	14,22	-
Consommation	120	0,5800	63,60	69,60	9,43%
Collecte et dépollution des eaux usées			275,70	354,13	28,45%
Part délégataire			174,90	180,19	3,02%
Abonnement		88,9200	86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,03%
Part SIEPARE			100,80	173,94	72,56%
Abonnement		22,7400	0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	100,80	151,20	50,00%
Organismes publics			116,65	80,77	-30,76%
<i>Lutte contre la pollution (agence de l'eau)</i>	120	0,0000	45,60	0,00	-
<i>Modernisation du réseau de collecte (Agence de l'Eau)</i>	120	0,0000	22,20	0,00	-
Consommation Part FSIREP	120	0,0820	8,40	9,84	17,14%
Redevance Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	120	0,0851	0,00	10,21	-
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance Performance Réseau Eau Potable (Agence de l'Eau)	120	0,0180	0,00	2,16	-
Redevance Performance Réseau Assainissement (Agence de l'Eau)	120	0,0280	0,00	3,36	-
TVA			48,85	56,79	16,25%
TOTAL € TTC			693,32	796,88	14,94%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

HANCHES STGS	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			300,96	315,39	4,80%
Part délégataire			218,58	221,36	1,27%
Abonnement			60,66	61,40	1,22%
Consommation	120	1,3330	157,92	159,96	1,29%
Part SIEPARE			63,60	83,82	31,79%
Abonnement			-	14,22	
Consommation	120	0,5800	63,60	69,60	9,43%
Part FSIREP			8,40	0,00	-100,00%
Consommation	120		8,40	0,00	-100,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0851	10,38	10,21	-1,62%
Collecte et dépollution des eaux usées			275,70	501,43	81,88%
Part délégataire			174,90	180,19	3,03%
Abonnement			86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,04%
Part STGS			0,00	147,30	
Abonnement				37,74	
Consommation	120	0,9130		109,56	
Part SIEPARE			100,80	173,94	72,56%
Abonnement				22,74	
Consommation	120	1,2600	100,80	151,20	50,00%
Organismes publics			125,05	70,56	-43,57%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		45,60	0,00	
Modernisation du réseau de collecte (Agence de l'Eau)	120		22,20	0,00	
Consommation Part FSIREP	120	0,0820	8,40	9,84	17,14%
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	120	0,4600	0,00	55,20	
Redevance Performance Réseau Eau Potable (Agence de l'Eau)	120	0,0180	0,00	2,16	
Redevance Performance Réseau Assainissement (Agence de l'Eau)	120	0,0280	0,00	3,36	
TVA			48,85	70,98	45,30%
TOTAL € TTC			693,32	958,36	38,23%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

HANCHES LE PATY	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			292,56	315,39	7,80%
Part délégataire			218,58	221,36	1,27%
Abonnement			60,66	61,40	1,22%
Consommation	120	1,3330	157,92	159,96	1,29%
Part SIEPARE			63,60	83,82	31,79%
Abonnement			0,00	14,22	-
Consommation	120	0,5800	63,60	69,60	9,43%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0851	10,38	10,21	-1,62%
Collecte et dépollution des eaux usées			284,10	363,97	28,11%
Part délégataire			174,90	180,19	3,02%
Abonnement			86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,03%
Part SIEPARE			100,80	173,94	72,56%
Abonnement			0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	100,80	151,20	50,00%
Organismes publics			117,03	171,16	46,25%
Consommation Part FSIREP	120	0,0820	8,40	9,84	17,14%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,0000	45,60	56,90	24,78%
Modernisation du réseau de collecte (Agence de l'Eau)	120	0,0000	22,20	0,00	-100,00%
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'Eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance Performance Réseau Eau Potable (Agence de l'Eau)	120	0,0180	0,00	2,16	-
Redevance Performance Réseau Assainissement (Agence de l'Eau)	120	0,0000	0,00	0,00	-
TVA			49,23	56,90	15,58%
TOTAL € TTC			742,92	907,42	22,14%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégrée dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

RAIZEUX	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			427,24	438,23	2,57%
Part délégataire			181,12	186,99	3,24%
Abonnement			43,58	44,98	3,21%
Consommation	120	1,1834	137,54	142,01	3,25%
Part syndicale			238,10	244,10	2,52%
Abonnement			39,90	40,90	2,51%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,1100	54,00	55,50	2,78%
Consommation de 51 à 120 m3	70	2,1100	144,20	147,70	2,43%
					-
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0595	8,02	7,14	10,97%
Collecte et dépollution des eaux usées			285,30	354,13	24,13%
Part délégataire			174,90	180,19	3,03%
Abonnement			86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,04%
Part syndicale			110,40	173,94	57,55%
Abonnement			0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	110,40	151,20	36,96%
Organismes publics et TVA			67,80	123,71	82,47%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		45,60	0,00	-
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20	0,00	-
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance performance réseaux eau potable	120	0,0179	0,00	2,15	-
Redevance performance réseau assainissement	120	0,0280	0,00	3,36	-
TVA			56,76	63,01	11,01%
TOTAL € TTC			780,34	916,07	17,39%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

ST HILARION	m3	Prix au 01/01/2025	Montant au 01/01/2024	Montant au 01/01/2025	N/N-1
Production et distribution de l'eau			427,24	438,23	2,57%
Part délégataire			181,12	186,99	3,24%
Abonnement			43,58	44,98	3,21%
Consommation	120	1,1834	137,54	142,01	3,25%
Part syndicale			238,10	244,10	2,52%
Abonnement			39,90	40,90	2,51%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,1100	54,00	55,50	2,78%
Consommation de 51 à 120 m3	70	2,1100	144,20	147,70	2,43%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0595	8,02	7,14	-10,97%
Collecte et dépollution des eaux usées			285,30	354,13	24,13%
Part délégataire			174,90	180,19	3,03%
Abonnement			86,32	88,92	3,01%
Consommation	120	0,7606	88,58	91,27	3,04%
Part syndicale			110,40	173,94	57,55%
Abonnement			0,00	22,74	-
Consommation	120	1,2600	110,40	151,20	36,96%
Organismes publics et TVA			67,80	123,71	82,47%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120		45,60	0,00	-
Modernisation du réseau de collecte	120		22,20	0,00	-
Redevance consommation d'eau potable (Agence de l'eau)	120	0,4600	0,00	55,20	-
Redevance performance réseaux eau potable	120	0,0179	0,00	2,15	-
Redevance performance réseau assainissement	120	0,0280	0,00	3,36	-
TVA			56,76	63,01	11,01%
TOTAL € TTC			780,34	916,07	17,39%

(*) A partir du 1/1/2025, et conformément à l'arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996, la redevance "Prélèvement sur la ressource en eau (agence de l'eau)" figurera bien dans la rubrique "Organismes publics et TVA" de la facture transmise aux usagers. Pour des facilités de comparaison pour les besoins du RAD 2024, elle a été maintenue pour cette année dans la rubrique "Production et distribution de l'eau" dans le tableau de présentation de la facture du RAD. Elle sera réintégré dans la bonne rubrique à partir du RAD 2025.

6.2 Attestations d'assurance

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.3 Les données consommateurs par commune

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
DROUE SUR DROUETTE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 299	1 288	1 279	1 265	1 251	-1,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	530	535	539	547	554	1,3%
Assiette de la redevance (m3)	61 646	59 443	60 051	48 631	47 065	-3,2%
EMANCE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	893	893	894	903	904	0,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	346	343	342	344	348	1,2%
Assiette de la redevance (m3)	35 581	33 450	40 552	33 119	31 317	-5,4%
EPERNON						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 617	5 659	5 701	5 669	5 615	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 514	2 526	2 541	2 665	2 676	0,4%
Assiette de la redevance (m3)	434 284	452 509	441 833	438 903	475 752	8,4%
HANCHES						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 758	2 748	2 739	2 732	2 740	0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 051	1 063	1 086	1 123	1 124	0,1%
Assiette de la redevance (m3)	29 979	34 234	30 659	25 067	23 733	-5,3%
RAIZEUX						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	967	982	995	1 004	1 026	2,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	406	407	408	412	416	1,0%
Assiette de la redevance (m3)	39 422	43 771	44 269	41 177	39 019	-5,2%
SAINT HILARION						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	937	958	966	984	998	1,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	364	367	375	375	397	5,9%
Assiette de la redevance (m3)	32 675	33 998	41 090	37 381	31 014	-17,0%
Autre(s)						
Assiette de la redevance (m3)	37 979	72 260	-12 024		66 219	

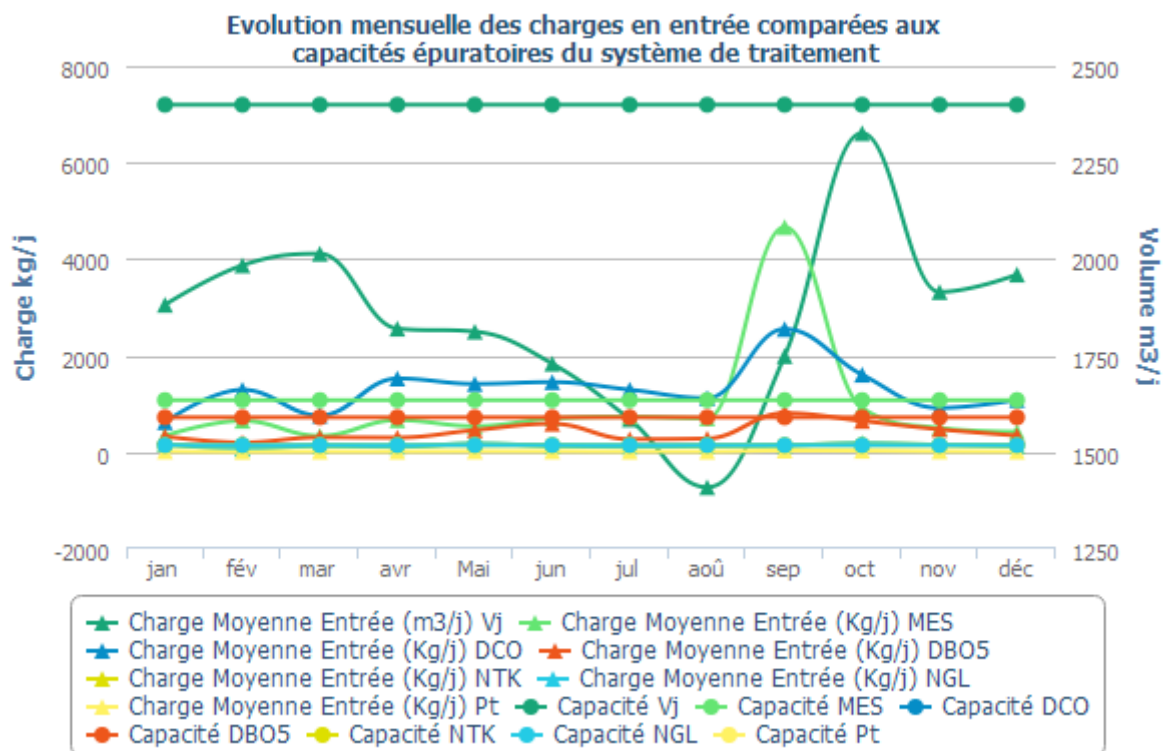
6.4 Le bilan qualité par usine

EPERNON STATION EPURATION

Bilans HCNF / Bilans :

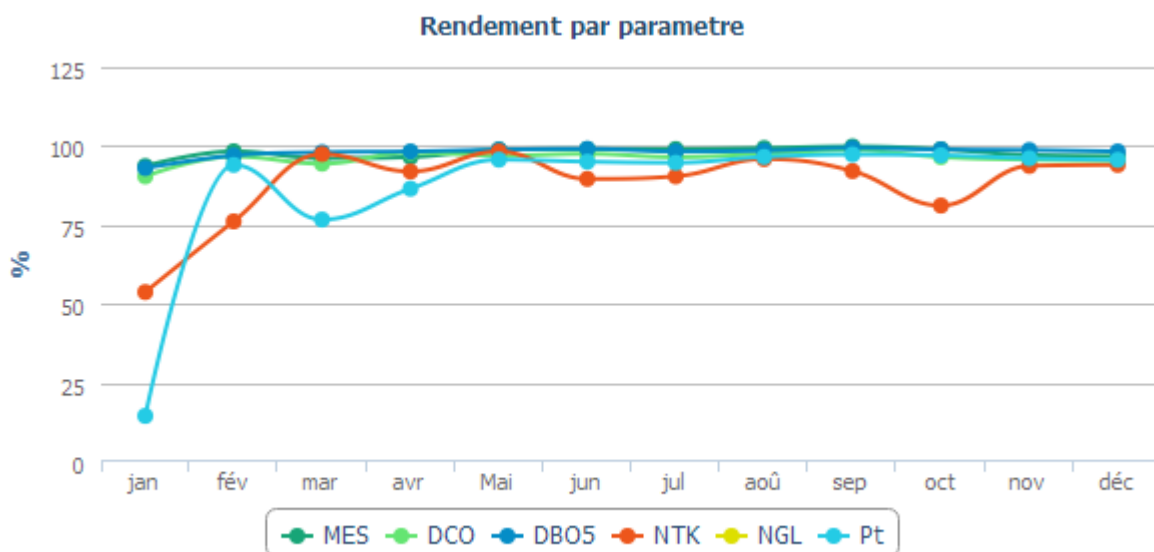
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 882	1 / 2	341	621	326	169,2	169,5	16,8
février	1 984	0 / 2	650	1 296	198	69,6	69,9	9,1
mars	2 014	1 / 2	336	758	306	127,1	127,3	10,7
avril	1 820	0 / 2	663	1 525	304	111,2	111,4	13,1
mai	1 812	0 / 2	539	1 416	455	176,3	176,5	16,2
juin	1 729	0 / 2	697	1 453	591	131,6	131,8	18,0
juillet	1 585	0 / 2	735	1 296	268	110,6	110,8	13,5
août	1 409	0 / 3	702	1 120	283	127,6	127,8	12,3
septembre	1 749	0 / 2	4 665	2 553	811	140,3	140,5	31,8
octobre	2 326	1 / 2	919	1 606	649	180,7	181,0	28,4
novembre	1 915	1 / 2	504	915	473	152,8	153,0	15,0
décembre	1 960	2 / 2	422	1 082	343	130,0	130,2	13,6

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

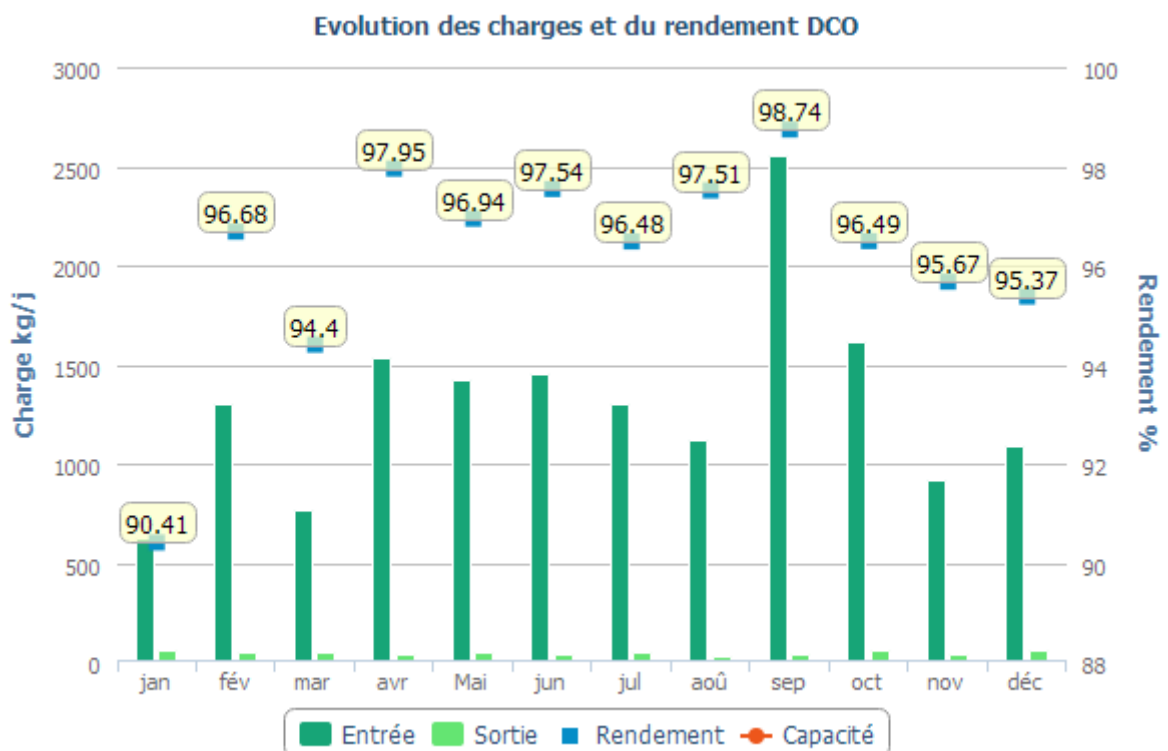
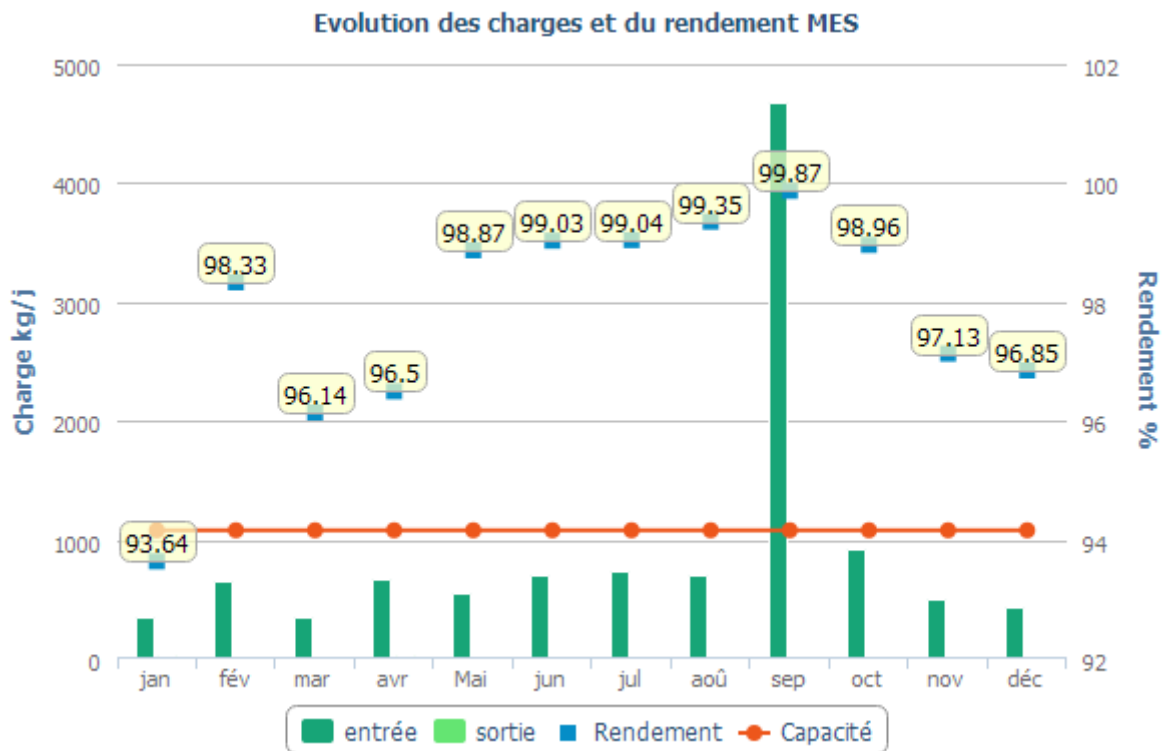


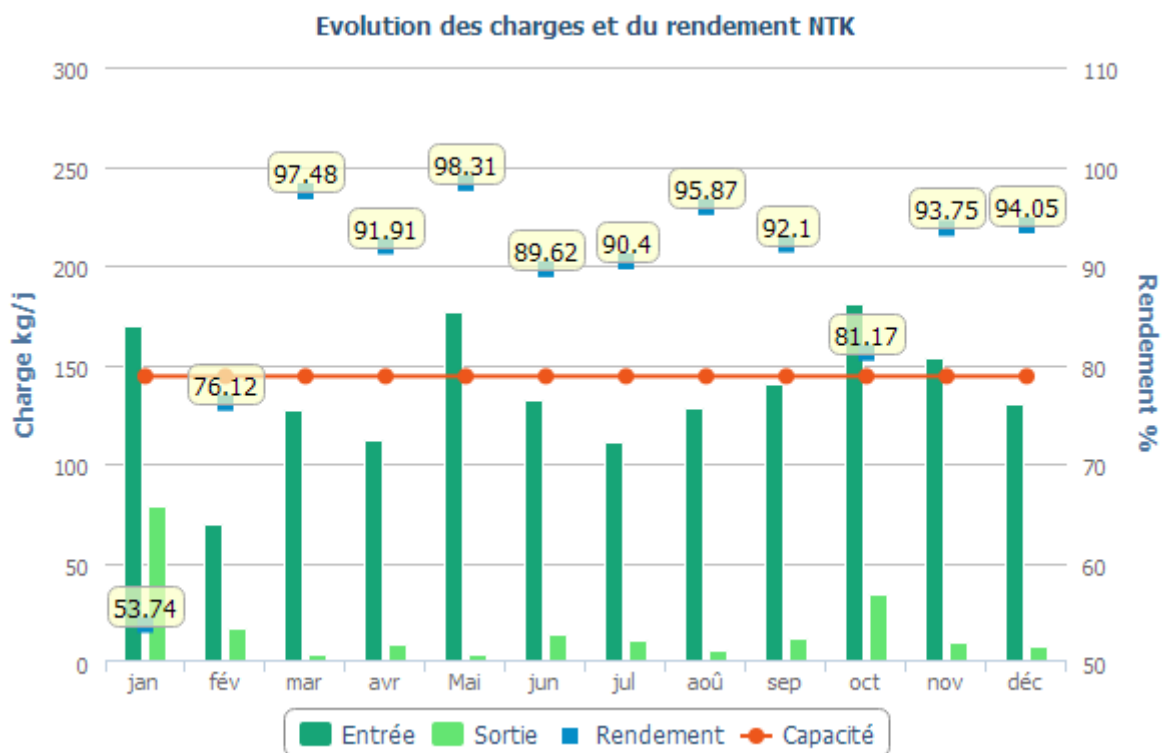
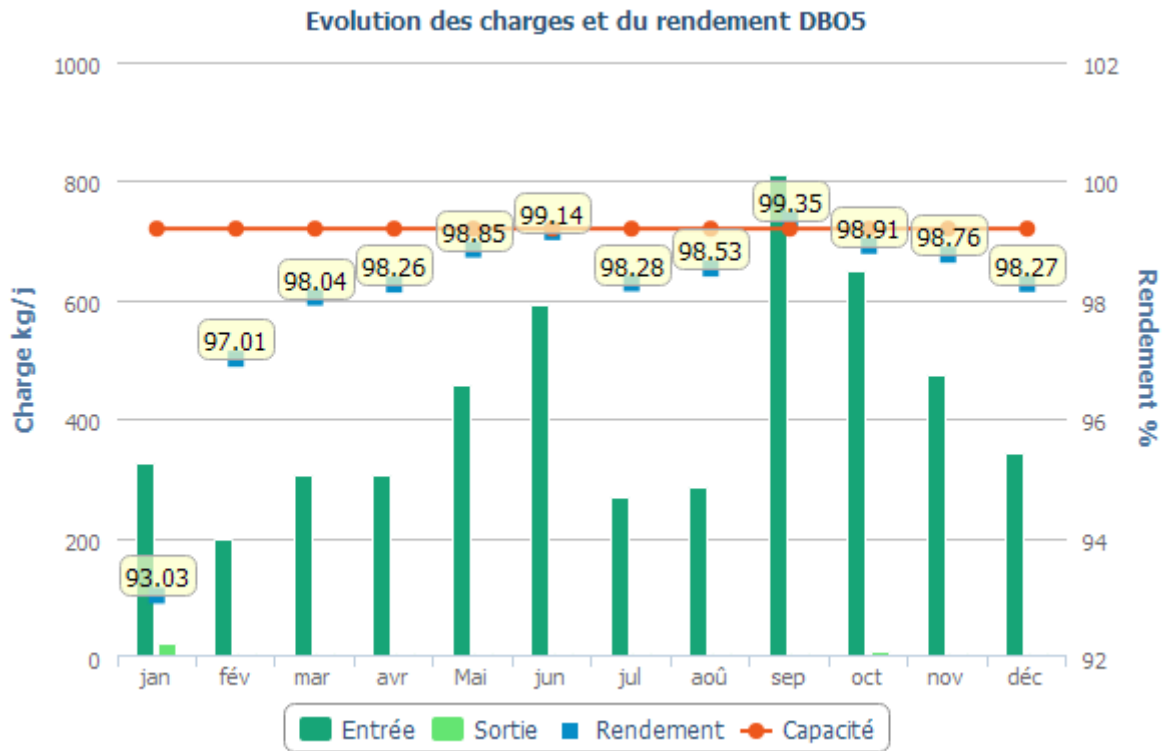
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	21,70	93,64	59,50	90,41	22,69	93,03	78,30	53,74			14,30	14,54
février	10,90	98,33	43,10	96,68	5,94	97,01	16,60	76,12			0,50	94,04
mars	13,00	96,14	42,40	94,40	6,00	98,04	3,20	97,48			2,50	76,71
avril	23,20	96,50	31,20	97,95	5,29	98,26	9,00	91,91			1,80	86,50
mai	6,10	98,87	43,30	96,94	5,25	98,85	3,00	98,31			0,70	95,69
juin	6,80	99,03	35,70	97,54	5,06	99,14	13,70	89,62			0,90	95,03
juillet	7,10	99,04	45,70	96,48	4,62	98,28	10,60	90,40			0,70	94,75
août	4,60	99,35	27,90	97,51	4,16	98,53	5,30	95,87			0,40	96,60
septembre	6,00	99,87	32,10	98,74	5,27	99,35	11,10	92,10			0,80	97,35
octobre	9,60	98,96	56,40	96,49	7,09	98,91	34,00	81,17			0,80	97,09
novembre	14,50	97,13	39,60	95,67	5,85	98,76	9,60	93,75			0,60	96,11
décembre	13,30	96,85	50,10	95,37	5,95	98,27	7,70	94,05			0,60	95,63

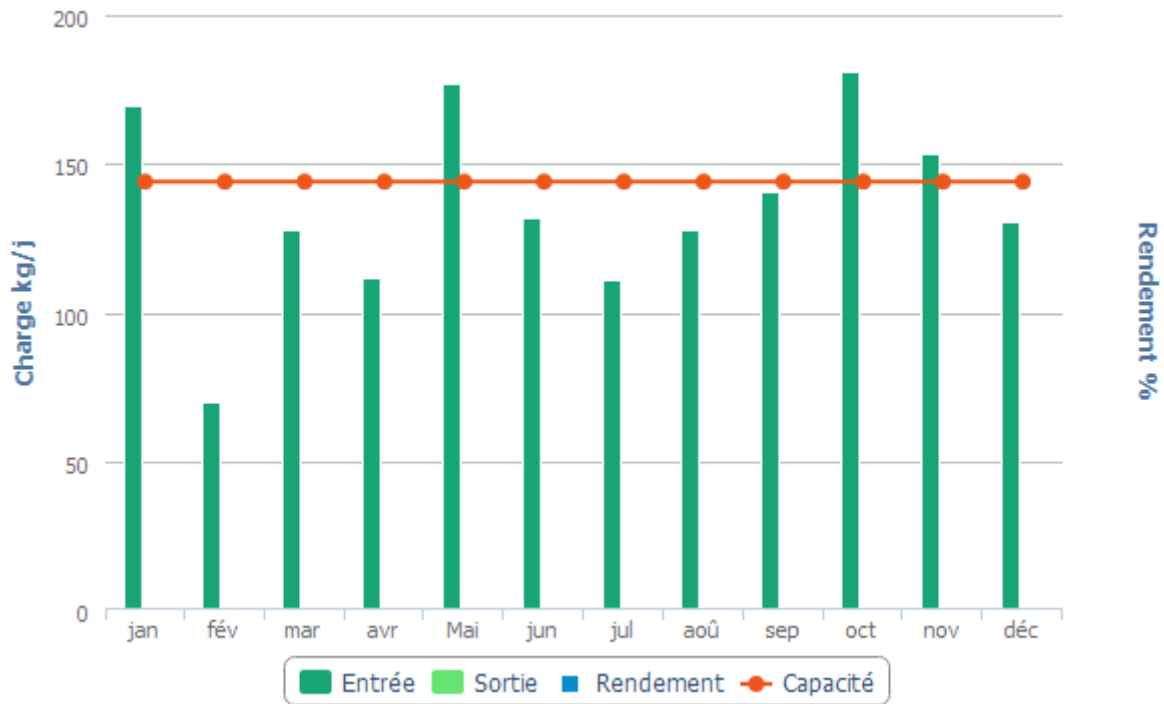


Evolution des charges et du rendement par paramètre

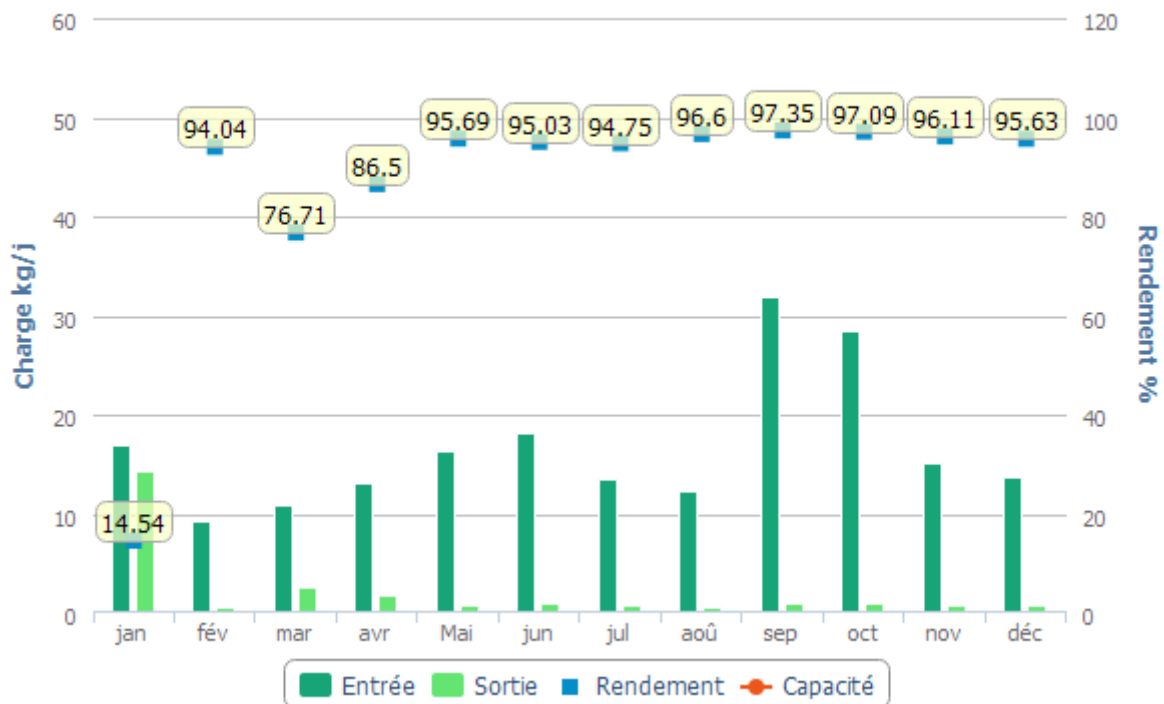




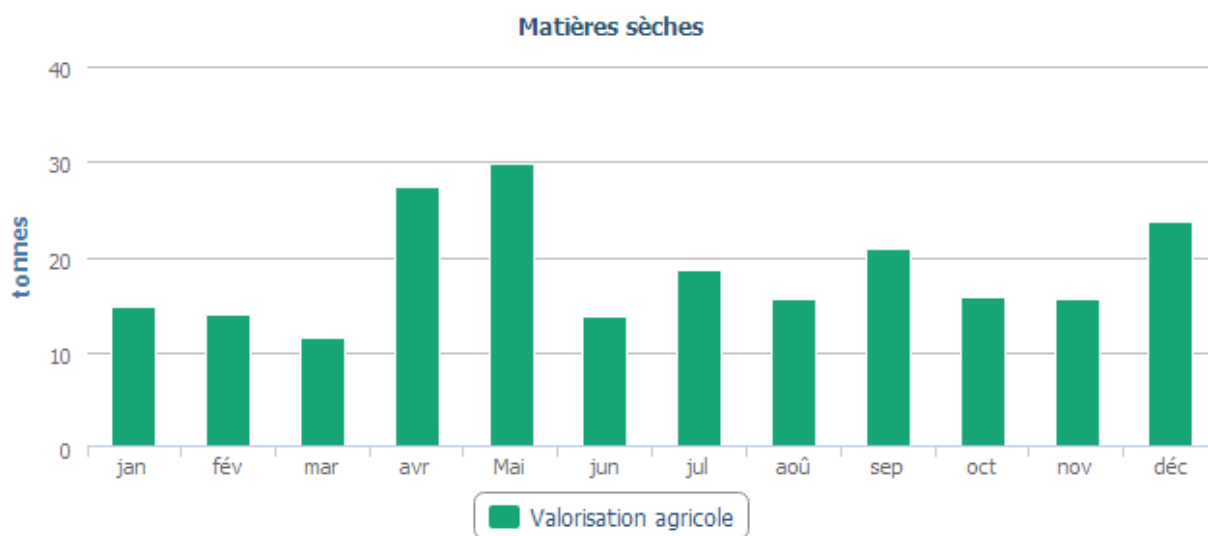
Evolution des charges et du rendement NGL



Evolution des charges et du rendement PT



Boues évacuées par mois

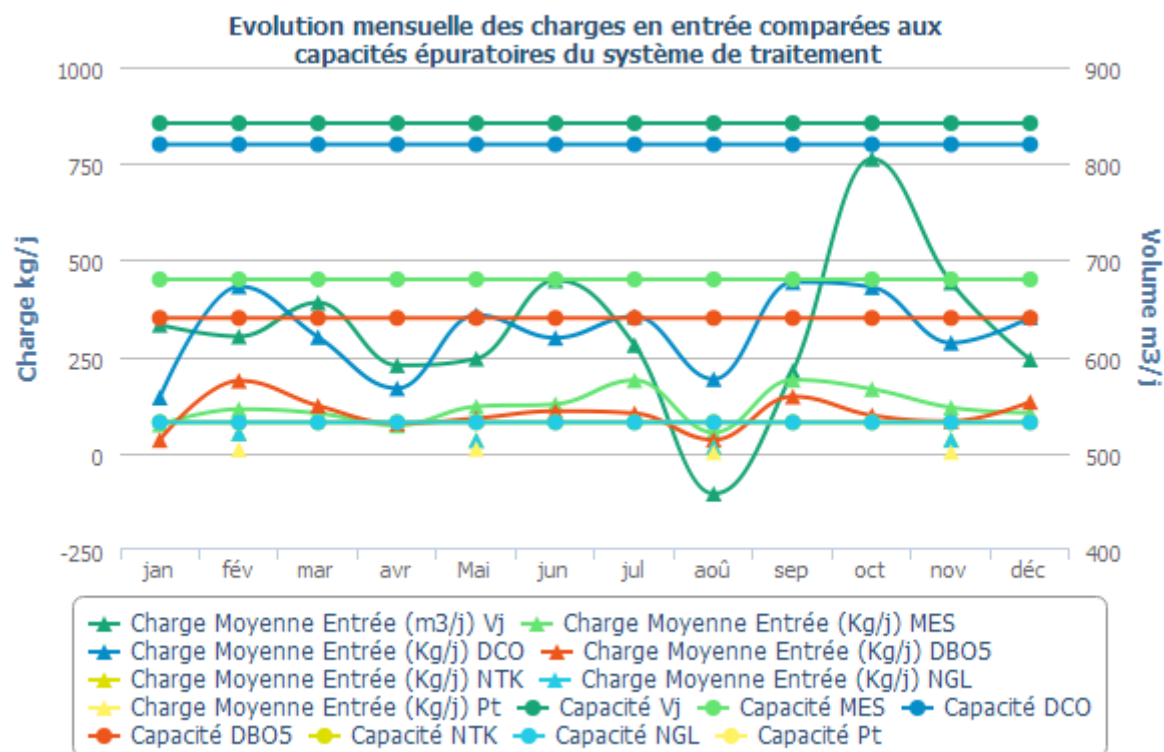


STATION EPURATION LE LOREAU

Bilans HCNF / Bilans :

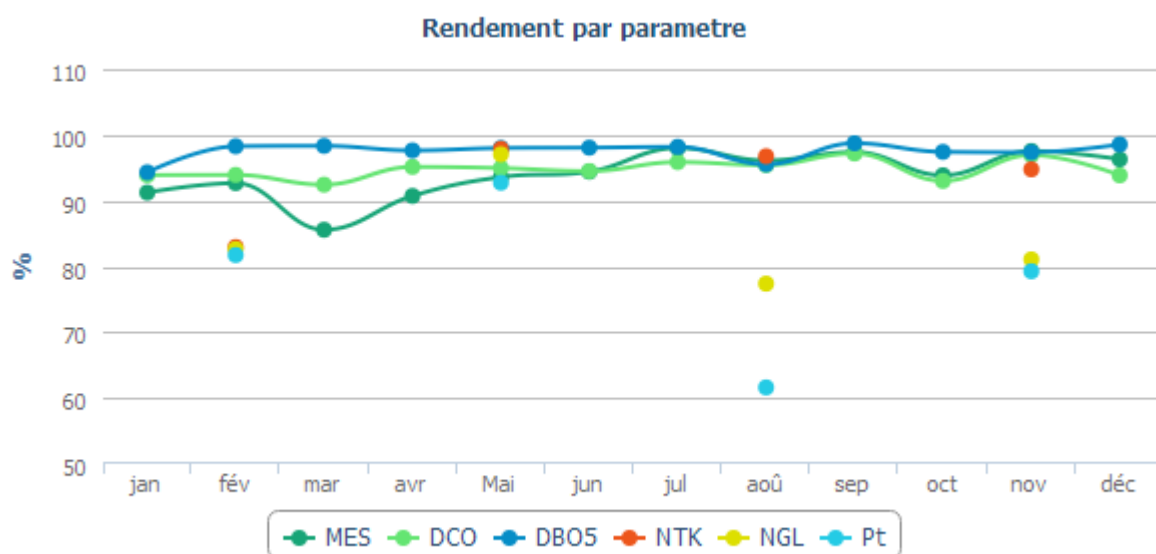
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	633	0 / 1	74	144	34	-	-	-
février	621	0 / 1	114	432	188	51,4	51,4	9,1
mars	656	0 / 1	103	301	123	-	-	-
avril	591	0 / 1	72	168	77	-	-	-
mai	598	0 / 1	121	358	90	33,9	33,9	11,5
juin	679	0 / 1	127	299	109	-	-	-
juillet	612	0 / 1	189	354	103	-	-	-
août	458	0 / 1	54	192	35	16,2	16,2	2,5
septembre	585	0 / 1	190	443	147	-	-	-
octobre	805	0 / 1	166	430	98	-	-	-
novembre	677	0 / 1	118	286	83	34,6	35,0	2,9
décembre	597	1 / 1	104	352	133	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

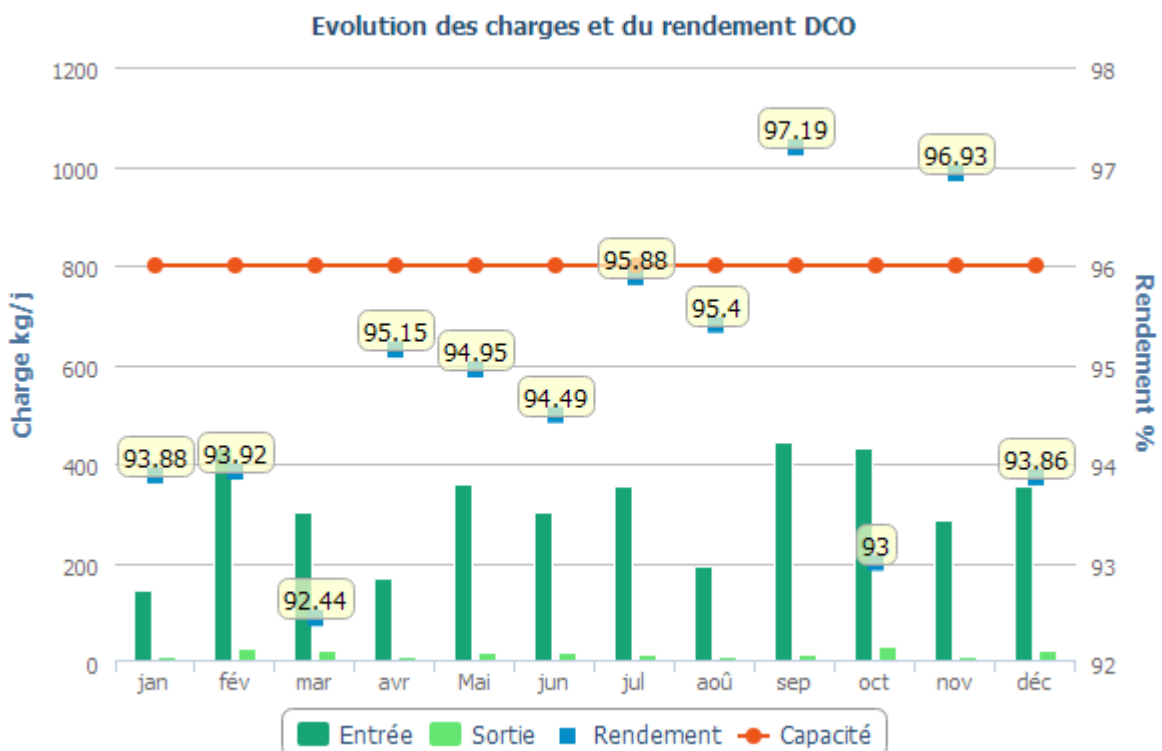
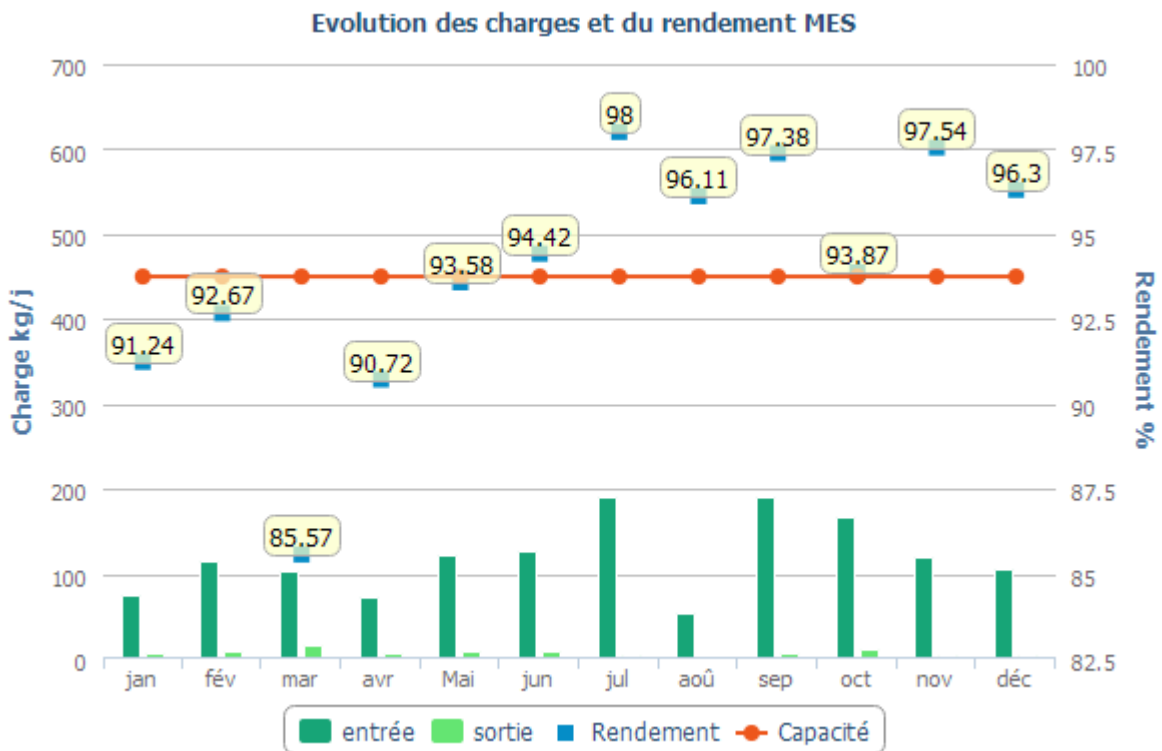


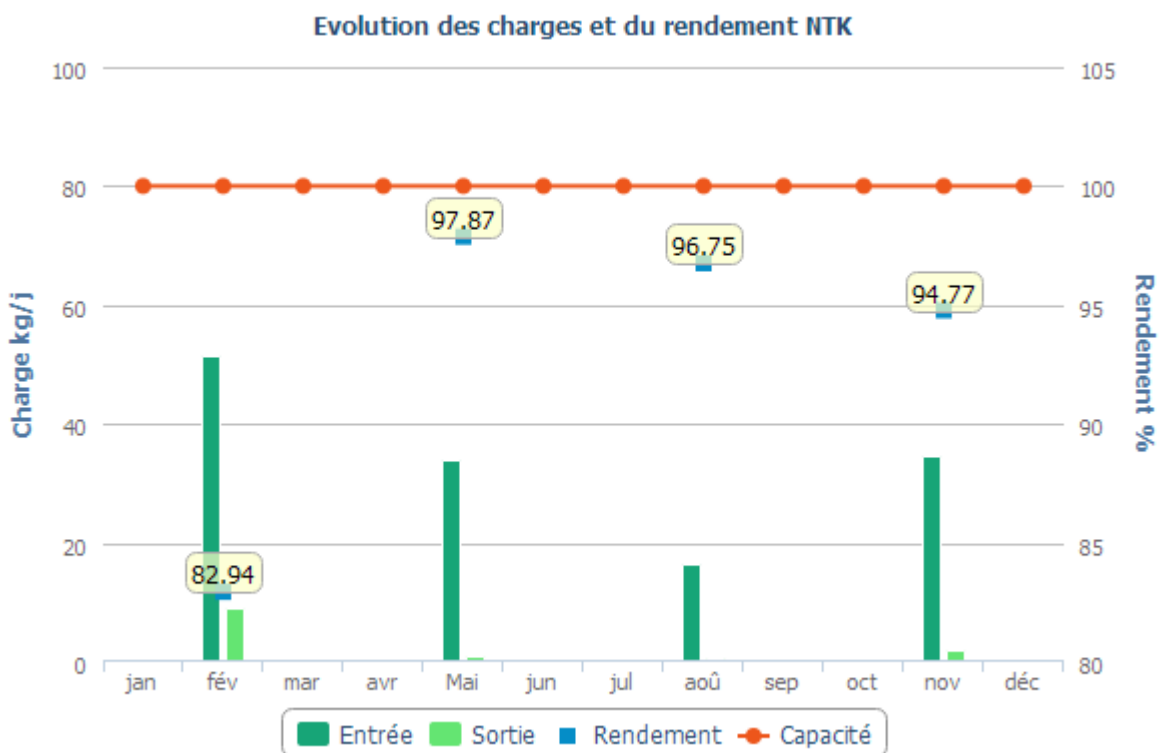
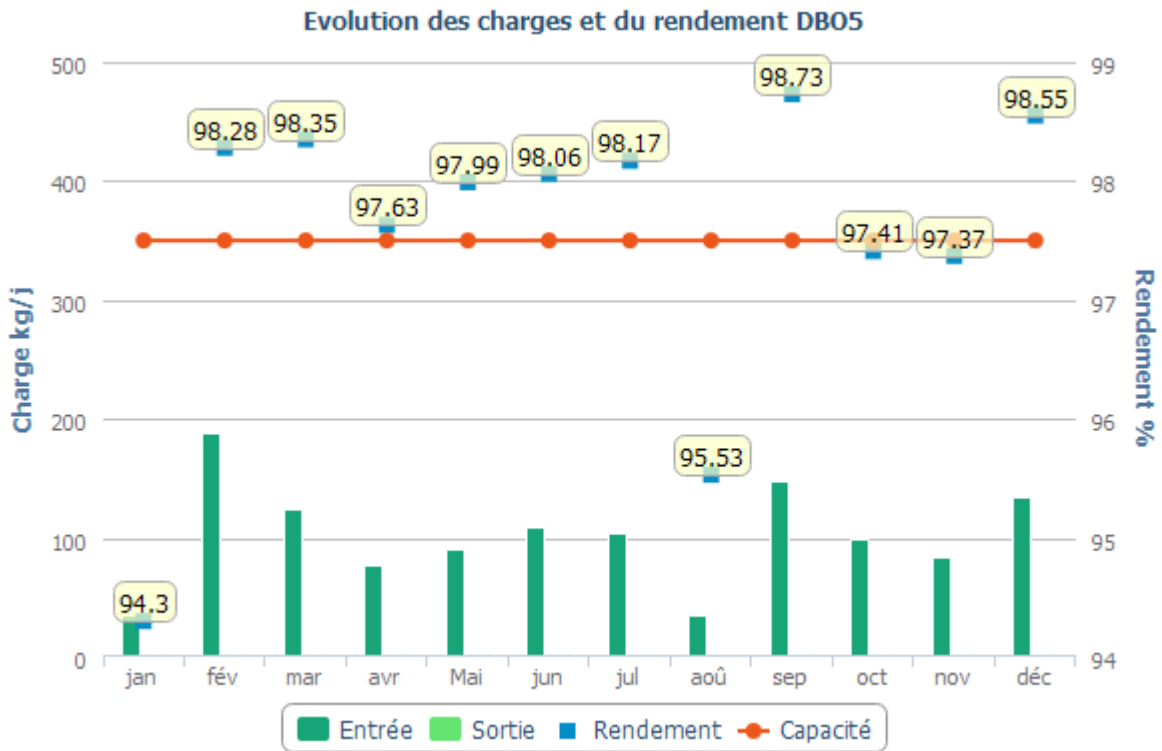
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	6,50	91,24	8,80	93,88	1,95	94,30						
février	8,40	92,67	26,30	93,92	3,22	98,28	8,80	82,94	8,90	82,66	1,70	81,74
mars	14,90	85,57	22,80	92,44	2,03	98,35						
avril	6,70	90,72	8,20	95,15	1,82	97,63						
mai	7,80	93,58	18,10	94,95	1,80	97,99	0,70	97,87	1,00	97,05	0,80	92,74
juin	7,10	94,42	16,50	94,49	2,12	98,06						
juillet	3,80	98,00	14,60	95,88	1,89	98,17						
août	2,10	96,11	8,80	95,40	1,58	95,53	0,50	96,75	3,70	77,38	1,00	61,60
septembre	5,00	97,38	12,50	97,19	1,87	98,73						
octobre	10,20	93,87	30,10	93,00	2,54	97,41						
novembre	2,90	97,54	8,80	96,93	2,17	97,37	1,80	94,77	6,60	81,08	0,60	79,28
décembre	3,90	96,30	21,60	93,86	1,93	98,55						

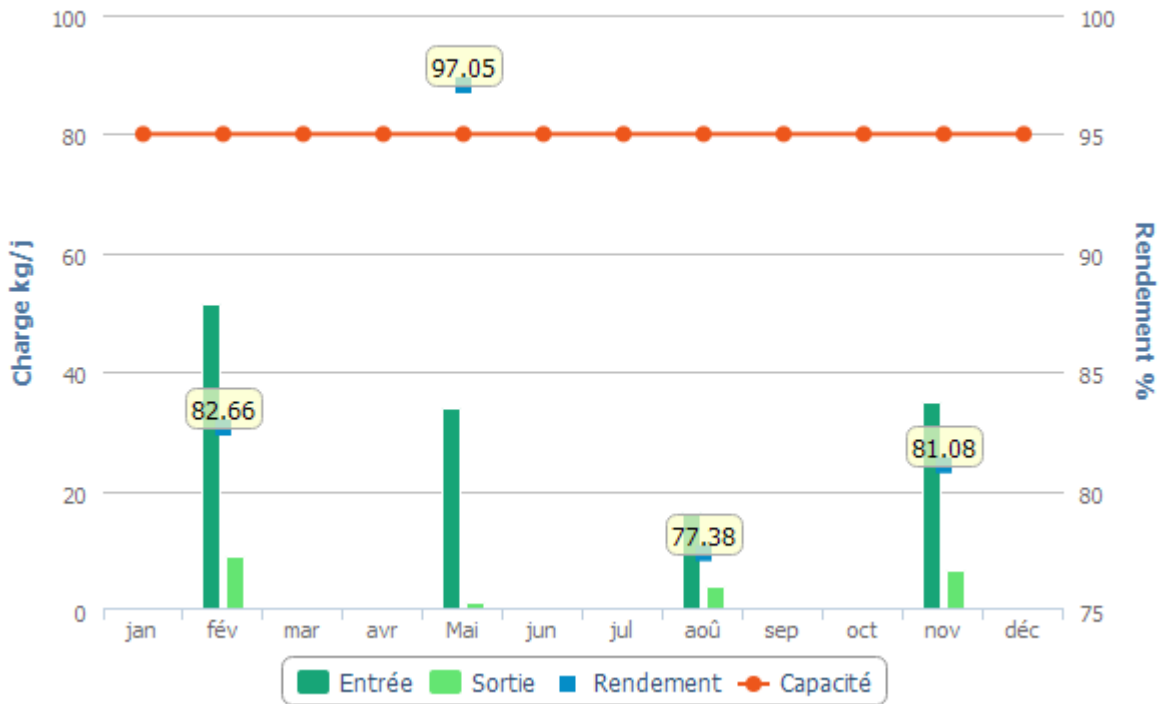


Evolution des charges et du rendement par paramètre

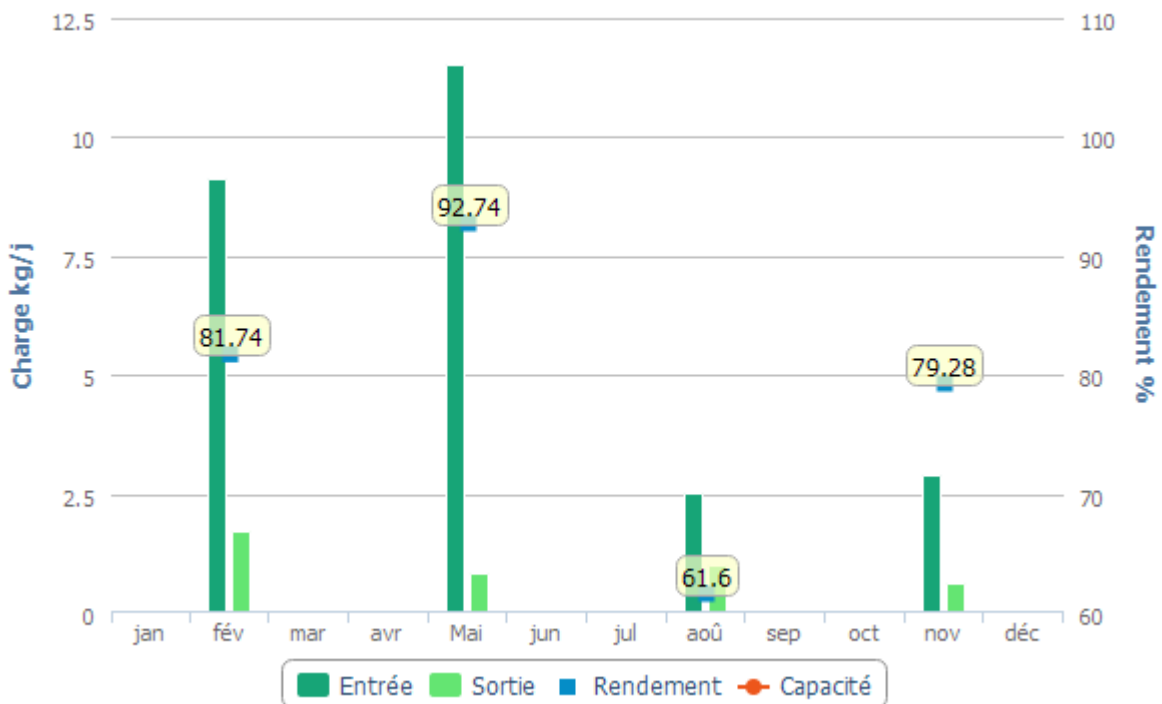




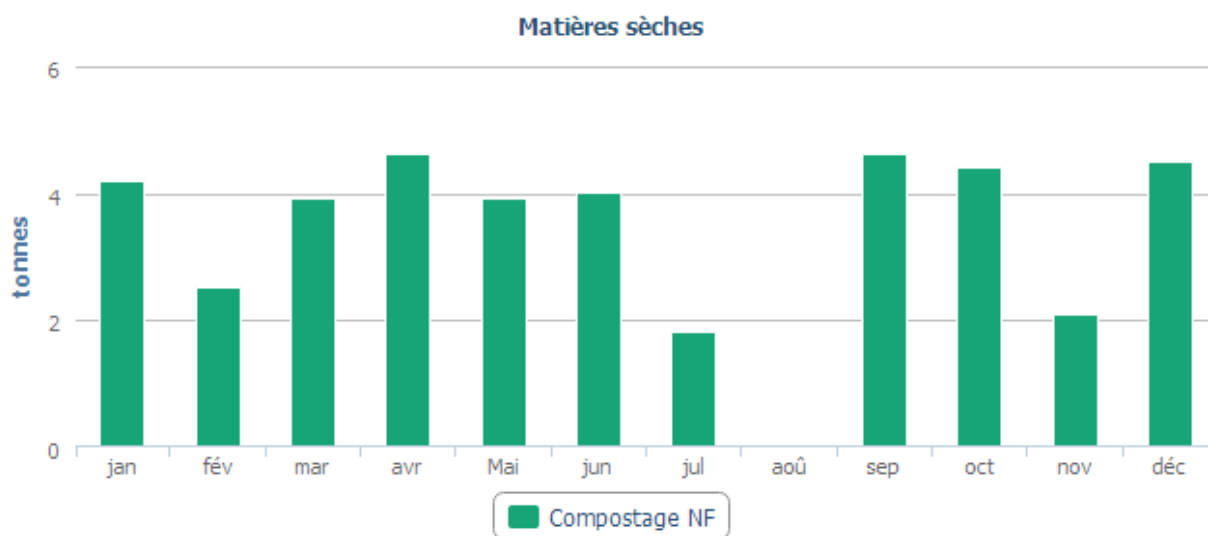
Evolution des charges et du rendement NGL



Evolution des charges et du rendement PT



Boues évacuées par mois



6.5 Le bilan énergétique du patrimoine

□ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
EPERNON STATION EPURATION						
Energie relevée consommée (kWh)	502 942	488 604	467 049	501 303	500 006	-0,3%
STATION EPURATION LE LOREAU						
Energie relevée consommée (kWh)	208 004	162 827	94 849	81 961	93 938	14,6%

L'augmentation de la consommation énergétique sur 2024 est due à l'obtention des données énergétiques pour le PR Saint Hilarion n°1 (RD906), absentes les données précédentes.

Poste de relèvement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
DROUE Planche Pierrette						
Energie relevée consommée (kWh)	-	1 092	920	856	1 161	35,6%
EMANCE Les Mousseaux						
Energie relevée consommée (kWh)	275	284	242	276	316	14,5%
EMANCE Les Peupliers						
Energie relevée consommée (kWh)	8 689	9 026	7 103	9 123	9 836	7,8%
EMANCE Montlieu						
Energie relevée consommée (kWh)	1 457	1 552	1 233	1 612	1 821	13,0%
EMANCE Sauvage						
Energie relevée consommée (kWh)	1 831	1 820	1 101	1 558	2 433	56,2%
EPERNON Crochet						
Energie relevée consommée (kWh)	11 570	11 538	8 917	10 601	13 720	29,4%
EPERNON Les Patisseaux						
Energie relevée consommée (kWh)	-	2 505	2 198	585	960	64,1%
RAIZEUX Le Muguet						
Energie relevée consommée (kWh)	10 385	11 070	8 773	10 459	14 584	39,4%
RAIZEUX Les Cours Vertes						
Energie relevée consommée (kWh)	859	589	646	385	474	23,1%
RAIZEUX Route de Gazeran						
Energie relevée consommée (kWh)	4 228	4 434	3 204	3 632	4 981	37,1%
SAINT HILARION RD 906						
Energie relevée consommée (kWh)	5 965	6 021	5 145	6 406	384	-94,0%
SAINT HILARION Route de Raizeux						
Energie relevée consommée (kWh)	1 833	1 757	5 019	1 602	1 923	20,0%

Poste de refoulement

	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
DROUE Mairie						
Energie relevée consommée (kWh)	-	10 873	8 601	9 676	12 694	31,2%
EMANCE Fontaine aux Graviers						
Energie relevée consommée (kWh)	2 702	2 459	1 538	1 993	2 933	47,2%
EMANCE Les Bochets						
Energie relevée consommée (kWh)	18 423	17 751	12 937	15 457	26 451	71,1%
EMANCE Petit Bel Air						
Energie relevée consommée (kWh)	158	128	112	113	271	139,8%
EPERNON Clos d'Houdreville						
Energie relevée consommée (kWh)	-	327	284	409	432	5,6%
EPERNON Le Lavoir						
Energie relevée consommée (kWh)	-	309	240	367	880	139,8%
EPERNON Rte Hanches-Houdreville						
Energie relevée consommée (kWh)	-	328	307	410	458	11,7%
EPERNON Savonniere						
Energie relevée consommée (kWh)	-	1 899	545	1 244	661	-46,9%
EPERNON Vieux Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)	-	967	791	1 244	1 571	26,3%
EPERNON 4 Filles						
Energie relevée consommée (kWh)	-	33 818	23 954	19 957	19 654	-1,5%
RAIZEUX Forage						
Energie relevée consommée (kWh)	657	1 267	1 140	1 155	1 389	20,3%
RAIZEUX Les Chaises						
Energie relevée consommée (kWh)	9 325	11 419	12 543	11 155	15 687	40,6%
RAIZEUX Moulin de Cady						
Energie relevée consommée (kWh)	7 999	8 686	6 867	7 488	11 003	46,9%
RAIZEUX Route de Boulard						
Energie relevée consommée (kWh)	732	805	661	1 271	1 019	-19,8%
SAINT HILARION Moulin D'ameil						
Energie relevée consommée (kWh)	589	428	458	548	774	41,2%
SAINT HILARION PR n°1						
Energie relevée consommée (kWh)	-	-	-	-	8 196	-
SAINT HILARION Sery						
Energie relevée consommée (kWh)	-	1 006	824	912	1 017	11,5%

6.6 Liste d'interventions

6.6.1 L'exploitation du patrimoine

Contrôles de conformité des branchements

Commune	Adresse	Date	Conformité
DROUE SUR DROUETTE	RUE DE CHALEINE	09/07/2024	Maison particulière - Conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DU MOUSSEAU	09/10/2024	Maison particulière - Conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DE SAINT FIRMIN	10/10/2024	Maison particulière - Conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DE SERY	15/01/2024	Maison particulière - Conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DE SAINT FIRMIN	24/01/2024	Maison particulière - Non conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DE LA GARE	29/08/2024	Maison particulière - Conforme
DROUE SUR DROUETTE	RUE DU MOULIN DE LOUVET	30/01/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU PETIT BEL AIR	01/07/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU VILLAGE	02/12/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU PETIT BEL AIR	04/04/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE LA FONTAINE AUX GRAVIERS	05/11/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU VILLAGE	09/01/2025	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE MOREAU VOISIN	09/01/2025	Maison particulière - Conforme
EMANCE	CHEMIN DE LA PLAINE	11/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EMANCE	RUE DU VILLAGE	12/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE CHALEINE	12/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE RAMBOUILLET	14/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU VILLAGE	15/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	CHEMIN DE LA PLAINE	15/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU VILLAGE	15/04/2024	Maison particulière - Non conforme
EMANCE	RUE DE SAUVAGE	17/10/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE SAUVAGE	18/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU PETIT BEL AIR	19/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EMANCE	CHEMIN DE LA PLAINE	19/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU PETIT BEL AIR	19/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EMANCE	CHEMIN DE LA PLAINE	20/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE RAMBOUILLET	20/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	CHEMIN DES BOEUFS	20/12/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DES BOCHETS	22/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE SAUVAGE	22/04/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE GAZERAN	23/04/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	CHEMIN DE LA PLAINE	25/03/2024	Maison particulière - Conforme

Commune	Adresse	Date	Conformité
EMANCE	CHEMIN DES PEUPLIERS	25/04/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DU PETIT BEL AIR	28/02/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE D EPERNON	29/02/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	RUE DE CHARLEMAGNE	29/03/2024	Maison particulière - Conforme
EMANCE	CHEMIN DES PEUPLIERS	29/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EMANCE	RUE DE LA FONTAINE AUX GRAVIERS	29/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE NOUVELLE DU SYCOMORE	01/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	01/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	01/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	02/02/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	02/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	02/09/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	02/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE ALFRED MANCEAU	02/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE AUX JUIFS	02/12/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	03/04/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	04/11/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE LOUIS PASTEUR	04/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	05/04/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	05/04/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DE SAVONNIERE	05/09/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA BILLARDIERE	05/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	05/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GROS PAVE	06/01/2025	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA BILLARDIERE	06/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE LOUIS PASTEUR	06/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	ROUTE DE BOULARD	06/12/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU CHATEAU	06/12/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	07/10/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU 4 OCTOBRE 1870	07/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	07/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	CHEMIN DE LA TOUR NEUVE	07/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GROS PAVE	07/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	08/01/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	08/01/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	08/04/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	08/04/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	CHEMIN DES VIGNES	08/07/2024	Maison particulière - Conforme

Commune	Adresse	Date	Conformité
EPERNON	RUE LOUIS PASTEUR	08/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA BILLARDIERE	08/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA MADELEINE	09/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA MADELEINE	09/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DE LA MADELEINE	09/02/2024	Activité Commerciale - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	10/01/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	10/01/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	10/01/2025	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	11/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA MADELEINE	11/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE ALFRED MANCEAU	12/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE SAINT DENIS	12/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	13/01/2025	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE AUX JUIFS	13/01/2025	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	13/02/2024	Local - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	14/01/2025	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	14/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	AVENUE DE L EUROPE	14/11/2024	Autre - Conforme
EPERNON	RUE NORMANDE	15/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	15/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GENERAL LECLERC	15/11/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	16/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE CADY	17/09/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	17/10/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE PAUL PAINLEVE	17/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	17/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE SAVONNIERE	17/12/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	18/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT JEAN	18/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	18/04/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	18/11/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	19/01/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE NORMANDE	19/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	19/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	ROUTE DE BOULARD	19/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	20/02/2024	Local - Conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	20/02/2024	Autre - Conforme
EPERNON	RUE DU GENERAL LECLERC	20/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	20/12/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	20/12/2024	Maison particulière - Conforme

Commune	Adresse	Date	Conformité
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	21/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE NORMANDE	21/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE SAVONNIERE	21/11/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	22/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	22/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	22/03/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE AUX JUIFS	22/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA MADELEINE	22/11/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	23/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE NORMANDE	23/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT JEAN	23/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	23/04/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU CHATEAU	23/07/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DE L AVENIR	24/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	24/04/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GENERAL LECLERC	24/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	25/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA BILLARDIERE	25/11/2024	Autre - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	26/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT JEAN	26/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	26/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	27/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU PRIEURE SAINT THOMAS	27/02/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	27/02/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE PEJU	27/08/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	28/03/2024	Activité Commerciale - Conforme
EPERNON	RUE DE LA REGRATTERIE	29/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE SAINT PIERRE	29/03/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	ROUTE DE BOULARD	29/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	29/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE ALFRED MANCEAU	29/10/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	30/01/2024	Appartement - Non conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	30/01/2024	Appartement - Non conforme
EPERNON	RUE DU SYCOMORE	30/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	30/01/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	30/07/2024	Local - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	30/09/2024	Appartement - Conforme
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	31/01/2024	Maison particulière - Conforme

Commune	Adresse	Date	Conformité
EPERNON	RUE DU GRAND PONT	31/01/2024	Maison particulière - Non conforme
EPERNON	RUE DU GROS PAVE	31/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	31/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE LOUIS PASTEUR	31/10/2024	Maison particulière - Conforme
EPERNON	RUE DE LA GARENNE AU MOINE	31/10/2024	Maison particulière - Conforme
HANCHES	RUE DE LA PRAIRIE	21/11/2024	Maison particulière - Conforme
HANCHES	RUE DU PATY	29/10/2024	Maison particulière - Conforme
HANCHES	RUE DU PATY	29/11/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DE BOULARD	03/10/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DES VALLIERES	05/11/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DE BOULARD	09/07/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DU MUGUET	12/01/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	CHEMIN DE LA FOSSE MORIN	13/01/2025	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	CHEMIN DES SANSONS	15/11/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DU TILLEUL	17/10/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DU MUGUET	23/12/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	CHEMIN DES SANSONS	26/08/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	ROUTE DU MUGUET	26/08/2024	Maison particulière - Conforme
RAIZEUX	CHEMIN DE LA GARENNE	29/07/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DU PARC AUX LAPINS	02/12/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAMBOUILLET	03/12/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	RUE DU MOULIN D AMEIL	08/01/2025	Maison particulière - Non conforme
SAINT HILARION	RUE DU FLEAU	10/09/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	RUE DU FLEAU	13/01/2025	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DU PARC AUX LAPINS	15/11/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAIZEUX	17/10/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	RUE DU BOIS BILLARD	17/12/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAMBOUILLET	17/12/2024	Appartement - Conforme
SAINT HILARION	RUE DU BOIS BILLARD	18/11/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	RUE DE LA ROCHE TOURNANTE	19/04/2024	Maison particulière - Non conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAMBOUILLET	22/11/2024	Appartement - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE D EMANCE	23/12/2024	Maison particulière - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAMBOUILLET	25/11/2024	Appartement - Conforme
SAINT HILARION	ROUTE DE RAMBOUILLET	26/08/2024	Maison particulière - Conforme

6.6.2 L'efficacité de la collecte

La surveillance du réseau de collecte

Le tableau ci-dessous présente le détail des inspections télévisées réalisées au cours de l'exercice :

Commune	Date	Rue	Linéaire inspecté - Diamètre	Type - commentaire
EPERNON	25/03/2024	Rue de savonnière	219 - Ø 200	EU - Programme 2024
DROUE SUR DROUETTE	26/03/2024	Rue Planche Pierrette	314 - Ø 200	EU - Programme 2024
RAIZEUX	26/03/2024	Chemin des arbres aux gué	319 - Ø 200	EU - Programme 2024
RAIZEUX	27/03/2024	Chemin des sapins	126 - Ø 200	EU - Programme 2024
RAIZEUX	28/03/2024	Chemin de la vallée	129 - Ø 200	EU - Programme 2024
RAIZEUX	02/04/2024	Route des chaises/rte du Tilleul/Impasse du Tilleul	1014 - Ø 200	EU - Programme 2024
ST HILARION	03/04/2024	Route de Rambouillet CD906	296 - Ø 200	EU - Programme 2024
ST HILARION	04/04/2024	Route de Rambouillet CD906	529 - Ø 200	EU - Programme 2024
ST HILARION	22/03/2024	Place de l'église	68 - Ø 200	EU - Programme 2024
ST HILARION	22/03/2024	Impasse de l'étang	75,6 - Ø 200	EU - Programme 2024
RAIZEUX	26/07/2024	Route du Muguet	93 - Ø 200	EU - Hors Programme 2024
DROUE SUR DROUETTE	16/10/2024	Rue de Chaleine	760 - Ø 200	EU - Programme 2024

- **Les campagnes de curage de canalisations**

Commune	Date	Rue	Linéaire curé - Diamètre	Type - commentaire
DROUE SUR DROUETTE	18/04/2024	Rue des Marmouzets	420 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
DROUE SUR DROUETTE	19/04/2024	Rue des Marmouzets	200 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
DROUE SUR DROUETTE	14/05/2024	Chemin des près du R1225 vers poste de relevage du Moulin Louvet	450 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
DROUE SUR DROUETTE	15/05/2024	Chemin des près du R1225 vers poste de relevage du Moulin Louvet	540 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EMANCE	16/05/2024	Chemin des peupliers	300 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EMANCE	16/05/2024	Rue des hauts Martin du R 201 vers intersection	100 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EMANCE	17/05/2024	Chemin des peupliers	480 ml - EU / Ø 200	Programme 2024 + Acheminement des sables vers ECOPUR le 12/11/2024
EPERNON	02/01/2024	Rue Alfred Manceau	60 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	03/01/2024	Rue de savonnière au niveau du clos fleurie	50 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	03/04/2024	Résidence Sénior	470 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	08/04/2024	Boulevard Chasles	240 ml - EU / Ø 200	Programme 2024

Commune	Date	Rue	Linéaire curé - Diamètre	Type - commentaire
EPERNON	09/04/2024	Rue Alfred Manceau	585 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	10/04/2024	Chemin des près	280 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	11/04/2024	Chemin des pres	80 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	11/04/2024	Rue de la Madeleine	110 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	11/04/2024	Rue Péju	70 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	12/04/2024	Rue Péju	100 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	12/04/2024	Rue des Grands ponts	200 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	12/04/2024	Rue Saint Denis	80 ml - EU / Ø 200	Programme 2024 + nettoyage d'un fossé face au branchement de Mr Berry
EPERNON	15/04/2024	Rue des Grands Ponts	80 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	15/04/2024	Rue Saint Denis	280 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	16/04/2024	Rue Saint Denis	415 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	25/04/2024	Rue de savonnière	200 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
EPERNON	23/07/2024	Rue de l'Avenir	300 ml - EP / Ø 400	Programme 2024
EPERNON	24/07/2024	Rue de l'Avenir	50 ml - EP / Ø 400	Programme 2024
EPERNON	24/07/2024	Rue de la garenne aux moines	155 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	25/07/2024	Rue de la garenne aux moines du R 1120,1315,1285 vers R 1010	365 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	26/07/2024	Rue de la garenne aux moines du R 1120,1315,1285 vers R 1010 + R1000 vers R 865	140 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	26/07/2024	Rue du Prieuré Saint Thomas	80 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	29/07/2024	Route de Gallardon du R 860 vers R 955	180 ml - EP / Ø 500	Programme 2024
EPERNON	29/07/2024	Rue de la garenne aux moines du R 1000 vers R 865 rue du Prieuré St Thomas	140 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	29/07/2024	Rue de la Billardièrè du R 610 vers R 1015 Rue de la Garènne aux moines	80 ml - EP / Ø 400	Programme 2024
EPERNON	30/07/2024	Impasse Charles Peguy	15 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	30/07/2024	Rue Louis Pasteur	120 ml - EP / Ø 300	Programme 2024
EPERNON	30/07/2024	Rue de la Gare	250 ml - EP / Ø 200/300	Programme 2024
EPERNON	03/09/2024	Chemin des vignes	80 ml - EP / Ø 500	Programme 2024 + acheminement des sables vers ECOPUR le 06/12/2024
HANCHES LE PATY	17/04/2024	Rue de la prairie	110 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	19/04/2024	Rue des Berchères	195 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	19/04/2024	Route de Gallardon	40 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	22/04/2024	Rue du bois de Boulogne du R1865 vers R2085 rue du Paty	70 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	22/04/2024	Rue des Berchères	40 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	23/04/2024	Rue de la Prairie	150 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	24/04/2024	Rue de la prairie	170 ml - EU / Ø 200	Programme 2024

Commune	Date	Rue	Linéaire curé - Diamètre	Type - commentaire
HANCHES LE PATY	24/04/2024	Rue de la prairie du R2670 vers R1805	80 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	24/04/2024	Rue des berchères	100 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	25/04/2024	Rue du Paty	200 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	26/04/2024	Rue du Paty du R 2065 vers R 2085	135 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	26/04/2024	Rue du Paty du R 2090 vers R 2085	100 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	26/04/2024	Rue du Paty du R 15	80 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	13/05/2024	Rue du Paty	245 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
HANCHES LE PATY	13/05/2024	Rue du Petit du R 2320 vers R 2325 situé chemin de la fosse rivière	125 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
RAIZEUX	04/04/2024	Chemin des samsons du R 156 vers R126	370 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
RAIZEUX	04/04/2024	Route de Boulard	100 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
RAIZEUX	05/04/2024	Route de Boulard	400 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
RAIZEUX	05/04/2024	Chemin des samsons	170 ml - EU / Ø 200	Programme 2024
RAIZEUX	08/04/2024	Rue de Cady du R088 vers poste de relevage	70 ml - EU / Ø 200	Programme 2024

La désobstruction des réseaux et des ouvrages

Interventions curatives	2020	2021	2022	2023	2024	N/N-1
Nb de désobstructions sur réseau	9	7	10	20	8	-60,0%
Nb de désobstructions sur branchements	4	5	6	4	3	-25,0%
Nb de désobstructions sur canalisations	5	2	4	2	5	150,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (m)	292	110	46	80	685	756,3%
Nombre de débordements d'effluents dans les locaux des usagers	0	0	0	0	0	0%
Nombre de "points noirs" sur le réseau	13	13	13	13	13	0,0%

● Désobstruction de branchements

Commune	Date	Voie	Observations
EPERNON	20/02/2024	RUE SAINT PIERRE	Désobstruction du branchement EU obturé par des lingettes et graisse
HANCHES LE PATY	08/01/2024	ROUTE DU PATY	Désobstruction du branchement EU obturé par des morceaux de béton provenant de la plaque de recouvrement du regard de façade EU
HANCHES LE PATY	12/02/2024	CHEMIN DERRIERE HYPER U	Désobstruction du branchement EU obturé par des lingettes et graisse

- **Désobstruction de canalisations**

Commune	Date	Voie	Type d'effluent	Observations
DROUE SUR DROUETTE	15/04/2024	RUE DES MARMOUZETS	50 ml - EU / Ø 200	Désobstruction du réseau EU + écoulement vérifié
HANCHES LE PATY	29/05/2024	CHEMIN DU LOREAU LE LONG DE HYPER U	250 ml - EU / Ø 250	Pompage et nettoyage du sol au niveau du regard de façade d'Hyper U suite au branchement obturé
HANCHES LE PATY	30/05/2024	CHEMIN DU LOREAU LE LONG DE HYPER U	380 ml - EU / Ø 250	
RAIZEUX	11/04/2024	CHEMIN DE LA GOULTIERE	1	Nettoyage d'un tampon EU + chute accompagnée avant travaux
ST HILARION	08/11/2024	RÉSEAU AU NIVEAU DU PR CD906 SENTE	4 ml - EU / Ø 200	Présence de racines

6.7 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2024 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone - CEO au sein de la Région Ile de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 57 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone - CEO a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 2 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
 - d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022, 5,35% pour l'année 2023 et 5,30% pour les investissements réalisés en 2024.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2024 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2024 au titre de l'exercice 2023.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2024 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1992.*

6.8 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat

Certificate

N° 2015/69288.12

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse
21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-11

Jusqu'au
until

2027-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code
pour vérifier la validité
du certificat

Sur ce certificat électronique, vous devez vous assurer que l'adresse électronique de destination est la bonne.
On this electronic certificate, you should ensure that the destination email address is correct.
L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification.
The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s).
AFNOR Certification est une marque déposée de AFNOR Certification. AFNOR Certification est une marque déposée de AFNOR Certification.
AFNOR Certification est une marque déposée de AFNOR Certification. AFNOR Certification est une marque déposée de AFNOR Certification.



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur <https://afnor.org>, fait foi en tant que tel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at <https://afnor.org>, alone is evidence that the company is certified. Accreditation: COFRAC n° 45551. Certification des Systèmes de Management. Petite disponibilité sur <https://afnor.org>.
COFRAC accreditation n° 45551. Management Systems Certification. Small availability on <https://afnor.org>.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. ©2011 AFNOR 04/07/2022

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.11

Page 1 / 9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) | List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2024-11-10

Jusqu'au
Until

2027-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org, attests in real time that the company is certified. Accreditation: CERTIFCO, A 0001, Certification des systèmes de Management. Infos disponibles sur www.afnor.org.
Certificat accréditation n° 4 0001, Management System Certification. Infos disponibles sur www.afnor.org.
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. ©2015 AFNOR. 01/2024

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2024

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Données essentielles à publier

Deux arrêtés publiés le 22 mars 2024 ont modifié ceux du 22 décembre 2022 relatifs respectivement aux données essentielles des marchés publics et aux données essentielles des contrats de concession. Ils ont pour objet d'étendre le régime de déclaration des données essentielles aux actes d'exécution, pris après le 1er janvier 2024, relatifs aux marchés publics notifiés et aux contrats de concession conclus avant cette date.

Dans leur version antérieure, les arrêtés du 22 décembre 2022 ne soumettaient pas au nouveau régime des données essentielles les actes d'exécutions relatifs aux contrats de la commande publique notifiés ou conclus après le 1er janvier 2024. Dès lors, ces actes d'exécution restaient soumis au régime fixé par le précédent arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique, posant par là même des difficultés pratiques et techniques.

Afin de remédier à ces difficultés, les arrêtés du 18 mars 2024 précisent que les données essentielles relatives aux actes spéciaux de sous-traitance, aux actes de sous-traitance modificatifs et aux modifications (pour les marchés publics), et aux modifications et aux données d'exécution (pour les contrats de concession) des contrats de la commande publique notifiés ou conclus avant le 1^{er} janvier 2024 doivent être transmises et publiées dans les conditions fixées par les arrêtés du 22 décembre 2022 susmentionnés. Ces modifications entreront en vigueur le 1er mai.

- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404396A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics
- Arrêté du 18 mars 2024 ECOM2404387A modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

Seuil de dispense de publicité et mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 € HT

Cette exception pour les marchés de travaux de moins de 100 000 €, instaurée par un décret en date du 28 décembre 2022, devait prendre fin au 31 décembre 2024. Le décret n°2024-1217 du 28 décembre 2024 proroge cette exception jusqu'au 31 décembre 2025.

Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 € HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots.

Toutefois, les acheteurs bénéficiant de cette exception ont toujours l'obligation de veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.

Simplification du droit de la commande publique

Le décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024, publié au Journal officiel du 31 décembre 2024, apporte des modifications au code de la commande publique afin notamment de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique et d'assouplir les règles d'exécution financière des marchés publics, notamment :

- Les conditions de constitution et de modification de la composition de groupement dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue sont précisées (2142-3 du CCP) et rendues possibles sous réserve de :
 - de disposer des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;
 - de ne pas porter atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.
- Il relève de 10 % à 20 % (3114-5 du CCP) la part minimale que le titulaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans dans le cadre des marchés globaux, des marchés de partenariat et des contrats de concession. Il abaisse de 5 % à 3 % le montant maximum de la retenue de garantie pour les marchés publics conclus par certains acheteurs avec une petite ou moyenne entreprise (2191-33 du CCP). Enfin, il intègre les mesures réglementaires d'application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte s'agissant de la possibilité pour une entité adjudicatrice de rejeter une offre contenant des produits provenant de certains pays tiers à l'Union européenne).

Services publics locaux

Modifications de principales instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales au 1er janvier 2025

Les instructions budgétaires et comptables M4 et M57 ont été modifiées à compter du 1er janvier 2025 en particulier pour tenir compte de la réforme des redevances des Agences de l'eau par un arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux et arrêté du 20 décembre 2024 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs. Les modifications portent en particulier sur la création de nouveaux comptes de redevances eau et assainissement

Etablissement des budgets verts locaux

Conformément à l'article 191 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023, les collectivités doivent présenter un état annexé au compte administratif ou au compte financier unique intitulé "Impact du budget pour la transition écologique" pour les budgets principaux et les budgets annexes soumis aux instructions budgétaire et comptables M57 et M4 pour les collectivités et leurs groupements de plus de 3 500 habitants. Le décret du 16 juillet 2024 pris en application de l'article 191 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 précise les modalités de mise en œuvre de cette obligation.

Ainsi, à partir de l'exercice 2024 la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour certaines dépenses comme par exemple les réseaux de voirie, installations de voirie. Dès l'exercice 2025, la contribution aux objectifs de transition écologique doit être présentée pour toutes les dépenses réelles d'investissement (sauf annuités d'emprunt à l'exception de celles liées à la part investissements des marchés de partenariat).

Les objectifs de transition écologique correspondent aux 6 axes suivants : atténuation du changement climatique ; adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ; gestion des ressources

en eau ; transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ; prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ; préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme structurante a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Elle est effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Plusieurs textes d'application ont été publiés en 2024 pour préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement portant sur la performance des services.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration) et l'efficacité du système d'assainissement (selon la performance épuratoire, la bonne destination des boues, ...).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obère toute possibilité de modulation de cette redevance.

Les services, en tant qu'autorité organisatrice peuvent dès l'année 2025, et après délibération en 2024, reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur. Pour l'année 2025, cette contre-valeur correspond au taux fixé par l'agence de l'eau multiplié par le coefficient de modulation par défaut de l'année 2025 (0,2 pour l'eau, 0,3 pour l'assainissement).

Les modulations sur performance indiquées plus haut deviendront pleinement effectives en 2026, sur la base des performances constatées au terme de l'année 2024.

Le décret 2024-787 du 9 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) portant modifications des dispositions relatives aux redevances des agences de l'eau précise les dispositions essentielles de la réforme. Ce décret est complété par six arrêtés, à savoir :

- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 10 juillet 2024) modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- L'arrêté du 5 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024), modifié par l'arrêté du 20 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024), relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;
- L'arrêté du 5 juillet (JO du 7 juillet 2024) relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L. 2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 (JO du 20 juillet 2024), lui-même complété par l'arrêté du 24 décembre 2024 (JO du 1er janvier 2025), relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- L'arrêté du 10 juillet 2024 (JO du 16 juillet 2024) relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte, qui porte spécifiquement que les rejets des activités industrielles ;
- L'arrêté du 2 octobre 2024 (JO du 30 octobre 2024) modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées).
- L'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 26 décembre 2024) est venu modifier et mettre à jour l'arrêté du 13 décembre 2007 relatif aux modalités particulières de versement des redevances pour pollution d'origine domestique et pour modernisation des réseaux de collecte définies aux articles L. 213-10-3 et L. 213-10-6 du code de l'environnement pour le rendre compatible avec le nouveau cadre réglementaire encadrant désormais les redevances.
- Une instruction dédiée aux préfets, en date du 4 décembre 2024, est venue préciser les points essentiels de cette réforme des redevances sur lesquels les services de l'Etat et des collectivités locales se devaient de se mobiliser.

A noter que le décret 2025-66 du 24 janvier 2025 (JO du 25 janvier 2025) a modifié certaines dispositions du précédent décret 2024-787 du 9 juillet 2024, a corrigé certaines erreurs rédactionnelles et en a précisé d'autres comme **le remplacement de la notion de « charge brute de pollution organique » par la « capacité nominale de traitement » pour les stations d'épuration.**

Gestion quantitative de la ressource en eau et recours aux eaux non-conventionnelles

Dans la continuité du Plan Eau adopté fin mars 2023, plusieurs instructions et arrêtés sont venus préciser durant l'année 2024 les modalités de gestion quantitative et de partage de la ressource en eau.

- L'instruction du 18 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 et du décret n° 2022-1078 du 29 juillet 2022 relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau a été publiée le 8 janvier 2024. Cette instruction précise les modalités de gestion quantitative de la ressource en eau. En particulier, elle encadre l'étude des volumes prélevables à l'étiage, qui constituent la base de toute démarche de retour à l'équilibre hydrique, en rappelant la nécessité de définir une stratégie d'études des volumes prélevables par le préfet coordonnateur de bassin. Elle détaille la nécessaire articulation entre les différents outils de gestion de la ressource en eau (SAGE, PTGE,, etc.) pour atteindre le retour à l'équilibre.
- L'instruction interministérielle du 1er juillet 2024 (BO du 9 juillet 2024) précise les actions du Plan Eau, parmi les 53 mesures de ce plan, qui doivent être mises en œuvre dans les territoires sous l'impulsion des préfets. Aussi l'objet de cette instruction est de détailler, pour certaines mesures, quelles actions sont attendues et à quelle échelle.
- L'arrêté du 3 juillet 2024 (JO du 6 juillet 2024) modifie l'arrêté du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à mettre en œuvre en période de sécheresse dans les ICPE. Dans un souci de simplification, il modifie le site internet sur lequel l'exploitant transmet ses consommations d'eau lors des épisodes de sécheresse. Il précise que les réductions doivent être appliquées sur les prélèvements dans les ressources qui sont concernées par la sécheresse. Il apporte également des modifications concernant la déduction d'un volume de « sécurité » du volume de référence auquel l'exploitant doit appliquer des réductions de sa consommation d'eau en cas de sécheresse.
- Le décret n° 2024-1098 du 2 décembre 2024 (JO du 4 décembre 2024) révisé les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage). Créé par la loi sur l'eau de 1992, cet outil de planification essentiel à la gestion locale de l'eau est adapté par ce décret pour répondre aux nouveaux enjeux, notamment du changement climatique et aux épisodes de rareté de la ressource en eau. Ce décret vise à accélérer l'élaboration des SAGE en resserrant, notamment, les liens entre le SAGE et les documents d'urbanisme et les trajectoires des prélèvements sur un territoire.

D'autre part, le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc.) et à contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan a pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici à 2027.

En 2024, de nouveaux textes réglementaires, complétant ceux publiés en 2023, ont été publiés pour faciliter le recours aux ENC tout en encadrant les risques inhérents à ces pratiques :

- **Le décret 2024-33 du 24 janvier 2024** (JO du 25 janvier 2024) puis **le décret 2024 - 769 du 8 juillet 2024** (JO du 9 juillet 2024) fixent les modalités de recours aux ENC dans les entreprises du secteur alimentaire. Ce dernier décret est accompagné d'un arrêté daté du 8 juillet 2024 (JO du 9 juillet 2024) qui précise les niveaux de garantie sanitaire à atteindre en fonction des usages prévus ;
- **Le décret 2024-796 et l'arrêté du 12 juillet 2024** (JO du 13 juillet 2024) encadrent les conditions sanitaires d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques. Ces deux textes ont été complétés et précisés par la note d'information DGS/EA4/2024/147 du 23 octobre 2024 (BO Santé du 31 octobre 2024) à destination des ARS et des préfets.

Enfin, sur le plan européen, le règlement délégué du 11 mars 2024 (JOUE du 20 juin 2024) complète le règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil. Il apporte des spécifications techniques pour la gestion des risques liés à l'irrigation des cultures.

Révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991

La révision de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines de 1991 (DERU) a été publiée au JOUE du 12 décembre 2024 (Directive 2024/3019 du 27 novembre 2024 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines). La France doit procéder à sa transposition en droit national au plus tard le 31 juillet 2027.

Par rapport à la précédente directive, cette révision introduit de nouvelles dispositions :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement entre 1 000 et 2 000 EH , avec obligation de collecte et de traitement secondaire des eaux usées. L'assainissement non collectif devient une exception à justifier ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie, avec l'établissement de plans de gestion (incluant des objectifs et des mesures de réduction), pour les agglomérations de plus de 100 000 EH et de plus de 10 000 EH déversant en zone à risques pour l'environnement et la santé ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, pour les stations de plus de 150 000 EH et de plus de 10 000 EH rejetant en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements quaternaires pour le traitement des micropolluants, pour les stations de plus de 150 000 EH et les agglomérations de plus de 10 000 EH rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques et pharmaceutiques ;
- un objectif de neutralité énergétique, à décliner à l'échelle de chaque État membre, pour les stations de plus de 10 000 EH ;

Par ailleurs, cette nouvelle directive vise à promouvoir la réutilisation des eaux usées traitées et la récupération des ressources (par exemple, le phosphore) en assurant la maîtrise des pollutions à la source, à renforcer la surveillance des effluents et des boues (antibiorésistance, microplastiques, épidémies, ...), l'accès à l'assainissement pour tous, et l'information du public.

Repérage de l'amiante avant travaux

L'arrêté du 4 juin 2024 (JO du 30 juin 2024) est venu préciser les modalités de réalisation du repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles autres que bâtis tels que les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport ou réseaux divers. Cet arrêté qui couvre les enrobés routiers et les réseaux entrera pleinement en application le 1er juillet 2026 afin de permettre au préalable la mise en œuvre des formations des opérateurs en charge de réaliser ces opérations de repérage, selon la norme NF X 46-102 de novembre 2020.

Les dispositions de cet arrêté précisent que le donneur d'ordre des travaux est tenu d'adresser au propriétaire de l'ouvrage une copie du rapport de repérage afin que ce dernier puisse mettre à jour le dossier de traçabilité.

Cet arrêté précise également les conditions d'exemption de ce repérage : situation d'urgence ou lorsque les informations provenant des documents de traçabilité sont antérieurement connues.

Travaux à proximité des réseaux

Plusieurs fois refondue au gré des retours d'expérience, la réglementation "anti-endommagement", qui encadre depuis 2012 les travaux effectués à proximité des réseaux à risque aériens et enterrés, connaît une série d'ajustements à compter du 1er janvier 2025. A noter que le décret du 2024-1022 du 13 novembre 2024 (JO du 15 novembre 2024) et l'arrêté du 23 décembre 2024 (JO du 29/12/24) sont venus renforcer la sécurité des interventions sur les réseaux en modifiant certaines dispositions contenues dans plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution des travaux à proximité des réseaux, notamment en matière de déclaration, d'entretien et de contrôle des infrastructures.

Par une décision du 30 janvier 2024 (BO du 17 février 2024), le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement a vu ses annexes complétées de nouvelles fiches techniques.

L'arrêté du 7 mai 2024 (JO du 22 mai 2024) est venu fixer fixe, pour l'année 2024, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Ineris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Trois arrêtés en date du 5 juillet 2024 ont été publiés au JO du 7 juillet 2024 :

- un premier arrêté précise les normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ou pour l'exécution d'opérations non électriques dans l'environnement d'ouvrages et d'installations électriques sous tension ;
- un second arrêté porte sur les conditions d'équivalence entre l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'article R. 554-31 du code de l'environnement et l'habilitation prévue à l'article R. 4544-33 du code du travail ;
- le troisième arrêté porte spécifiquement sur la prévention du risque électrique lié aux travaux d'ordre non électrique réalisés dans l'environnement d'ouvrages ou installations électriques sous tension aériens et souterrains.

Protection et surveillance des masses d'eau

Dans le domaine de la santé et de l'environnement, le sujet des substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') a jalonné l'actualité 2024 : sur le plan législatif, réglementaire, institutionnel, voire même, médiatique. En avril 2024, le gouvernement a publié une mise à jour de son précédent plan d'actions interministériel. Plusieurs actions de ce nouveau plan concernent l'assainissement urbain, notamment en matière de surveillance des effluents et des boues.

A l'instar des dispositions déjà effectives pour certaines ICPE (suite à un arrêté d'août 2023), le plan est susceptible de se traduire dans un avenir proche par de nouvelles dispositions réglementaires imposant la surveillance des effluents et boues issus des stations d'épuration urbaines, dans la continuité des démarches déjà effectives de Recherche/Réduction des Substances Dangereuses pour l'Eau (RSDE)

Par ailleurs, un avis publié au JO du 6 octobre 2024 est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2023. Cet avis liste les méthodes analytiques, et les normes associées, des couples « élément de qualité biologique - méthode » à appliquer ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

Transition énergétique & environnementale

Autorisation environnementale

Promulguée en octobre 2023, la loi Industrie verte vise à accélérer la réindustrialisation du pays, dans le respect de l'environnement. Afin de traduire cette ambition, deux décrets ont été pris en application de cette loi pour accélérer la libération de foncier industriel et l'implantation de nouvelles usines, notamment via la réduction des délais d'examen des demandes d'autorisation environnementale. Une instruction ministérielle est venue compléter ultérieurement le dispositif mis en place.

Le décret n° 2024-704 du 5 juillet 2024 permet tout d'abord la mise en œuvre des accélérations de certaines procédures d'urbanisme ou environnementales pour des projets industriels stratégiques. Plus précisément :

- Il définit la liste des secteurs des technologies favorables au développement durable pour lesquels les projets industriels sont rendus explicitement éligibles à la procédure de déclaration de projet prévue par l'article L.300-6 du code de l'urbanisme. Ainsi, parmi ces secteurs, est mentionné celui des technologies de décarbonation du bâtiment, celui des technologies de production, de réseau et de stockage de l'énergie bas-carbone ou encore celui du recyclage des déchets de matériaux.
- Il détaille les informations à fournir pour se voir reconnaître de manière anticipée la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), au sens de l'article L.411-2 du code de l'environnement, pour des projets industriels visés par une déclaration d'utilité publique, identifiés par décret comme projet d'intérêt national majeur (PINM) ou faisant l'objet d'une déclaration de projet au sens du code de l'urbanisme.
- Enfin, le décret précise que le préfet sera l'autorité compétente pour autoriser les travaux, installations, constructions et aménagement d'un projet industriel qualifié par décret de projet d'intérêt national majeur pour la transition écologique ou la souveraineté nationale (article R* 422-2 i) du code de l'urbanisme).

Ensuite, **le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024** permet, à travers des dispositions clés, de réduire les délais d'implantation industrielle et de favoriser la libération de fonciers industriels. Plus précisément :

- Il accélère l'examen des demandes d'autorisation environnementale. En application du nouvel article L. 181-10-1 du code de l'environnement dans sa rédaction issue de la Loi Industrie Verte, la phase d'enquête publique est, sauf exception, remplacée par une procédure de consultation du public parallélisée menée sous le contrôle du commissaire enquêteur. Cette consultation est désormais réalisée en parallèle de la phase d'examen de la demande par les services de l'Etat durant une période de 3 mois (portée à 4 mois lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis), là où ces deux étapes étaient précédemment conduites de manière successive sur une durée de 7 à 8 mois. D'autres délais de procédure sont par ailleurs raccourcis. A titre d'exemple, le pétitionnaire ne disposera plus que de 5 jours pour formuler des observations sur les remarques et propositions du public, contre les 15 jours prévus dans le cadre actuel de l'enquête publique. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 22 octobre 2024 et sont applicables aux demandes déposées à compter de cette date.
- Il améliore la gestion des cessations d'activité ICPE. Tout d'abord, le texte précise les conditions permettant à un exploitant, dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1er juin 2022, de bénéficier de la nouvelle procédure de cessation d'activité introduite par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (« Loi ASAP »). Le décret apporte également des précisions substantielles quant au contenu du mémoire de réhabilitation que l'exploitant est tenu de transmettre au Préfet. A ce titre, le traitement des sources de pollutions et des pollutions concentrées est rendu obligatoire (sauf dérogation encadrée), là où cette pratique relevait jusqu'ici de la simple recommandation issue de la Méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017. Le décret modifie en outre l'ensemble des articles du code de l'environnement relatifs à la procédure de tiers demandeur afin, entre autres, de faciliter sa substitution à l'exploitant pour la mise en sécurité du site (en plus de sa réhabilitation). Le texte prévoit aussi le renforcement des exigences de garanties financières à constituer pour le tiers demandeur et ouvre la possibilité aux collectivités d'être leur propre assureur lorsqu'elles interviennent en tant que tiers demandeur. Ces dispositions sont entrées en vigueur le 7 juillet 2024.

Enfin, **l'instruction ministérielle du 28 octobre 2024** (TECL2428215C) précise les modalités de mise en œuvre de la procédure d'autorisation environnementale, telle que réformée par la loi Industrie verte et le décret d'application n°2024-742 susvisé. En particulier :

- L'instruction rappelle le premier objectif qui est de réduire les délais d'implantation des installations à travers la parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public. Aussi, la nouvelle procédure dite de "consultation parallélisée" est désormais de droit commun pour tous les projets relevant du champ de l'autorisation environnementale : installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau (lota), installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), travaux miniers, autorisation supplétive. L'instruction du dossier par les services de l'État, les consultations obligatoires des différents organismes et instances compétents, les consultations des conseils municipaux et autres collectivités intéressées et la participation du public seront désormais menées de concert, dès lors que le dossier est complet et régulier. Dans ce contexte, la vérification de la complétude et de la régularité de la demande d'autorisation environnementale doit être menée dans un délai raisonnable (le texte précise que cette vérification n'est pas une instruction approfondie).

- Le second objectif est de consolider la participation du public. La nouvelle procédure (qui reprend pour partie les conditions de la participation du public par voie électronique (PPVE) mais également de l'enquête publique) permet au public de participer pendant trois mois, sous l'égide d'un commissaire enquêteur (ou si nécessaire une commission d'enquête), dès le début de la procédure. L'instruction rappelle, à ce titre, qu'il n'était auparavant consulté qu'en fin de procédure, après les retours des services de l'État ou des collectivités. Cette participation sera majoritairement dématérialisée, mais deux réunions publiques d'échanges (une d'ouverture et une de clôture) avec le porteur de projet doivent obligatoirement être organisées en présentiel. Une étroite collaboration du pétitionnaire est ainsi recommandée avec le commissaire enquêteur en appui à l'organisation de cette consultation. On relèvera à cet égard un arrêté du 18 novembre 2024 relatif aux caractéristiques du site internet prévu à l'article R. 181-36 du code de l'environnement, qui détermine les exigences du site internet dédié à la consultation publique de la nouvelle procédure d'autorisation environnementale.
- Un autre objectif affiché est celui d'améliorer la qualité des dossiers déposés. "Des dossiers de bonne qualité permettent une rapidité d'instruction et évitent de solliciter plusieurs fois les services de l'État au fil de compléments qui seraient nécessaires", explique l'instruction. L'instruction précise également que les dossiers doivent être proportionnés aux enjeux et, donc, ne comprendre que les informations nécessaires pour évaluer et justifier la prise en compte des enjeux. Le caractère synthétique des pièces permettrait ainsi de faciliter leur intelligibilité et favoriserait l'efficacité collective recherchée par la réforme.

Evaluation environnementale

Le décret n°2024-529 du 10 juin 2024 *portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des projets* a principalement pour objet d'augmenter les seuils à partir desquels certains projets, notamment les projets d'élevages intensifs, sont soumis à une obligation d'évaluation environnementale systématique. Aussi, en dessous des nouveaux seuils fixés, les projets d'élevages intensifs seront soumis à évaluation environnementale, non plus systématiquement, mais au cas par cas. A noter également que le décret apporte quelques adaptations d'articles du code de l'environnement concernant l'autorisation environnementale et les ICPE. Ces évolutions ont été rendues applicables aux projets pour lesquels la première autorité compétente pour autoriser le projet ou l'autorité chargée de l'examen au cas par cas ont été saisies à compter du 11 juin 2024.

Lutte contre les atteintes environnementales

Dans un contexte où les atteintes à l'environnement se multiplient, les pouvoirs publics entendent renforcer leur action en mettant en place des contrôles diligents et ciblés pour garantir le respect des réglementations environnementales, avec pour objectif une protection plus efficace des écosystèmes et de la biodiversité.

En ce sens, l'instruction du 2 janvier 2024 (TREL2328462J) précise la nouvelle stratégie nationale de contrôle en matière de police de l'eau et de la nature ("SNCPEN"). Elle abroge ainsi la note technique du 22 août 2017 qui fixait, jusqu'à présent, la doctrine de l'Administration sur le sujet.

Cette instruction fait suite à la mise en place, par un décret du 13 septembre 2023, de comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN) et de missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN) dans chaque département. L'institutionnalisation de ces instances, éclairée par une précédente instruction en date du 16 septembre 2023, vise à favoriser les échanges d'informations entre les autorités administratives et judiciaires, puis leur exploitation.

Pour l'essentiel, le nouveau texte vient :

- clarifier le périmètre de la stratégie de contrôles en matière de polices de l'eau et de la nature,
- préciser la chaîne d'action depuis l'impulsion gouvernementale jusqu'au bilan annuel des résultats obtenus, et
- définir le cadre de travail pour améliorer les conditions du contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés.

Par ailleurs, au niveau européen, une nouvelle directive sur la protection de l'environnement par le droit pénal est entrée en vigueur le 11 avril 2024, aux termes d'un long processus de révision. Elle vient remplacer la directive initiale adoptée en 2008, laquelle s'était révélée peu effective en pratique dans la lutte contre les atteintes à l'environnement. Pour l'essentiel :

- Le texte fait passer de neuf à vingt le nombre de comportements illicites et intentionnels, constitutifs d'infractions, que les États membres doivent intégrer dans leur corpus législatif. On notera, parmi les nouvelles infractions, "le captage et l'exploitation illégale des ressources en eau susceptible de causer des dommages substantiels à l'état écologique des masses d'eau".
- Le texte n'impose pas aux États membres la mise en place d'un crime d'écocide mais introduit «une infraction qualifiée» dans l'hypothèse où les comportements infractionnels entraîneraient : i) La destruction d'un écosystème d'une taille ou valeur considérable ou d'un habitat au sein d'un site protégé, ou des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables ; ii) Des dommages étendus et substantiels irréversibles ou durables à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
- S'agissant des sanctions pénales apportées aux infractions environnementales, le texte précise et durcit les sanctions. De fait, plusieurs sanctions principales et complémentaires sont détaillées et des sanctions minimales en matière d'emprisonnement sont instituées. A ces peines s'ajoutent, pour les personnes morales, des amendes dont le montant est proportionné à la gravité du comportement et à la situation financière de la personne morale concernée, dont le texte prévoit toutefois un montant minimal à mettre en place par les États.

La nouvelle directive européenne devra être transposée dans les législations nationales de l'ensemble des États membres de l'Union européenne d'ici le 21 mai 2026. On soulignera, à cet égard, que le droit de l'environnement français contient déjà plusieurs dispositions répressives qui rappellent les infractions mises en place par le nouveau texte. En particulier, depuis la loi «*Climat et résilience* », l'article L. 231-3 du Code de l'environnement prévoit le délit d'écocide lorsque la pollution illégale des milieux marins ou aériens, qui entraîne des effets nuisibles graves et durables sur la santé, la flore ou la faune, est commise de façon intentionnelle.

ICPE

Face à l'importance de la sinistralité dans les installations de gestion des déchets, le ministère de la Transition écologique a renforcé les prescriptions en matière de prévention des incendies en prenant une succession d'arrêtés fin 2023 (pour les installations soumises au régime de l'enregistrement et les installations soumises à autorisation) et début 2024 (pour les installations soumises à déclaration).

Ainsi, l'arrêté du 8 janvier 2024 (TREP2330764A), qui modifie les prescriptions applicables aux installations de gestion de déchets soumises à déclaration, s'inscrit dans cette volonté de réforme.

En premier lieu, le nouveau texte modifie :

- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Au sein de ces arrêtés, il introduit des exigences, applicables à compter du 1er janvier 2025, en ce qui concerne le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques. A ce titre, il prévoit que ces déchets susceptibles de contenir des batteries au lithium doivent être séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutention.

En second lieu, il modifie :

- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°s 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718.

Les modifications consistent à introduire de nouvelles exigences qui seront mises en place progressivement (certains entreront en vigueur en juillet 2024, d'autres en janvier 2025, et les dernières en janvier 2026). Parmi les exigences à mettre en œuvre le plus tôt possible, on notera l'obligation pour l'exploitant de réaliser et tenir à jour un plan de défense contre l'incendie dont le texte fixe le contenu minimum. De même, il doit organiser un exercice de défense contre l'incendie, lequel doit être renouvelé au moins tous les trois ans.

Notons qu'un arrêté du 4 juin 2024 (TREP2412145A) a ultérieurement corrigé certaines incohérences et erreurs rédactionnelles introduites par les textes de fin 2023 et début 2024.

IOTA

Par un arrêté du 3 juillet 2024 (TREL2418343A), le Gouvernement a simplifié les conditions de création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare. En effet, le nouveau texte modifie la rédaction de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Pour rappel, la création de plans d'eau, permanents ou non est soumise : soit à un régime d'autorisation pour les plans d'eau dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; soit à un régime de déclaration pour ceux dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha. Lorsque la création d'un plan d'eau est prévue en zone humide, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 prévoit des conditions spécifiques :

- La création du plan d'eau répond à un intérêt général majeur ou les bénéfices escomptés du projet en matière de santé humaine, de maintien de la sécurité pour les personnes ou de développement durable l'emportent sur les bénéfices pour l'environnement et la société liés à la préservation des fonctions de la zone humide, modifiées, altérées ou détruites par le projet ;
- Les objectifs bénéfiques poursuivis par le projet ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens constituant une option environnementale sensiblement meilleure ;
- Les mesures de réduction et de compensation de l'impact qui ne peut pas être évité, sont prises en visant la plus grande efficacité.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 s'appliquait à tous les plans d'eau en zone humide. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 3 juillet 2024, l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021 ne s'applique qu'aux plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est supérieure ou égale au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, soit un hectare. Par conséquent, la création de plans d'eau dont la surface implantée en zone humide est inférieure à un hectare demeure soumise à déclaration mais n'est plus soumise au respect des conditions de l'article 4 de l'arrêté du 9 juin 2021.

Encadrement des émissions chimiques

Dans une communication publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2024, la Commission européenne est venue préciser les critères et les principes directeurs de la notion "d'utilisations essentielles" d'une substance chimique. Ces critères permettent d'évaluer s'il est justifié, d'un point de vue sociétal, d'utiliser les substances les plus nocives. Dans les cas où l'utilisation est nécessaire pour la santé et/ou la sécurité et/ou si elle est essentielle au fonctionnement de la société, et s'il n'existe pas de solutions de remplacement acceptables, une substance chimique peut continuer à être utilisée à cette fin pendant un certain temps, précise ainsi l'exécutif européen.

Par ailleurs, en France, les PFAS restent au cœur des préoccupations sanitaires et environnementales :

- L'arrêté du 31 octobre 2024 (TECP2429403A) a introduit de nouvelles exigences en matière d'analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques de certaines installations de traitement de déchets. Ses dispositions sont entrées en vigueur le 11 novembre 2024. L'arrêté concerne les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation au titre des rubriques: 2770 (Traitement thermique de déchets dangereux) ; 2771 (Traitement thermique de déchets non dangereux); 2971 (Production d'énergie à partir de déchets non dangereux préparés) ; 3520 (Incinération ou co-incinération de déchets). Les exploitants des installations précitées doivent désormais réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses portant sur 49 substances PFAS spécifiquement listées. *"Cette action vise à vérifier que l'incinération permet bien la destruction des substances PFAS contenues dans les déchets, et améliorer les connaissances globales sur la thermodégradation des PFAS"*, précisait le ministère de la Transition écologique lors de la mise en consultation publique du texte. Ces prélèvements et analyses sont encadrés (réalisation par des organismes accrédités, respect d'une certaine durée, etc.) et les délais de réalisation des campagnes de prélèvement varient en fonction du type d'installations (de fin octobre 2025 pour certaines, à avril 2028 pour d'autres). Les exploitants devront ensuite transmettre les résultats commentés de la campagne de prélèvements et d'analyses ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées (article 6).

Par ailleurs, l'instruction ministérielle du 3 décembre 2024 (TCEP2421014) a défini les actions nationales 2025 de l'inspection des installations classées, qui sont au nombre de cinq : libération du foncier industriel, maîtrise des risques accidentels, installations de combustion, lutte contre le trafic de déchets et plan d'action interministériel « PFAS ».

S'agissant plus particulièrement du plan d'action interministériel "PFAS", sont ciblées les actions suivantes:

- Concernant les rejets aqueux industriels : les exploitants d'ICPE doivent, dans la continuité de l'action nationale 2024, définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS dans les rejets aqueux industriels, et l'inspection devra en contrôler la bonne mise en œuvre.
- Concernant les mousses anti-incendie : l'inspection devra aussi se pencher sur les restrictions d'utilisation dans les mousses anti-incendie. L'action visera également à contrôler l'application des restrictions d'utilisation dans les émulseurs de certains composés de la famille des PFAS en vertu des règlements (UE) 2019/2021 sur les polluants organiques persistants (dit « POP ») et REACH.
- Concernant les boues des stations d'épuration des ICPE : l'action engagera également le suivi de la quantité de PFAS, pour les substances pour lesquelles une méthodologie de mesure est reconnue à date, présente dans les boues des stations d'épuration des ICPE et qui sont épandues comme matière fertilisante dans le cadre d'un plan d'épandage. L'objectif de 20 mesures au niveau national sera décliné en fonction de la répartition géographique des installations concernées.

6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com